

Seguiment via Twitter:

#agricolesafrica



Col·legi Oficial d'Enginyers Tècnics Agrícoles
i Perits Agrícoles de Catalunya

Jornada: "Terres de noves possibilitats"

PONÈNCIA
MARROC

David Coll

Conferenciants:

Sr. Josep Novellas
Àmbit: Angola

Sr. David Coll
Àmbit: Marroc

Sr. Joan Anton Carrau
Àmbit: Gàmbia i
la zona ECOWAS

Forum Maroc - Catalogne

Coopération bilatérale dans l'agroalimentaire

M. David Coll
Président de PIMEC Agroalimentaire

Casablanca, le 1 mars 2012





L'agroalimentaire: Une puissance dans l'économie catalane

- Chiffre d'affaires d'environ 18,5 milliards Euro en 2009, ce qui représente le 21% de la production industrielles catalane.
- 2 795 entreprises avec plus de 77 000 employés directes.
- Un secteur très compétitif au niveau international: taux de couverture du 80% face au 40% de l'économie.
- L'agroalimentaire est la filière qui a mieux résisté la crise économique depuis 2007-08 et a même augmenté sa chiffre d'affaires an pour an.



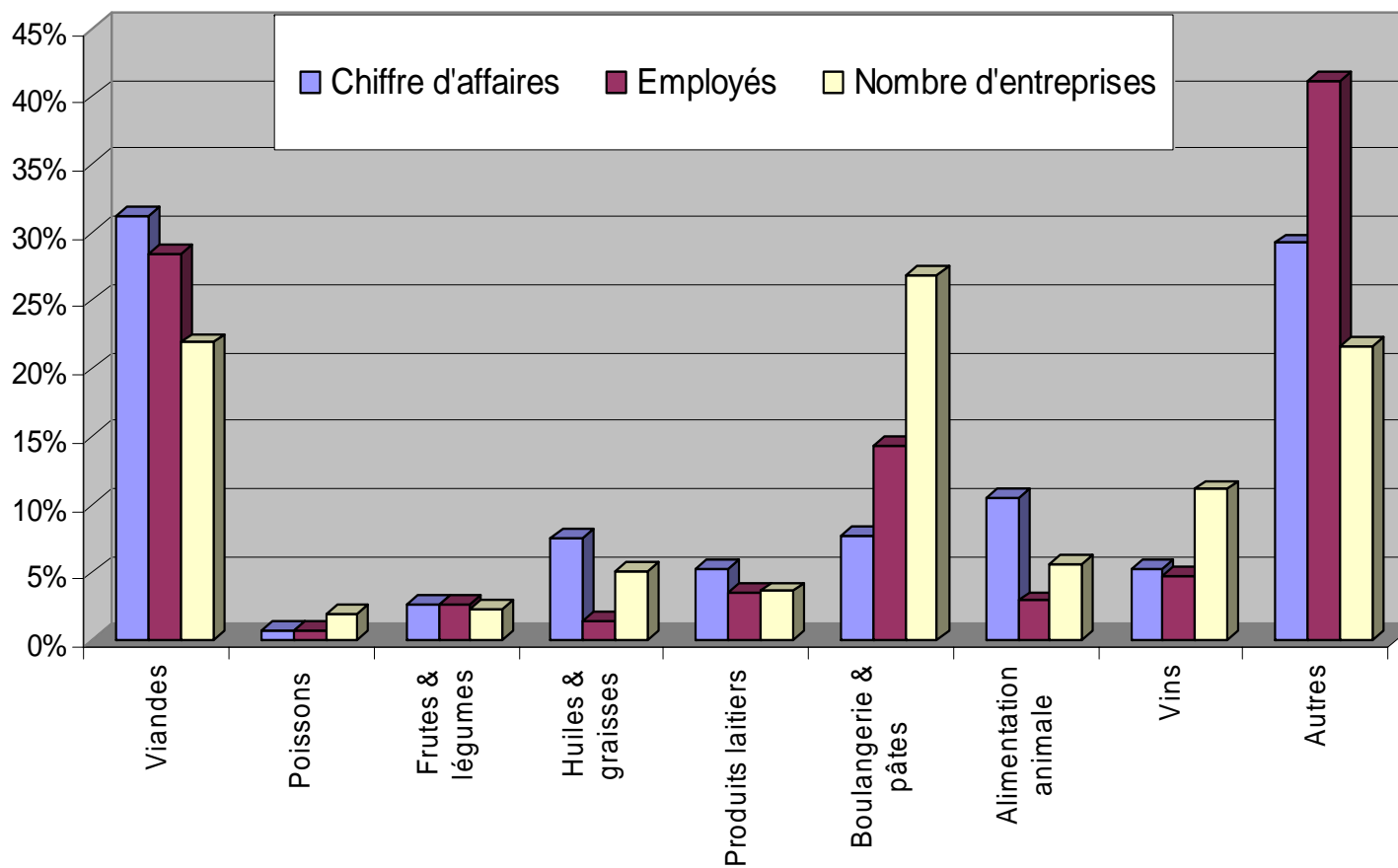
Agro-industrie et agriculture: Sont-elles compatibles?

1. L'agro-industrie donne du élan et d'inertie au secteur primaire catalan.
2. Les politiques en matière de qualité et sécurité agroalimentaires favorisent la commercialisation des produits catalans.
3. La politique de développement rural diversifie le secteur primaire et permet d'augmenter le niveau de vie des agriculteurs.

Coopération bilatérale dans l'agroalimentaire



Structure de l'agroalimentaire catalan





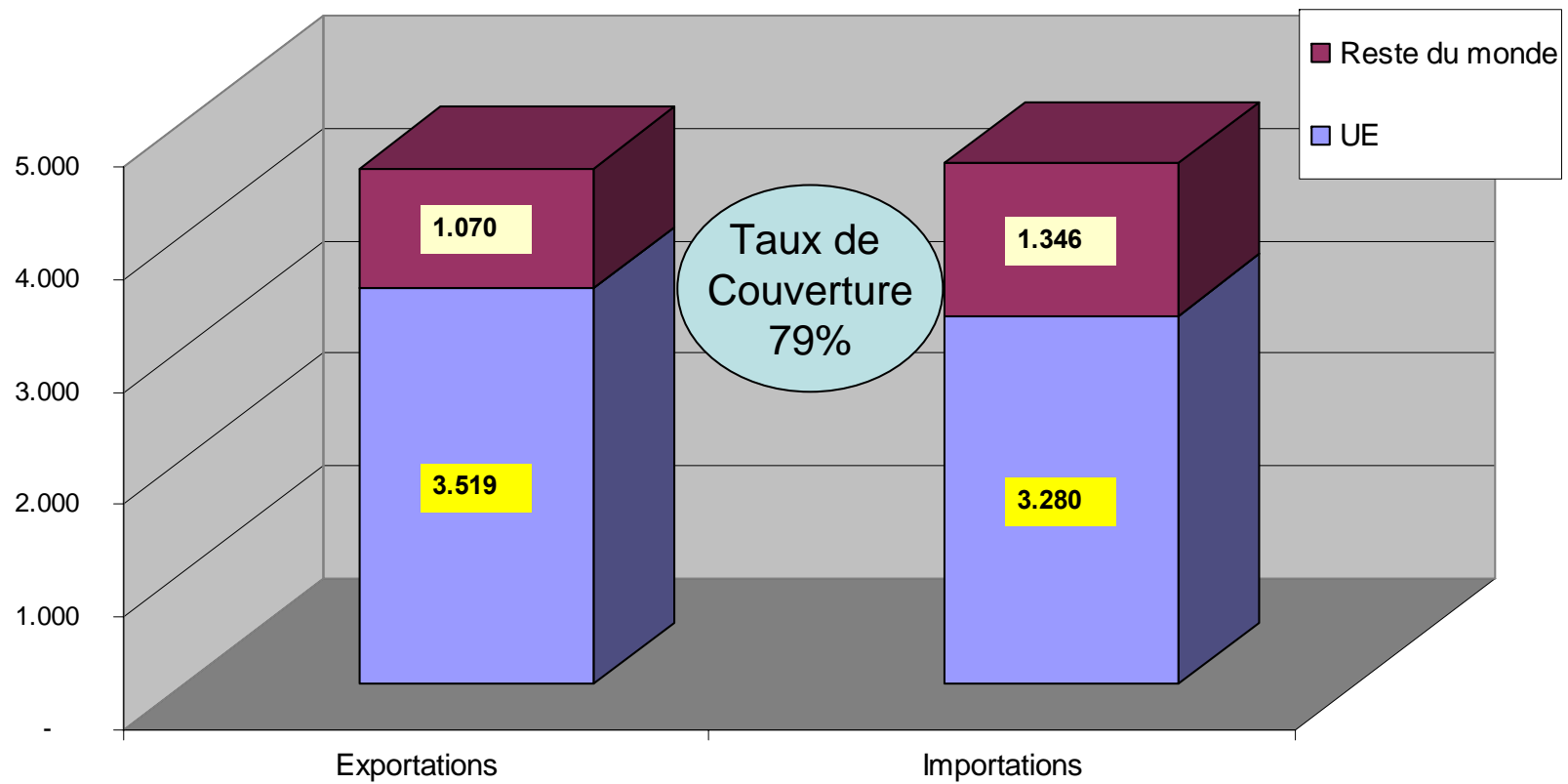
La viande: le secteur « leader »

- ❖ La transformation des viandes constitue le premier secteur de l'agroalimentaire catalan.
- ❖ Il s'agit d'un secteur très compétitif, dont les exportations excèdent davantage les importations.
- ❖ Le 86% des exportations s'adressent à l'Union Européenne, suivi par la Russie. La France représente 37% des exportations, suivi par l'Italie et l'Allemagne.



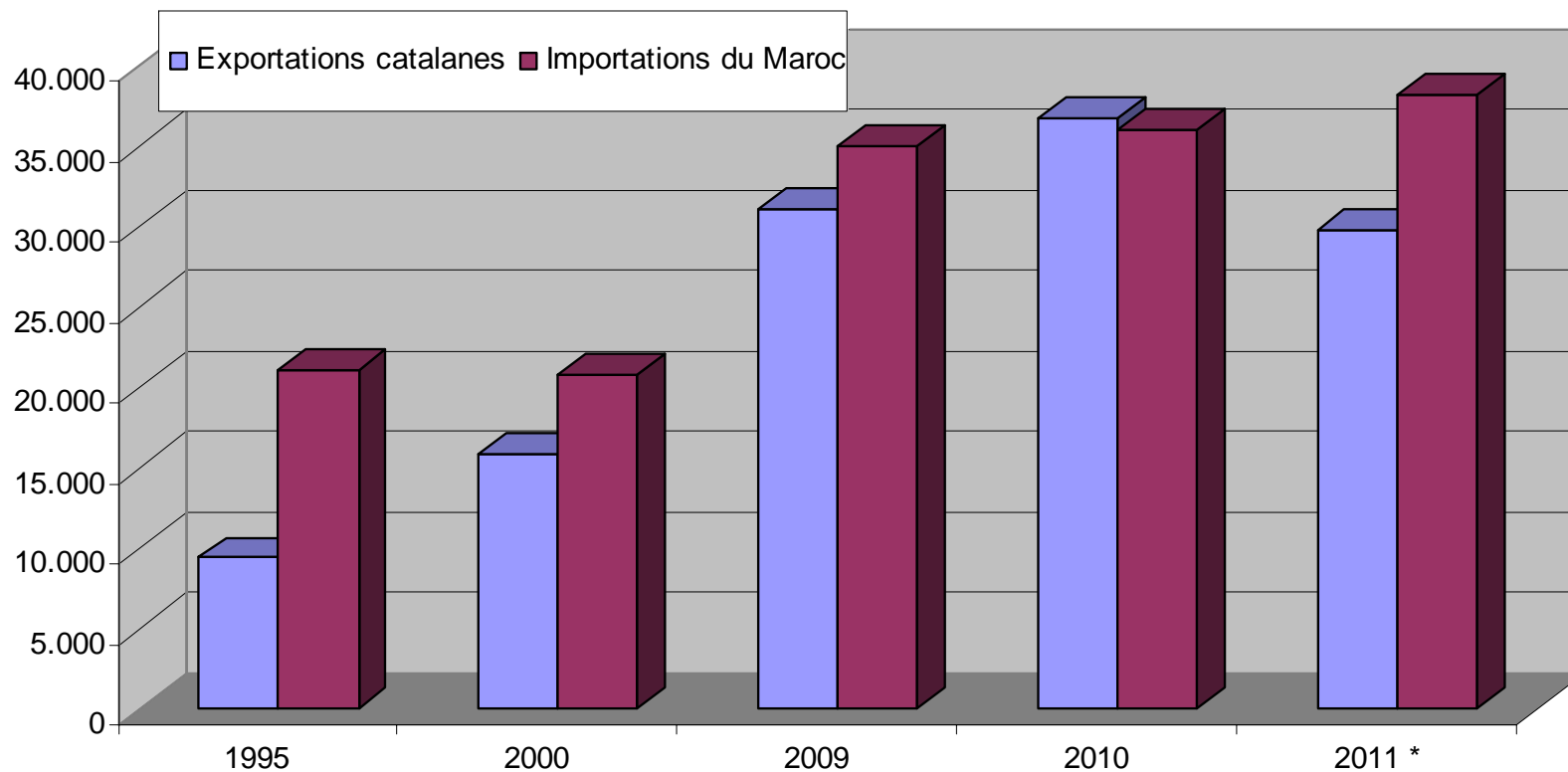


Commerce extérieur de l'agroalimentaire catalan 2009, millions €





Commerce agroalimentaire entre le Maroc et la Catalogne 1995-2011, milliers €



(*) Données provisoires pour le 2011



Les échanges Catalogne-Maroc dans le contexte internationale

- ✓ Les exportations totales de la Catalogne ont augmenté de 16% les premiers 9 mois de 2011 jusqu'à 41 milliards Euros.

- ✓ Dans la même période, les exportations de la Catalogne vers le Maroc ont monté de 15% jusqu'à 654 millions Euros.

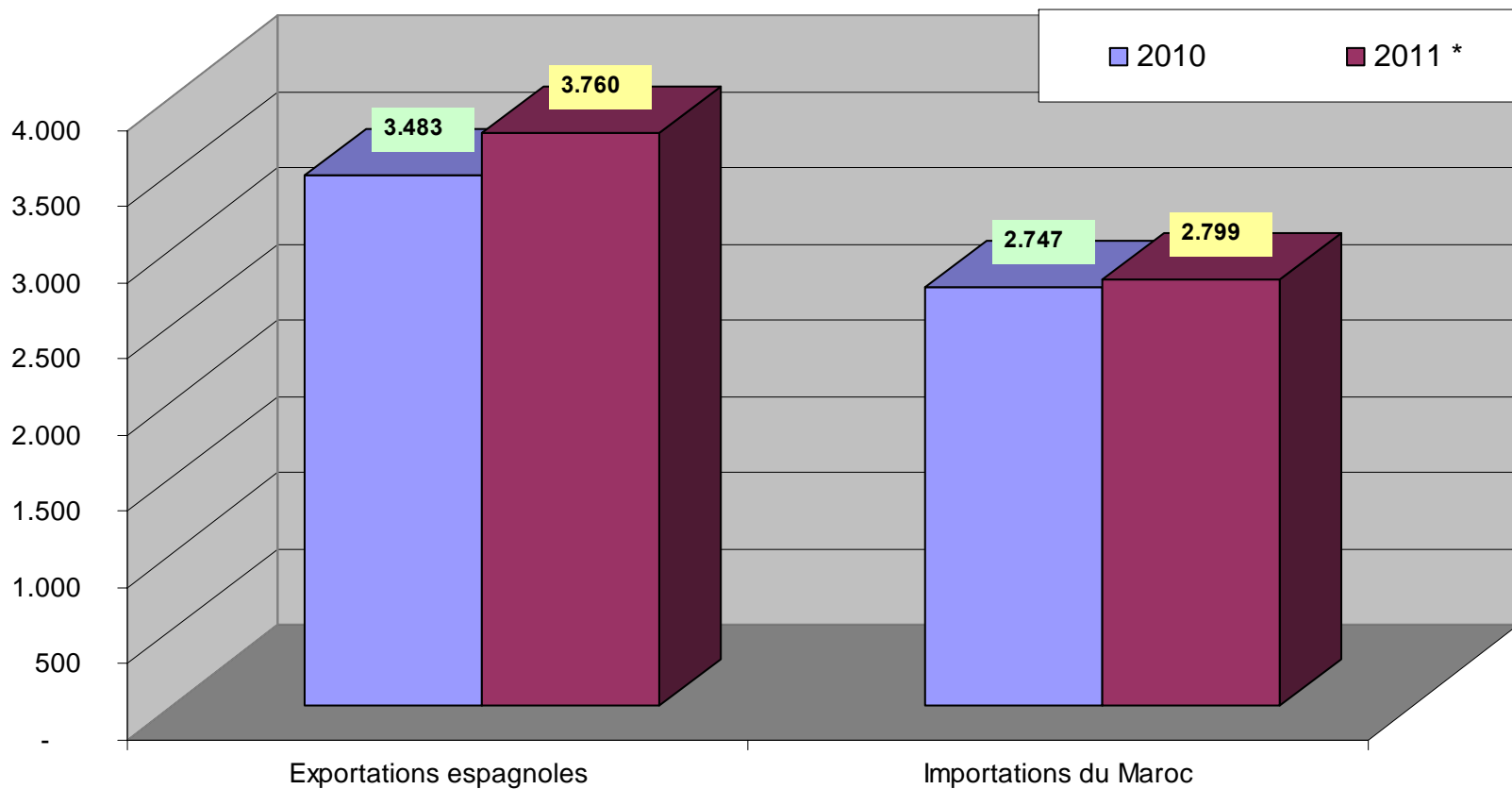
- ✓ Le Maroc représente à présent 1,59% du marché extérieur catalan.

- ✓ Les importations vers la Catalogne ont cru de 9% dans le premiers 9 mois de 2011, tandis que les importations du Maroc l'ont fait du 16%.



Les échanges Espagne-Maroc à la hausse malgré la crise

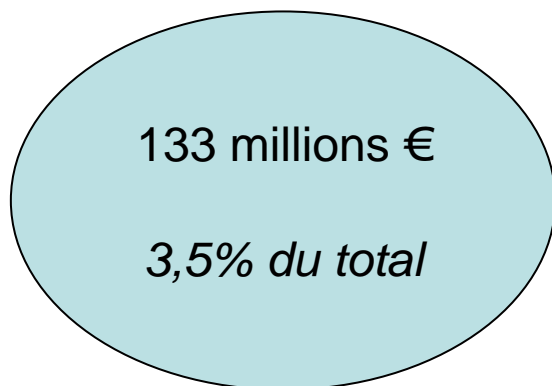
millions €



(*) Les données pour le 2011 excluent le mois de décembre.

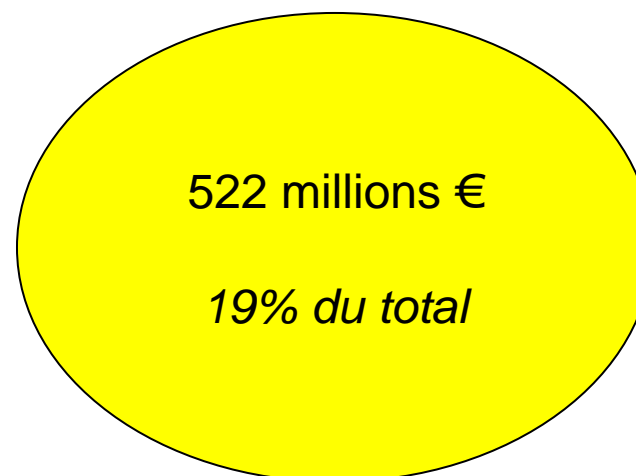


L'agroalimentaire dans le commerce Espagne-Maroc



L'agroalimentaire dans l'exportation espagnole vers le Maroc

L'agroalimentaire dans l'exportation marocaine vers l'Espagne



(*) Données pour le 2011, qui excluent le mois de décembre.



L'agroalimentaire européen progresse malgré la crise

- L'agroalimentaire représente le secteur le plus important de la manufacture européenne, avec le 13% de la chiffre d'affaires industrielle et 4,2 millions d'employés.
- Les petites et moyennes entreprises (PME) sont fortement présentes dans l'agroalimentaire, avec 48% de la chiffre d'affaires et 63% de l'emploi.
- La viande représente 20% de la chiffre d'affaires alimentaire, suivi par les boissons (15%). Les « autres activités » (c.f. boulangerie, pâtes, alimentation infantile, etc.) monopolisent 26% de la chiffre d'affaires.
- L'agroalimentaire européen est devenu un exportateur net, avec un surplus commercial de 3 milliards Euro en 2010. Les États-unis et la Russie sont les marchés extérieurs les plus importants, bien les ventes en Chine ont augmenté du 18%



Les défis industriels et agroalimentaires du Maroc



- ❖ Renforcer la filière de la volaille, avec l'augmentation de l'offre et de la valeur ajoutée.
- ❖ Augmenter l'utilisation de semences certifiées et de la production nationale du secteur.
- ❖ Agrandir la superficie agricole pour l'exploitation huilière de 550.000 ha. et améliorer le taux d'exportation.
- ❖ Doubler la superficie de culture des légumes et augmenter leur production de 1,7 à 3,2 millions tons/an.



Opportunités de coopération entre la Catalogne et le Maroc (1)

- ✓ Augmenter l'utilisation de matières premières, en particulier des engrais. Aujourd'hui l'utilisation d'engrais par hectare en France est par exemple 10 fois le niveau du Maroc.
- ✓ Mécanisation et machines. Le niveau de mécanisation dans l'agriculture espagnole est 11 fois supérieur à celui du Maroc.
- ✓ La banque marocaine ne participe encore au financement de l'agriculture. Seulement le 18% des agricultures accèdent au crédit bancaire.
- ✓ Possibilité de vente et investissement dans des biens d'équipement pour améliorer l'efficacité des exploitations agricoles marocaines.
- ✓ La sécheresse et l'absence des ressources hydriques favorisent la vente d'installations d'irrigation.
- ✓ Les semences certifiées, les engrais, les herbicides, les pesticides, les plantes de serre, les pépinières d'olives sont tous des besoins de l'agroalimentaire marocaine, que la Catalogne pourrait bien fournir.



Opportunités de coopération entre la Catalogne et le Maroc (2)

- ✓ Les preserves végétales, la production d'huile d'olive et des jus de fruits offrent des opportunités aux entreprises d'emballage, de commercialisation des légumes sèches, du ris, du teindre et d'autres ingrédients qui deviennent nécessaires pour les processus productifs.
- ✓ Opportunités pour les fournisseurs des services de transport, stockage et distribution dans le Maroc ainsi que l'étranger, afin de que les producteurs agricoles marocains puissent accéder au marchés internationaux.
- ✓ Opportunités dans les domaines de la logistique, services de sécurité alimentaire, contrôle de la qualité alimentaire, poursuite du produit (*tracking*), marketing, conservation, publicité, services de paiement.
- ✓ L'accès des producteurs marocains aux marchés internationaux peut stimuler l'offre des produits plus sophistiqués de l'agriculture écologique et « bio ».
- ✓ Assistance technique, engineering, recherche et innovation.



Conclusions

- L'industrie agroalimentaire peut bien contribuer au développement économique marocaine et attirer des investisseurs intéressés à fournir le marché européen depuis le Maroc.
- Le « savoir faire » agroalimentaire catalan peut être très utile pour les producteurs marocains. Par exemple, les questions de l'emballage, le contrôle de qualité, la logistique, etc. deviennent fondamentales pour accéder au marché européen. Possibilité de coopération bilatérale dans ces domaines, ainsi que dans la recherche agricole.
- Le programme « Maroc Vert » offre des nouvelles opportunités aux entreprises catalanes de pépinières, plantes de serre, engrais, habillages, etc.
- Le Maroc bénéficie d'une offre croissante de superficie agricole, des coûts du travail très bas, ainsi que d'un accès privilégié à la UE et aux États-Unis, dont les entreprises catalanes agroalimentaires devraient bien profiter.



Gràcies !

Merci !

شكرا

Informes Sectoriales

OPORTUNIDADES DE INVERSIÓN Y COOPERACIÓN EMPRESARIAL

Oficina Económica y Comercial
de la Embajada de España en Rabat

El sector de la
Agricultura en
Marruecos: inversión
para empresas
españolas agrícolas

ICEX

El sector de la Agricultura en Marruecos: inversión para empresas españolas agrícolas

Este informe ha sido realizado por Irene Barrena Casamayor bajo la supervisión de la Oficina Económica y Comercial de la Embajada de España en Rabat

Agosto de 2010

ÍNDICE

1. INTRODUCCIÓN	5
1.1. Situación y estructura de la economía	5
1.2. Apertura a la inversión extranjera	7
1.3. inversión española en el país	8
2. PERSPECTIVA GENERAL	11
2.1. Definición y descripción del sector	11
2.2. Panorama general del sector agrario	14
2.2.1. Características de la agricultura marroquí	15
2.2.2. Sistemas agroecológicos de producción	20
2.3. Breve mención al sector agroindustrial	22
3. POLÍTICAS Y MARCO LEGAL DE LA INVERSIÓN EXTRANJERA	23
3.1. Políticas y normativas gubernamentales sobre inversión extranjera en el sector	23
3.1.1. Creación de una empresa agrícola	23
3.1.2. Acceso a terrenos agrícolas	24
3.1.3. Normativa fiscal	26
3.2. Políticas de promoción de inversiones	28
3.2.1. Plan Maroc Vert	28
3.2.2. Pacto Nacional para la Emergencia Industrial	49
3.2.3. Plan de Desarrollo y Promoción de las Exportaciones	50
3.2.4. Fondos de inversión y agencias no estatales	50
3.2.5. Tratados Internacionales comerciales	51
3.3. Formas de implantación	56
3.4. Instituciones administrativas relacionadas	57
4. ASPECTOS PRÁCTICOS DE LA INVERSIÓN	59
4.1. Principales costes de la inversión en el sector	59
4.2. Principales barreras a la inversión	61
4.2.1. Barreras generales a la inversión	61
4.2.2. Competitividad del país	62
4.2.3. Barreras específicas a la inversión en el sector	64
4.3. Búsqueda de socio. Aspectos a considerar en la negociación de un contrato	65

4.4. La inversión española en el sector	66
5. ANÁLISIS DE LA OFERTA	67
5.1. Producción	67
5.2. Datos de carácter geográfico	72
6. ANÁLISIS DE LA DEMANDA	74
6.1. Tendencias generales de consumo	74
6.2. Precios medios	76
6.3. Exportaciones. Localización geográfica de los principales mercados	77
7. OPORTUNIDADES Y RIESGOS PARA LA EMPRESA ESPAÑOLA	80
8. BIBLIOGRAFÍA	83
9. ANEXOS	85
9.1. Direcciones de interés	85



ICEX

1. INTRODUCCIÓN

1.1. SITUACIÓN Y ESTRUCTURA DE LA ECONOMÍA

La economía de Marruecos es una economía liberal, basada en la libertad de precios bajo la ley de la oferta y la demanda. Desde 1993, el país ha seguido una política de privatización de determinados sectores económicos que solían estar en manos públicas. Marruecos se ha convertido en un actor relevante en los asuntos económicos de África y es la quinta economía africana por PIB.

El Foro Económico Mundial¹ coloca a Marruecos como la segunda economía más competitiva del norte de África tras Túnez, mientras que a nivel mundial la sitúa en el puesto 73. Además, Marruecos es el primer país africano en índice de calidad de vida y el 65 a nivel mundial, según The Economist Intelligence Unit.

Desde la década de 1980, el gobierno marroquí ha llevado a cabo una política económica orientada a acelerar la economía real o productiva con el apoyo del Fondo Monetario Internacional, el Banco Mundial y el Club de París. La moneda del país, el dirham, ya es plenamente convertible, se han realizado reformas en el sector financiero y se están privatizando numerosas empresas estatales.

La economía marroquí es mucho más sólida y más diversificada que hace unos años. Sus principales recursos son la agricultura, los fosfatos y el turismo. Las ventas de pescados y mariscos también son una importante fuente de ingresos. Se ha dado un gran impulso a las políticas sectoriales y la fuerte inversión ha dado lugar a la aparición de nuevos polos industriales y de servicios que han permitido diversificar la economía. No obstante, Marruecos, sigue dependiendo excesivamente de la agricultura. La importancia económica y social del sector es superior a su peso real en el PIB, ya que representa sólo un promedio anual del 14% del PIB (en años de climatología favorable el porcentaje puede alcanzar el 20% del PIB) pero emplea a un 44% de la población marroquí, porcentaje que aumenta hasta el 80% si consideramos solamente la población activa rural. Con un clima semiárido y

¹ The Africa Competitiveness Report 2009. The Global Competitiveness Report 2009-2010. World Economic Forum.

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

lluvias irregulares, el PIB varía según las condiciones meteorológicas. En el mundo árabe, Marruecos tiene el segundo mayor PIB no petrolero, detrás de Egipto, a partir de 2005.

Por lo que respecta al sector industrial, éste representa desde la década de los ochenta en torno a un cuarto del PIB. El tejido industrial presenta una elevada concentración geográfica, localizándose básicamente en las grandes ciudades, y una elevada concentración sectorial. Destaca la importancia de la industria de transformación y dentro del sector manufacturero, la industria agroalimentaria, seguida de la química, la paraquímica y la industria textil. En términos de exportación industrial, ésta proviene de forma mayoritaria de la industria textil, la cual en estos momentos se enfrenta a una competencia creciente en los mercados internacionales. Marruecos posee además tres cuartas partes de las reservas mundiales de fosfatos, es el tercer mayor productor a nivel mundial (por detrás de Estados Unidos y China) y el primer exportador a nivel mundial; las fluctuaciones de precios de los fosfatos y sus derivados en el mercado internacional influyen en gran medida en el comercio exterior y en la economía de Marruecos de manera general.

En cuanto al sector servicios, genera casi el 50% del PIB. Destacan especialmente el comercio, el transporte y el turismo. Las remesas de emigrantes han desempeñado un papel fundamental en la economía marroquí desde la independencia del país. El alto coste de las importaciones, especialmente de las importaciones de petróleo, es un problema importante. Otro problema crónico es la ya mencionada irregularidad de las lluvias, que producen sequía o inundaciones repentinas que repercuten excesivamente en la economía. Cabe destacar la importancia del sector informal que según valoraciones concordantes de observadores puede genera una partida de hasta 5 puntos del PIB.

PIB por sectores de actividad (%)	2006	2007	2008(p)	2009 (p)
Actividades primarias	15,2	12,2	13,2	15,3
Agricultura	14,1	11,2	12,0	14,2
Pesca	1,1	1,0	1,1	1,1
Actividades secundarias	24,4	24,2	27,3	25,3
Industria extractivas	1,8	2,1	6,5	5,6
Industria de transformación	14,1	13,5	12,8	11,7
Electricidad y agua	2,5	2,6	2,3	2,3
Obras públicas	5,7	6,0	5,6	5,6
Actividades terciarias	50,2	52,2	49,5	48,7
Comercio	10,6	10,6	10,2	9,8
Hoteles y restaurantes	2,3	2,6	2,4	2,2
Obras públicas	3,2	3,8	3,5	3,4
Telecomunicaciones	3,1	3,2	3,1	2,9
Otros servicios	22,2	23,6	22,5	22,5

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

Administración pública y Seguridad Social	8,8	8,4	7,8	7,9
Otros	10,3	11,4	10,0	10,6
PIB	100	100	100	100

Fuente: Bank al-Maghrib, Boletín trimestral marzo 2010. (p) provisional

En 2009, la economía marroquí continuó creciendo, por décimo año consecutivo, en lo que supone el período de crecimiento y estabilidad macroeconómica más largo vivido por este país. El crecimiento medio del PIB en el periodo 1998-2009 se situó en torno al 5%. Como ya hemos mencionado, la evolución del PIB agrícola en el periodo se caracterizó por sus significativas fluctuaciones. Así, tras la desfavorable campaña agrícola de 2007, que se plasmó en un crecimiento del PIB de sólo el 2,7%, en 2008, el PIB creció un 5,6%, debido a la excelente campaña agrícola. En el año 2009 el crecimiento del PIB se mantuvo, gracias a una nueva campaña agrícola abundante, si bien la tasa de crecimiento fue algo más baja que el año anterior, un 4,9%. Los índices de inflación se mantienen estables en tasas en torno al 1%. No obstante, el creciente déficit comercial refleja, en parte, la falta de competitividad del tejido empresarial marroquí. Asimismo, hay que destacar que el ritmo de crecimiento alcanzado en los últimos años continúa siendo insuficiente para reducir los elevados índices de pobreza, desempleo y subempleo que soporta el país.

A nivel internacional, Marruecos es miembro de la mayoría de los organismos internacionales relevantes, Banco Mundial, FMI, Banco Africano de Desarrollo y Banco Árabe para el Desarrollo Económico en África. Durante los últimos años se han firmado acuerdos comerciales con varios países, entre los que destacan los firmados en 2004 con Estados Unidos, con los países signatarios del denominado Acuerdo de Agadir (Egipto, Jordania y Túnez), ambos ya en vigor. Es miembro fundador de la UMA (Unión del Maghreb Árabe), organismo constituido en 1989 por Argelia, Túnez, Libia, y Mauritania, con el objetivo de impulsar el desarrollo de una zona de intercambios económicos importantes, pero actualmente paralizada por problemas políticos. Además es socio privilegiado de la UE y en 2008 se le concedió un "estatuto avanzado" en virtud del cual Marruecos disfruta de las mismas condiciones de mercado que los países de la UE, sin formar parte de sus instituciones políticas.

Marruecos es miembro del GATT desde 1987, y organizó en 1994 en Marrakech, la reunión constitutiva de la OMC que sustituyó a los Acuerdos del GATT, siendo miembro de esta Organización desde esta fecha. Los compromisos marroquíes en el GATT han recaído en la clasificación arancelaria y la consolidación de derechos.

1.2. APERTURA A LA INVERSIÓN EXTRANJERA

Según el informe anual del CNUCED (Conferencia de las Naciones Unidas para el Comercio y el Desarrollo) las IDE en Marruecos han caído un 46% y el país no figura ni siquiera en la lista de los 10 primeros países africanos beneficiarios de las IDE. Ocupa la 12ª plaza, detrás

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

de Angola (13 mil millones de dólares), Egipto (6 700 millones), Nigeria, Sudáfrica, Sudán, Argelia (2 850 millones), Libia (2 670 millones), Congo, Túnez, Ghana y Guinea Ecuatorial. No obstante, la casi totalidad de las IDEs de los países que adelantan Marruecos se dirigen al sector del petróleo, mientras que una de las características de la economía marroquí continúa siendo la variedad de sus sectores económicos y su apertura a los mercados exteriores.

Francia continúa siendo el principal socio comercial (proveedor y cliente) de Marruecos y es también el principal acreedor y el principal inversor en el país. Según los datos publicados por la "Office des Changes marroquí" (Oficina de Cambios, Organismo público encargado de establecer las estadísticas de comercio exterior e IDEs), en 2009 le siguieron Kuwait y España, que se mantuvo en tercera posición. Marruecos recibió en 2009 inversiones por valor de 20 298,5 millones de dirhams (unos 1 830 millones de euros), de los cuales 7 504,2 millones de dirhams (676 millones de euros) fueron invertidos por Francia, 3 023,2 millones de dirhams (unos 272 millones de euros) fueron invertidos por Kuwait y 1 682,6 millones de dirhams (151,6 millones de euros) fueron invertidos por España.

En general, las inversiones extranjeras en Marruecos han disminuido un 27,4% respecto a 2008, año en que recibió inversiones por valor de 27 963 millones de dirhams (2 519 millones de euros). La mayor parte de los países inversores ha disminuido su inversión, en algunos casos entre un 90% y un 100% (es el caso de Brasil -que ha pasado de 504,4 millones de dirhams en 2008 a 4,6 en 2009- o de Libia -de 239,1 millones de dirhams a 7 en 2009- y también de Suecia (-92,1%), China (-91,3%) y Dinamarca (-97,9%). También han disminuido su inversión Japón (-84,5%), Finlandia (-73%), Bahrein (-74,5%), Emiratos Árabes (-74,4%), Irak (-68,7%), India (-59,1%), Egipto (-58,4%), Arabia Saudí (-47,8%), Singapur (-47,9%), Canadá (-41,3%), Alemania (-39,3%), Irlanda (-38,8%), Turquía (-38,8%), Túnez (-34,2%), Suiza (-30,6%), Francia (-28,8%), Italia (-22,2%), Qatar (-20,9%), Austria (-19,0%), Estados Unidos (-17,3%), Gran Bretaña (-14,6%). Tan sólo en casos puntuales ha aumentado la inversión: Kuwait (de 115,5 millones de dirhams a 3 023,2 en 2009), Jordania (de 45,2 millones de dirhams a 244,4 en 2009), Países Bajos (un 34,2% más en 2009), Líbano (+33,6%), y Portugal (+18,5%). Esta disminución generalizada de la inversión es debida principalmente al efecto de la crisis económica internacional (al importante regreso de las inversiones inmobiliarias, en particular de los países árabes del Golfo y de España) y previsiblemente persistirá en aquellos países que no presenten en 2010 los primeros indicios de recuperación económica.

1.3. INVERSIÓN ESPAÑOLA EN EL PAÍS

En lo que respecta a la inversión española en el país, Marruecos es, al margen de los países de la OCDE, uno de los principales destinatarios de la Inversión española Directa en el Exterior (IDE) y el principal en el continente africano. Por detrás del conjunto de países que conforman la UE27 y de destinos consolidados como USA (165 000 millones de euros en los últimos 5 años), México (30 700 millones de euros en dicho periodo), Brasil (7 500 millones) y Argentina (3 800 millones), Marruecos ha recibido cerca de 1 500 millones de euros de IDE

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

en los últimos 5 años, aunque la inversión española en el país continúa presentando un perfil muy variable y oscila de año en año en función de operaciones puntuales.

Así, según datos del Ministerio de Comercio de España², en los últimos 5 años Marruecos ha atraído inversiones brutas españolas por valor de 1 493 millones de euros. Por años, 2006 y 2008 atrajeron el mayor flujo de inversiones, con 646,7 y 563,9 millones de euros respectivamente; por el contrario en 2009 España ha invertido en el país únicamente 48,2 millones de euros.

Respecto al total de la IDE española, en los últimos años Marruecos ha recibido una media del 0,71% del total. En 2005 Marruecos fue el 24º destinatario de la IDE española; la inversión bruta fue de 80,5 millones de euros (un 0,26% del total de IDE), aunque la IDE neta fue de -41,8 millones de euros. En 2006 la IDE en Marruecos se elevó hasta 646,7 millones de euros (un 1,07% del total), lo que colocó a Marruecos en el puesto 13º como destino de inversión. En 2007 se volvieron a contener las inversiones y Marruecos recibió un 0,16% del total (153,6 millones de euros, puesto 26º). En 2008 se volvieron a incrementar las inversiones y Marruecos se colocó en el puesto número 15º, alcanzando 564 millones de euros en términos brutos (un 1,17% del total) y 554 millones en términos netos. En 2009 la IDE española ha caído hasta los 48,1 millones de euros en términos brutos (0,35% del total, puesto 25º) y 24,6 millones de euros en términos netos.

Aunque estos datos no coinciden con los publicados por el Gobierno de Marruecos, ambas fuentes reflejan la disminución de las inversiones españolas en 2009. En concreto, según las fuentes marroquíes se invirtieron 933,5 millones de dirhams (84 millones de euros) menos que en 2008, lo que supondría un descenso del 35,7% de la inversión.

IDE española en Marruecos.

	2005	2006	2007	2008	2009
	Efectivo miles de euros	Efectivo miles de euros	Efectivo miles de euros	Efectivo miles de euros	Efectivo miles de euros
IDE Total	30.409.921,82	60.530.956,47	96.647.364,95	33.002.989,51	13.709.306,36
IDE Marruecos (bruta)	80.497,62	646.729,16	153.674,05	563.960,80	48.175,37
% del total	0,26	1,07	0,16	1,71	0,35
Ranking	24º	13º	26º	15º	25º
IDE	-41.830,77	646.714,70	133.490,96	553.760,97	24.617,67

² Datainvox

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

Marruecos (neta)					
---------------------	--	--	--	--	--

Fuente: DataInVex

Por sectores, la agricultura es uno de los sectores que atrae la inversión española, si bien no alcanza la importancia de otros sectores como la construcción o los servicios financieros y en el año 2009 ha atraído tan sólo un 0,71% del total de la inversión española en el país. Por importe, se han invertido 343,66 miles de euros.

IDE española en Marruecos por sectores.

Sector de inversión (año 2009)	Efectivo (miles €)	% inversión
64 Servicios Financieros, Excep. Seguros Y Fondos Pensión	17.632,24	36,60
43 Actividades De Construcción Especializada	10.735,57	22,28
41 Construcción De Edificios	9.000,90	18,68
29 Fabricación De Vehículos De Motor, Remolques	5.250,00	10,90
23 Fabricación De Otros Productos Minerales No Metálico	2.942,98	6,11
46 Comercio Al Por Mayor E Intermediación Al Comercio, Excep. Vehículos Motor	1.280,52	2,66
01 Agricultura, Ganadería, Caza Y Serv. Relacionados	343,66	0,71
69 Actividades Jurídicas Y De Contabilidad	304,00	0,63
15 Industria Del Cuero Y Del Calzado	243,63	0,51
68 Actividades Inmobiliarias	187,42	0,39
52 Almacenamiento Y Actividades Anexas Al Transporte	135,99	0,28
66 Actividades Auxiliares A Los Servicios Financieros	90,92	0,19
25 Fabricación De Productos Metálicos, Excepto Maquinar	27,54	0,06
03 Pesca Y Acuicultura		0,00
42 Ingeniería Civil		0,00
92 Actividades De Juegos De Azar Y Apuestas		0,00

Fuente: DataInVex

2. PERSPECTIVA GENERAL

2.1. DEFINICIÓN Y DESCRIPCIÓN DEL SECTOR

La agricultura es un sector estratégico de la economía marroquí. Genera aproximadamente un 19% del PIB nacional (un 15% la agricultura y un 4% la agroindustria) y más de 4 millones de empleos directos en el mundo rural y 100 mil puestos de trabajo en el sector agroalimentario. Juega un papel determinante en los equilibrios macroeconómicos del país y soporta una carga social importante, ya que los ingresos del 80% de la población rural (más de 14 millones de personas) dependen de la agricultura; asimismo garantiza la seguridad alimentaria de cerca de 35 millones de consumidores. En definitiva, este sector tiene para la economía marroquí una relevancia muy superior a su peso real en el PIB (que varía, según las condiciones climáticas del año, entre el 11% y 20%) y tiene un papel destacado en los intercambios exteriores (entre el 15% y el 21% de las exportaciones globales y en torno al 19% de las importaciones).

Los ciclos climatológicos han determinado tradicionalmente el resultado de las campañas agrícolas y éstas, por su efecto arrastre, la evolución del conjunto de la economía marroquí. En este sentido, las buenas campañas agrícolas de comienzos y dos últimos años de la última década permitieron una evolución dinámica del conjunto de la economía, mientras que unas lluvias tardías e insuficientes en 2005 y en 2007 se plasmaron, en fuertes caídas del valor añadido agrícola y con él en una significativa moderación del crecimiento económico.

La dependencia climatológica del sector agrícola marroquí se explica por el peso determinante que en el conjunto de los cultivos en secano tienen la producción de cereales, que representan en torno al 30% del total de la producción agrícola marroquí. Esta producción oscila entre un año de sequía, como fue el 2005, de los 4,2 millones de toneladas a los 10,2 millones de toneladas en un año de buena campaña agrícola como fue 2006. Para la temporada 2009-2010, la producción ha sido de 7,5 millones de toneladas de cereal, 3,25 de los cuales de trigo blando.

En efecto, la producción agrícola marroquí está dominada por los cereales, especialmente el trigo duro. La distribución por cultivos de las explotaciones agrícolas se reparte de la siguiente manera: 62% destinada a cereales, 18% a barbecho, un 8% se dedica al cultivo de plantaciones frutales, 6% a verduras y hortalizas, 2% a pastos y el 4% restante a otros cultivos.

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

Distribución por cultivos	
Cereales	62%
Barbecho	18%
Frutales	8%
Verduras y hortalizas	6%
Pastos	2%
Otros cultivos	4%
Total	100%

Fuente: JOUVE, Anne-Marie: Cinquante ans d'agriculture marocaine. 2000.

La superficie agrícola útil (SAU) apenas representa un 13% de la extensión total del país (8,7 millones de Ha). El sector agrícola marroquí cuenta actualmente con cerca de 1,5 millones de explotaciones agrarias, de las que casi un 70% tiene menos de 5 Ha, lo que representa el 24% de la superficie agrícola útil; e incluso dentro de éstas, el 55% tiene menos de 3 Ha. Las de 5 a 20 Ha constituyen más del 43% de la superficie agrícola útil, y pertenecen al 25% de los agricultores. Los propietarios de las de más de 100 Ha, que constituyen el 8,7% de la superficie agrícola útil, no representan más que el 0,2% del total de explotaciones. Por lo tanto, el perfil que caracteriza a la gran mayoría de los trabajadores del mundo rural, es el de un agricultor viviendo en condiciones míseras, trabajando en pequeñas explotaciones de tipo familiar, en las que se emplean técnicas de cultivo rudimentarias y que disponen de pocas o ninguna infraestructura, por lo que son explotaciones poco o nada rentables y de mera subsistencia. Marruecos es uno de los primeros países en desarrollo que comienza a aplicar directrices de agricultura orgánica.

Los esfuerzos realizados en el desarrollo de la irrigación han permitido construir 90 presas, de una capacidad total de unos 14 000 millones m³, que permiten irrigar más de un millón de hectáreas. En concreto la superficie irrigada es de 1,02 millones de Ha (12% de superficie agrícola útil) y la superficie irrigable 1,64 millones de hectáreas. Del total de explotaciones, sólo el 38,3% están irrigadas, generando, en época de buenas condiciones climatológicas, el 45% del PIB agrícola y en épocas de sequía el 70% y asegurando, por otro lado, el 75% de las exportaciones agrícolas.

Marruecos ha lanzado un plan para construir 1 000 pequeñas presas de aquí a 2030 (un ritmo de construcción de 50 por año) con capacidad de retención de 400 millones de m³ para regar 23 000 hectáreas.

Las explotaciones irrigadas son en su mayoría grandes explotaciones agrícolas, modernas y con una clara vocación exportadora, que producen el 80% de los cítricos del país (principal producto agrícola de exportación junto al tomate), el 35% de las hortalizas y el 15% de los cereales. Las principales exportaciones agrícolas marroquíes se centran en tres tipos de productos: los cítricos (26%), las frutas y verduras tempranas (14%) y las conservas vegetales (24%).

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

En los últimos años, las actuaciones de las autoridades marroquíes han ido encaminadas a diversificar y modernizar la producción agrícola, mejorando e incentivando la producción de otros cultivos, en particular los industriales, de huerta, frutales y otros cultivos de exportación, los cuales deben permitir amortiguar los cíclicos repliegues de la producción de cereales, excesivamente dependiente de la climatología. Gracias a estas actuaciones el crecimiento global de la economía está siendo gradualmente menos dependiente de la producción agrícola”

No obstante, y a pesar de los comentados esfuerzos de los poderes públicos para el desarrollo del espacio agrícola a través de proyectos para la extensión del regadío, la puesta al día de las estructuras catastrales, la modernización y la mejora del rendimiento de las explotaciones, prestamos blandos para comprar semillas y maquinaria, etc., este sector presenta todavía una productividad muy baja incluso en las zonas irrigadas. Así, la estructura de las explotaciones agrícolas, la poca formación de la mano de obra rural, los circuitos obsoletos de comercialización, la falta de técnicas modernas de producción, la falta de financiación adecuada, los precios intervenidos para los productos de base, etc., son factores todos ellos que contribuyen a que los rendimientos agrícolas se estima se sitúen entre el 30% y el 70% de los rendimientos potenciales, para la mayoría de los cultivos, incluidos los irrigados.

Uno de los grandes retos a los que se enfrenta actualmente la economía marroquí, en su actual contexto de apertura a la competencia internacional y de liberalización de mercados, es la adecuada puesta a punto del sector agrícola y de su población, que actualmente soporta dentro de Marruecos los índices más elevados de analfabetismo, mortalidad infantil, falta de acceso a servicios públicos básicos, etc., lo que supone una auténtica fractura social y amenaza con desestabilizar el desarrollo económico y social del conjunto del país.

En esta línea, las autoridades lanzaron en 2002 la Estrategia 2020 de Desarrollo Rural, con un enfoque diferente al adoptado por las políticas agrícolas desarrolladas en este país en las últimas décadas. El objetivo prioritario de la política agrícola en Marruecos había sido tradicionalmente conseguir la autosuficiencia alimentaria. La reforma agraria, iniciada poco después de la independencia, tuvo por objeto aumentar la producción agraria, modernizar los equipamientos y materiales, limitando al mismo tiempo el éxodo rural (causado por las variables condiciones climáticas) y los efectos negativos que en la balanza de pagos tenía la importación de cereales. Además y fruto de la política de marroquinización, en la década de los 70, se expropiaron las tierras en manos de los llamados colonos, en su mayoría franceses y en menor medida españoles, que sumaban más de 300 000 hectáreas. Una parte de dichas tierras se concedió a propietarios marroquíes, mientras el Estado, a través de la SODEA se encargó de la gestión pública del resto de tierras. En la década de los 80 se inició un proceso de ajuste estructural, que al coincidir con un periodo de numerosas sequías no consiguió dar resultados. En la década de los 90, se lanzó un Plan Nacional de Irrigación (PIN), más concretamente en 1993, con el objetivo de aumentar la cantidad de explotaciones agrícolas irrigadas.

El objetivo de esta Estrategia 2020 era aumentar la bajísima e incluso en ocasiones negativa productividad del sector agrícola, consecuencia de un amplio número de factores ya comentados. El objetivo final era modernizar en dos décadas la agricultura extendiendo la irrigación, la investigación, el uso de la tecnología y las nuevas producciones más competitivas en los mercados internacionales. Entre las primeras actuaciones tomadas en el

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

marco de la nueva Estrategia se encontraban dos licitaciones lanzadas, en octubre de 2004 y en abril de 2007 por la SODEA y SOGETA para el arrendamiento de parte de sus tierras, administradas hasta ese momento por estas dos sociedades públicas, a inversores privados tanto nacionales como extranjeros. En la primera licitación se adjudicaron 42 000 hectáreas mediante contratos de arrendamiento al inversor de duración diversa en función del tipo de cultivo. La adjudicación de las tierras se supeditó a la presentación de proyectos concretos y solventes de explotación así como a la creación de empleo y el grado de inversión que conllevara el proyecto. 11 de los 24 proyectos adjudicados fueron para inversores españoles. En cuanto a la segunda licitación ponía en el mercado 38 500 hectáreas de terreno agrícola.

Pese al carácter voluntarista de esta Estrategia 2020, fue sustituida con excesiva premura por un nuevo proyecto de revalorización agrícola, el Plan Maroc Vert. Paralelamente al mismo se ha lanzado una tercera licitación de tierras de la SODEA y la SOGETA que afecta a más de 21 000 Has y 279 proyectos en 12 regiones del país (57 grandes proyectos de más de 100 Has, 139 proyectos medianos de entre 20 y 100 Has y 83 microproyectos de menos de 20 Has). Este plan, actualmente en vigor, fija unos objetivos de desarrollo similares a los de la Estrategia 2020; no obstante, de su permanencia en el tiempo y de su adecuada aplicación dependerá la efectiva modernización y revalorización del sector.

2.2. PANORAMA GENERAL DEL SECTOR AGRARIO

Desde su independencia en 1956, Marruecos ha considerado la agricultura como uno de los pilares fundamentales de su economía. Todos los planes de desarrollo económico han dado prioridad a la agricultura por considerarlo un sector estratégico, debido a su carácter productor de alimentos básicos y empleador de mano de obra. Las consecuencias de esta opción por la agricultura han sido el mantenimiento de un alto porcentaje de población rural (43% en 2009³) y un crecimiento económico fluctuante, debido a la dependencia de este sector de las condiciones climatológicas.

Los primeros planes agrícolas se caracterizaron por un fuerte intervencionismo y tenían por objeto recuperar las tierras de colonización y modernizar y mecanizar el sector.

La “Opération Labour” de 1957 se diseñó para minimizar los dos principales obstáculos de la agricultura marroquí: la dureza del clima -con lluvias irregulares y con frecuencia escasas, y altas temperaturas en el periodo estival- y la fragmentación de las explotaciones, un 90% de las cuales tenían una superficie inferior a 2 has –con la consiguiente utilización de métodos arcaicos de cultivo, la falta de inversión en las explotaciones, la práctica de un cultivo de autoconsumo y el endeudamiento permanente de sus titulares-.

La legislación agrícola se estructuró en torno a la Charte Agricole de 1968 y el Code des Investissements Agricoles (Código de Inversiones Agrícolas) de 1969. Esta regulación

³ Estimaciones del Centro de Estudios Demográficos CERED para 2009; 45% en 2004 según los datos del último Censo General de la Población y el Hábitat.

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

intervencionista pretendía aplicar el llamado “modelo de acondicionamiento hidroagrícola (modèle d’aménagement hydro-agricole - AHA) mediante la creación de grandes perímetros irrigados y mediante el saneamiento y drenaje de las zonas de secano. Esta normativa establecía un reparto de cargas entre el Estado y los propietarios privados y garantizaba su ejecución mediante las Oficinas Regionales de Revalorización Agrícola (Offices Régionales de Mise en Valeur Agricole – ORMVA) y la supervisión de la Oficina Nacional de Irrigaciones (Office National des Irrigations – ONI).

Para llevar a efecto estas políticas era necesario recuperar las tierras de colonización, proceso lento que se articuló en tres etapas:

- 1959: descolonización de las tierras APJ (“aliénation perpétuelle de jouissance”, figura similar al censo enfiteútico), tierras cuyo uso y disfrute había sido cedido a perpetuidad (35 000 has);
- 1963: descolonización de las tierras de colonización oficial (250 000 has);
- 1973: descolonización de las tierras de colonización privadas (750 000 has).

La recuperación de terrenos agrícolas se consideraba una cuestión de Estado. Se expropiaron las tierras de los colonos extranjeros, sobre todo franceses, pero también españoles, repartiéndose una parte entre agricultores marroquíes. Además se crearon dos sociedades públicas, la SODEA (Société de Développement Agricole), creada en 1972 para gestionar las tierras que habían sido recuperadas con anterioridad, y la SOGETA (Société de Gestion des Terres Agricoles), a la que se adjudicaron las tierras de colonización expropiadas en virtud del Dahir del 2 de marzo de 1973.

Se estima además que durante este periodo los colonos vendieron directamente a agricultores marroquíes unas 400 000 has de tierras de colonización privadas.

Esta política intervencionista se mantuvo durante casi veinte años, hasta 1985, fecha en la que fue sustituida por una política de liberalización económica en la que se redujo la participación pública en el sector agrícola, en favor del sector privado, y se redujeron drásticamente las subvenciones en el sector.

Pese a los sucesivos programas de reforma agrícola y a sus potencialidades por la calidad del suelo y de las aguas –aun desigualmente repartidos-, la agricultura marroquí continúa muy condicionada por la fragmentación y mala repartición de la tierra y por una pluviometría irregular marcada por años de gran sequía.

2.2.1. Características de la agricultura marroquí

Muy sucintamente, podemos destacar las siguientes características de la agricultura marroquí:

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

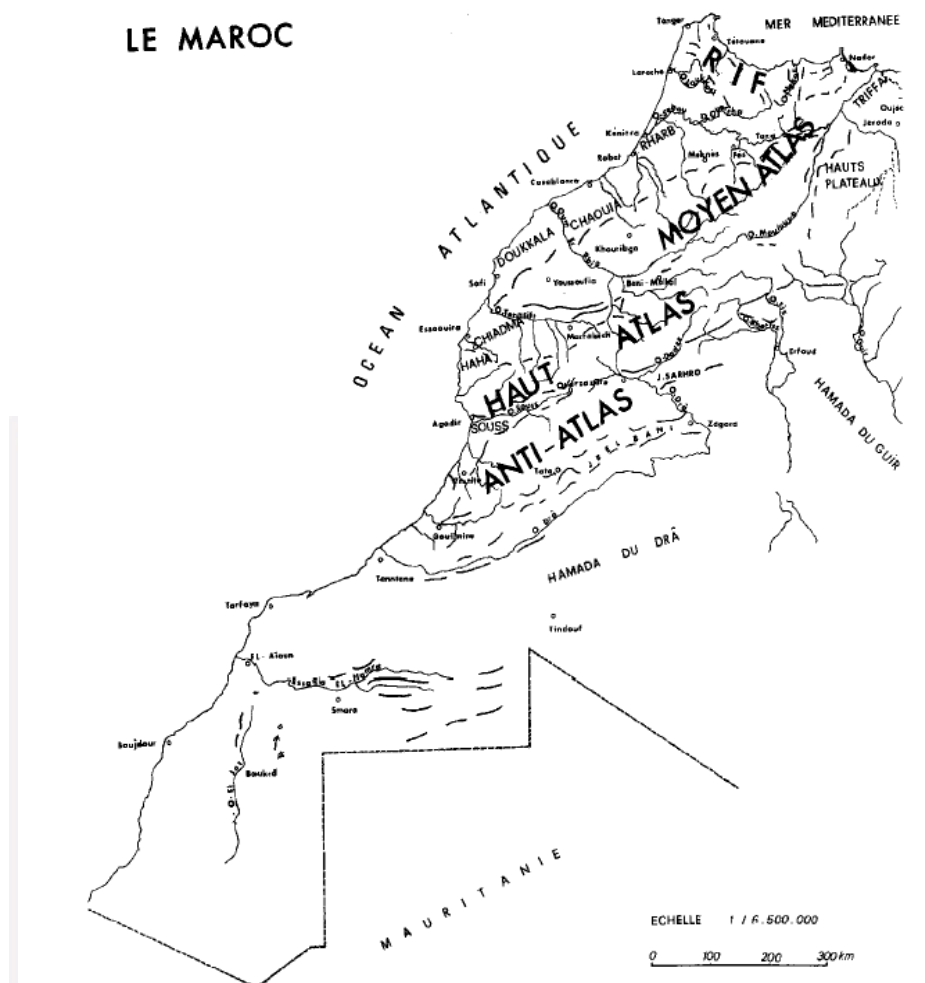
2.2.1.1 Geográficas

La casi totalidad de la agricultura marroquí (un 85% de la superficie) se practica en zonas áridas y semiáridas; únicamente un 15% (1 250 000 has aprox.) son perímetros irrigados⁴. Este hecho predispone el uso de la tierra a la cerealicultura y a la cría extensiva de ganado. Podemos distinguir las siguientes regiones geográficas:

- La cordillera del Atlas, orientada SO-NE y prolongada por el Rif en el Norte divide el país en dos grandes zonas de clima diferenciado.
- Al oeste del Atlas (un 25% del territorio) es una región relativamente favorecida: suelos de espesor considerable, pluviometría anual de 300 a 700 mm, sequía estival relativamente corta (5-6 meses), los cultivos agrícolas son importantes y diversificados.
- Al este del Atlas (un 75% del territorio) las condiciones naturales son difíciles (suelos de poco espesor, pluviometría anual de 200 mm como máximo). El SO es zona desértica y la agricultura está focalizada a lo largo de los ríos-oasis (Ziz, Draâ, etc.); al NE se encuentran las altas mesetas, tierras áridas donde predomina el pastoreo extensivo.
- Las montañas (Atlas, Rif) constituyen una región natural particular: con una pluviometría muy abundante (700-2 000 mm) permiten aprovisionar el creciente número de pantanos del país. Predominan los bosques y el pastoreo, los cultivos sólo se localizan en los valles.

⁴ RGA 1996.

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS



2.2.1.2 Climatología

La climatología juega un papel importante en la agricultura marroquí, debido a las condiciones orográficas del terreno y a la predominancia de técnicas tradicionales de cultivo. Con frecuencia se alternan años de gran sequía con años de lluvias torrenciales que generan crecidas y numerosas inundaciones. Así, por ejemplo, en 1995 la peor sequía del país en 30 años obligó a Marruecos a importar mayores cantidades de grano, lo que afectó negativamente a la economía. Nuevas sequías se sucedieron en 1997 y en 1999-2000. Como consecuencia de ello, el PIB se redujo un 7,6% en 1995, un 2,3% en 1997 y un 1,5% en 1999. Los años intermedios, sin embargo, las lluvias abundantes generaron buenas cosechas para el mercado. Así, en 2001 se consiguió una tasa de crecimiento del PIB del 5% o, más recientemente, en 2007, se alcanzó casi el 10% gracias a la mejor cosecha de la historia de Marruecos; en los años 2008 y 2009 se han conseguido tasas de crecimiento del 5,3% y 4,9% respectivamente.

2.2.1.3 Presión demográfica

Desde 1960 la población de Marruecos se ha multiplicado por 3, pasando de 11,6 millones a 31,8 millones estimados en 2009. La densidad de población ha pasado de 25 a 46 habitantes

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

por km² y en relación con la superficie cultivable, ha pasado de 160 habitantes por km² (110 habitantes por km² si tenemos en cuenta únicamente la población rural) en 1960 a 350 habitantes por km² (150 habitantes por km² en el medio rural).

2.2.1.4 Superficie agrícola

La superficie agrícola útil (SAU) de Marruecos es limitada. De todo el territorio nacional, un 45% son tierras no cultivables (principalmente en el Sahara), 30% son pastos, 13% es SAU, 8% son bosques y 5% son tierras de cultivo de esparto⁵. Por tanto sólo son cultivables unos 9 millones has de un total de 71 millones. De ellas se cultiva un 78% (unos 7 millones has) y un 22% se deja como barbecho. Aunque la SAU aumentó considerablemente en el último cuarto del siglo XX debido al uso de maquinaria y a la ampliación de regadíos –un 30% desde los años 70, pasando de 7 a 9 millones de has-, en los últimos años se ha registrado una estabilización de la SAU en torno a los 9 millones de has.

2.2.1.5 Tamaño de las explotaciones

Uno de los principales obstáculos al desarrollo de la agricultura marroquí es el reducido tamaño de las explotaciones. Los sucesivos planes de reforma agrícola identificaron este problema pero no fueron efectivos en su erradicación. Evitaron la ulterior fragmentación de terrenos -dando lugar a comunidades de bienes en proindivisión que dificultan aún más la explotación por la multiplicidad de titulares- pero no consiguieron su reagrupación –no se han realizado proyectos de concentración parcelaria similares a los realizados en España a partir de 1973-.

Predominan los minifundios, fincas de superficie tan reducida que dificulta su explotación. En 1996, año del último censo de explotaciones agrícolas (RGA 1996), un 87% de las explotaciones tenían una superficie inferior a 10 has y ocupaban casi la mitad de la SAU; el 70% eran inferiores a 5 has y ocupaban una cuarta parte de la SAU; el 53% eran incluso inferiores a 3 has. ¿Situación actual? Estas explotaciones son demasiado pequeñas para disponer de medios técnicos y financieros necesarios para intensificar la producción agrícola.

Superficie de cada explotación (nº has)	Explotaciones (nº)	Explotaciones (%)	Explotaciones (% acumulado)	SAU (1000 has)	SAU (%)	SAU (% acumulado)
0-1	315,3	22,0	22	170,4	2,0	2
1-3	446,7	31,2	53,2	904,7	10,4	12,3
3-5	237,7	16,6	69,8	1 011,1	11,6	23,9
5-10	247,8	17,3	87,1	1 894,7	21	45,6

⁵ JOUVE, Anne-Marie : Cinquante ans d'agriculture marocaine. 2000.

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

10-20	125,2	8,7	95,9	1 880,5	21,5	67,1
20-50	48	3,4	99,2	1 526,3	17,5	84,6
50-100	7,8	0,5	99,8	585,2	6,7	91,3
+ 100	3,2	0,2	100	759,4	8,7	100
Total	1 431,7	100		8 732,2	100	

Fuente: Recensement Général de l'Agriculture, 1996. Ministerio de Agricultura.

2.2.1.6 Régimen de propiedad de la tierra

El pequeño tamaño de las explotaciones se ve acentuado por la rigidez del sistema registral marroquí, la complejidad de los regímenes de propiedad y la precariedad de los arrendamientos rústicos. La casi totalidad de las explotaciones se articula en torno a tres status principales:

- El melk es el régimen dominante (75% de las explotaciones). Es un régimen de propiedad semejante a la propiedad privada del Derecho Romano pero con facultades más restringidas. Son propiedades recogidas en un título denominado moukia, regidas por el Derecho Musulmán -no codificado- y en su mayoría no inscritas en el Registro de la Propiedad. Dado que en el Derecho Musulmán no existe testamento ni facultad de disposición mortis causa, este régimen de propiedad ha dado lugar en numerosos casos a la proliferación de comunidades de bienes en régimen de proindivisión.
- Las tierras comunales abarcan un 18% de la SAU y aproximadamente 10,5 millones de has de pastos (de hecho, la mayor parte de las zonas de pastos de país se utilizan en régimen comunal). Este régimen proviene en su mayoría de los antiguos territorios de las tribus del país, que en 1919, con la legislación del protectorado, se transformaron en propiedades inalienables, imprescriptibles e inembargables. Este régimen dificulta enormemente la producción agrícola; en las tierras de cultivo dificulta el acceso a la financiación (debido al carácter inembargable de las mismas) y en las tierras de pastos genera una sobreexplotación de los recursos.
- El régimen de propiedad heredado del ordenamiento jurídico francés, con inscripción en el Registro de la Propiedad.

Pese al aumento de la presión demográfica, los regímenes de propiedad no han variado apenas en los dos últimos censos agrícolas (1973 y 1996), aunque sí se aprecia una disminución del número de explotaciones inferiores a 1 ha).

2.2.1.7 Técnicas de cultivo

Hay un fuerte contraste entre dos modelos de técnica de cultivo: el modelo tradicional y el modelo moderno.

- El modelo tradicional o de subsistencia es el utilizado por el 90% de la población rural y consiste en la utilización de técnicas agrícolas rudimentarias en pequeñas

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

explotaciones agrícolas familiares. Los productos se destinan fundamentalmente al autoconsumo. Predomina el subempleo y en las últimas décadas la emigración. En algunas zonas (principalmente mesetas) se practica el pastoreo extensivo. El desarrollo agrícola está ligado a las posibilidades de irrigación. Ocupa el 80% de la SAU.

- El modelo moderno se aplica en unas 1 500 000 has de los antiguos territorios colonizados, los perímetros de irrigación y los sectores afectados por la reforma agraria. Ocupa aproximadamente el 20% de la SAU y se caracteriza por una alta productividad debido al uso de tecnologías modernas. La agricultura está mecanizada, es medianamente intensiva y está orientada hacia el mercado (hortalizas, trigo, leche), la agroindustria (principalmente azucareras y oleaginosas) y la exportación (cítricos, verduras frescas).

2.2.1.8 Tipos de cultivo

La agricultura de Marruecos está poco diversificada; por cultivos, es mayoritario el cultivo de cereal (cebada, trigo duro, trigo blando, maíz) seguido de la arboricultura frutal y cultivos de leguminosas, hortalizas, plantas forrajeras y cultivos destinados a la transformación industrial (plantas azucareras, oleaginosas).

	Media 1969/74	Media 1997/99	Media 2007/08 ⁶
SAU total	7 443 (100%)	9 220 (100%)	8 981 (100%)
Cereales	4 583 (61,5%)	5 320 (58%)	5 309 (58%)
Leguminosas	502 (6,5%)	360 (4%)	373 (4%)
Plantas azucareras	48 (0,5%)	80 (1%)	168 (2%)
Oleaginosas	55 (0,5%)	120 (1%)	48 (0,5%)
Forrajeras	65 (0,5%)	210 (2%)	194 (2%)
Hortalizas	90 (1%)	230 (2%)	254 (3%)
Arboricultura frutal	406 (5,5%)	760 (8%)	929 (10%)
Barbechos	1 824 (24,5 %)	2 290 (25%)	1 997 (22%)

Fuente: Anuario Estadístico de Marruecos 2009.

2.2.2. Sistemas agroecológicos de producción

⁶ Último dato disponible.

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

Existen en Marruecos un total de 7 sistemas agroecológicos de producción, diferenciados en función de la composición mineral del suelo, la pluviometría y las condiciones climáticas:

Sistemas	Bioclima	Pluviometría (mm)	Superficie (M has)	% del territorio	SAU (%)	Unidades Territoriales Agrícolas (UTA)
S1. Mixto pluvial-irrigable	Montañas húmedas	400-600	7,5	11	20	1. Rif Occidental 2. Rif Central y Oriental 3. Rif Sur-Occidental 4. Haut Atlas Occidental 5. Haut Atlas Central 6. Moyen Atlas Oriental 7. Moyen Atlas Occidental y Haut Plateau Central 8. Haut Atlas Oriental 9. Anti-Atlas Nor-Occidental
S2. Mixto-árido	Montañas áridas	< 300	3,5	5	5	10. Tangérois y Habt 11. Gharb 12. Pré-Rif 13. Saïs 14. Zaer-Zemmour 15. Chaouia 16. Chiedma- Haha
S3. Mixto-pluvial	Llanuras y colinas húmedas	> 400	4	6	60	17. Plateau de Khouribga 18. Rehamna-Bahira-Jbilet 19. Basse Moulouya intérieure
S4. Pluvial	Mesetas semi-áridas	200- 400	2,8	3	51	20. Hauts Plateaux de l'Oriental 21. Haute y Moyenne Moulouya
S5. Mixto árido-pastoral	Llanuras y mesetas esteparias	100-300	5,7	8	9	22. Doukkala-Abda 23. Tadla 24. Haouz y Srarhna
S6. Sistema irrigado	Llanuras semi-áridas	200- 400	4,7	7	53	25. Sous, Chtouka, Massa et

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

						Tiznit
						26. Moulouya Méditerranéenne
						27. Tafilalt y Guir
						28. Draa
S7. Systema Oasiano-Pastoral	Pre Sahara y Sahara	< 50	40,4	60	<1	29. Sur del Anti-Atlas
						30. Sahara de Laayoune-Boujdour
						31. Sahara de Oued Dahab

2.3. BREVE MENCIÓN AL SECTOR AGROINDUSTRIAL

El sector industrial agroalimentario genera aproximadamente un 35% del PIB industrial y el 4% del PIB nacional agregado. Aglutina un 20% de las empresas industriales y genera el 17% de la oferta de empleo del país participando en el 25% de las exportaciones de productos transformados. En los últimos años se ha producido un crecimiento del sector ligado a la creciente inversión.

	2004	2005	2006	2007	2008
Producción	55.4	58.3	60.9	69.7	79.4
Empleo	102 183	79 844	79 778	94 925	91 946
Valor añadido	13.1	13.3	13.8	15.3	16.6
Inversión	2.6	2.7	2.6	3.5	4.4

Fuente: Ministerio de Industria de Marruecos

Este sector es uno de los incluidos en el Plan Nacional para la Emergencia Industrial, contrato programa firmado entre el Gobierno marroquí y el sector privado para el periodo 2009-2015, cuyo objetivo es mejorar el crecimiento económico, la modernización y la competitividad del país mediante la industrialización.

En relación con el sector agroalimentario, este plan pretende aprovechar la creciente demanda interna y la demanda internacional de productos relacionados con la "dieta mediterránea". El objetivo perseguido es conseguir que la transformación de los productos agrícolas –y su revalorización- se lleve a cabo por la industria nacional. El impacto estimado de este proyecto es de 10 000 MDH adicionales de PIB y supondría la creación de 24 000 nuevos empleos directos hasta 2015.

3. POLÍTICAS Y MARCO LEGAL DE LA INVERSIÓN EXTRANJERA

3.1. POLÍTICAS Y NORMATIVAS GUBERNAMENTALES SOBRE INVERSIÓN EXTRANJERA EN EL SECTOR

El tratamiento de las inversiones en el sector agrícola presenta notables particularidades, comenzando por una regulación específica de conformidad con el Título IV (artículo 24) de la Carta de Inversiones de 8 de noviembre de 1995 (Loi-Cadre nº 18 formant la Charte de l'Investissement de 14 Jomada II 1416), que establece que "Las disposiciones de la presente ley marco no son aplicables al sector agrícola cuyo régimen fiscal, sobre todo el relativo a las inversiones, será objeto de una legislación particular". De acuerdo con el citado criterio, las inversiones en el sector agrícola se regulan en el Código de Inversiones Agrícolas de 25 de julio de 1969 (Dahir nº 1-69-25 du 10 jomada I 1389 formant Code des Investissements Agricoles).

3.1.1. Creación de una empresa agrícola

Es posible la creación de una empresa agrícola tanto por parte de un empresario individual como mediante la constitución de una sociedad, una cooperativa agrícola u otra figura jurídica:

Empresario individual: las formalidades de constitución de este tipo de empresas son simples: basta con el certificado de "alta en patente" y la inscripción en el Registro de Comercio. No se exige ningún capital social mínimo.

Sociedad mercantil: la legislación marroquí contempla 6 tipos societarios distintos: sociedad en nombre colectivo, sociedad comanditaria simple, sociedad comanditaria por acciones, sociedad en participación, sociedad de responsabilidad limitada y sociedad anónima. Las 5 primeras se regulan en la Ley nº 5-96, aprobada por Dahir nº 1-97-49; la sociedad anónima

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

se regula en la Ley nº 17-95 aprobada por Dahir nº 1-96-124. El procedimiento administrativo de constitución societaria no difiere del procedimiento ordinario.⁷

Cooperativa: las cooperativas se regulan en la Ley nº 24-83. El Estado concede numerosas ventajas a estas entidades a través de la Oficina de Desarrollo de la Cooperación y sus Delegaciones Regionales.

3.1.2. Acceso a terrenos agrícolas

3.1.2.1 *Adquisición de terrenos agrícolas*

La Ley nº 1-73-645 de 23 de abril de 1975, relativa a la adquisición de terrenos agrícolas o destinados a uso agrícola en el exterior de los perímetros urbanos, establece en su artículo 1 que: "La adquisición de terrenos agrícolas o destinados a uso agrícola situados, en su totalidad o en parte, en el exterior de los perímetros urbanos se reserva a las personas físicas o jurídicas marroquíes siguientes:

- El Estado
- Las colectividades locales
- Les establecimientos públicos
- Las colectividades regidas por el Dahir de 7 de abril de 1919, relativo a la tutela administrativa de las colectividades y regulador del régimen de alienación y gestión de los bienes públicos
- Las personas físicas
- Las sociedades cooperativas agrícolas cuyos cooperativistas sean exclusivamente personas físicas marroquíes
- Las personas jurídicas cuyos miembros sean personas físicas marroquíes, excluidas las sociedades por acciones".

Por tanto el acceso a terrenos agrícolas por parte de extranjeros en Marruecos debe hacerse necesariamente por vía de arrendamiento u otras figuras jurídicas de cesión de uso.

3.1.2.2 *Alquiler de terrenos agrícolas a propietarios privados*

Todo inversor extranjero, persona física o jurídica, puede alquilar un terreno agrícola a un propietario privado por la duración que estime oportuna, salvo en el caso de terrenos situados en el interior de los perímetros de irrigación. En el interior de los citados perímetros, los contratos de alquiler se rigen por las disposiciones de los artículos 32 a 34 del Código de Inversiones Agrícolas, que exigen dos requisitos:

⁷ Para obtener información adicional sobre el procedimiento de constitución de una sociedad en Marruecos ver las notas e informes elaborados por la Oficina Comercial: Guía del Inversor en Marruecos; Creación de una empresa en Marruecos y Formalidades para la creación de una empresa en Marruecos.

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

- los contratos de alquiler deben celebrarse por escrito e inscribirse en registros especiales visados por la autoridad local correspondiente,
- la duración del contrato debe ser igual a uno o varios ciclos de cultivos previstos en el plan de rotación de cultivos.

Por otro lado, el arrendamiento de inmuebles, sean destinados o no a uso agrícola, se rige por las disposiciones del Código de Obligaciones y Contratos de 12 de agosto de 1913, que recoge los derechos y obligaciones existentes entre arrendador y arrendatario. El artículo 65 de este Código establece que todos los arrendamientos de inmuebles cuya duración exceda de tres años deben inscribirse en el Registro de la Propiedad⁸.

Además, el Dahir nº 1-63-288 relativo al control de las operaciones inmobiliarias realizadas por determinadas personas sobre propiedades agrícolas rurales, prevé en su artículo 1 que los arrendamientos de más de 3 años sobre propiedades agrícolas situadas en el exterior de perímetros urbanos están sujetos a autorización administrativa siempre que una o ambas partes contratantes sean personas físicas no marroquíes o personas jurídicas.

Antes de la conclusión de cualquier contrato de arrendamiento, que deberá estipularse por escrito, se recomienda al arrendatario que se informe y verifique la situación jurídica de la propiedad y sus cargas.

Del mismo modo se aconseja celebrar los contratos ante notario, legalizar las firmas y registrarlas en los servicios municipales (Commune) y de registro de la Conservation Foncière.

3.1.2.3 *Alquiler de terrenos agrícolas de dominio privado del Estado*

En el caso de terrenos agrícolas pertenecientes al dominio privado del Estado, se deben distinguir dos casos:

- Terrenos pertenecientes a la SODEA y la SOGETA: las tierras agrícolas expropiadas durante la descolonización se atribuyeron a dos sociedades públicas: la SODEA (Société de Développement Agricole), creada en 1972 para gestionar las tierras que habían sido recuperadas con anterioridad a 1972, y la SOGETA (Société de Gestion des Terres Agricoles), a la que se adjudicaron las tierras de colonización expropiadas en virtud del dahir del 2 de marzo de 1973.
- Otros terrenos de propiedad privada del Estado.

En la última década se está procediendo a la “privatización de la gestión” de estos terrenos mediante la convocatoria de tres licitaciones para el arrendamiento de parte de estas tierras de titularidad pública a inversores privados tanto nacionales como extranjeros. En la primera licitación, en octubre de 2004, se adjudicaron 42 000 hectáreas mediante contratos de arrendamiento de duración diversa en función del tipo de cultivo. La adjudicación de las tierras se supeditó a la presentación de proyectos concretos y solventes de explotación así como a la creación de empleo y el grado de inversión que conllevara el proyecto. En esta licitación participaron 34 candidatos españoles (32% de la participación extranjera) y 11 de

⁸ Administration de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie

ellos resultados adjudicatarios de alguno de los 24 proyectos adjudicados. La segunda licitación, de abril de 2007, ponía en el mercado 38 500 hectáreas de terreno agrícola y en ella participaron 15 candidatos españoles (el 15% de la participación extranjera). La tercera, de 2010 (appels d'offres 5/2010, 6/2010 y 7/2010), afectan a más de 21 000 hectáreas (8 000 hectáreas de la SODEA y el resto de titularidad privada de otras entidades). Esta última licitación comprende 279 proyectos de partenariado público-privado (PPP) en 12 regiones del país (56 grandes proyectos de más de 100 Has, 140 proyectos medianos de entre 20 y 100 Has y 94 microproyectos de menos de 20 Has).

3.1.2.4 *Otras figuras jurídicas*

También se puede acceder a un terreno agrícola a través del censo enfitéutico, derecho real de disfrute de un inmueble registrado que pertenece a otra persona. Este derecho puede constituirse mediante un contrato cuya forma debe ser necesariamente escrita y conforme a las previsiones del Código de Obligaciones y Contratos y en él debe consignarse expresamente la voluntad de las partes de constituir un censo enfitéutico y la duración del mismo, que deberá ser en todo caso superior a los 18 años e inferior a los 100 años y que no es prorrogable por tácita reconducción.

3.1.3. **Normativa fiscal**

Al margen de las medidas fiscales generales incitativas de las inversiones en Marruecos – recogidas en la Carta de Inversiones y que, si bien no son aplicables al sector agrícola, sí son aplicable al sector de la agroindustria-, el Código Tributario recoge una serie de ventajas y exenciones fiscales específicas para las actividades agrícolas.

Así, podemos distinguir dos regímenes fiscales:

- Agricultura:
 - Exención del Impuesto de Sociedades (IS) y del Impuesto sobre la Renta (IR), hasta el 31 de diciembre de 2013, para los rendimientos agrícolas definidos en el artículo 46 del código (artículo 6.II.B.1º de Código);
 - Los productos agrícolas no transformados se consideran cargas deducibles siempre que no se trate de transacciones realizadas entre comerciantes, a efectos del cálculo de la base imponible del Impuesto de Sociedades;
 - Exención del IR para los beneficios obtenidos de plantaciones silvestres de superficie igual o inferior a una hectárea, de plantaciones a excepción de las frutales alineadas, de la venta de animales vivos y de productos ganaderos cuya transformación no haya sido realizada por medios industriales y de plantaciones silvestres no frutales destinadas a preservar los suelos de la erosión;
 - Exención del pago del IVA para la casi totalidad de los insumos y material agrícola, material de riego, de ganadería etc.;
 - El material agrícola, los insumos, el material de riego, los animales, la alimentación animal y el material de ganadería están sujetos al derecho mínimo de importación de 2,5%;

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

- El material de riego e invernaderos se benefician de las disposiciones del decreto N°2-83-605 del 29 de julio de 1983, sin visado previo del Ministerio de Industria;
- El material de perforación y sondeo destinado a la investigación y a la explotación de las aguas subterráneas se benefician de las disposiciones del decreto N° 2-84-835 del 28 de diciembre de 1984, particularmente, de una opinión favorable permanente del Ministerio de Industria;
- Las instalaciones frigoríficas y de embalaje están exentas del Impuesto de Sociedades, cuando se ubican en los lugares de producción y están destinadas a la conservación o acondicionamiento de los productos de la explotación.
- Agroindustria: se beneficia de las ventajas previstas en la Ley Marco nº 18-95 reguladora de la Carta de Inversiones, dentro de las que podemos destacar:
 - Exenciones:
 - Impuesto sobre el Valor Añadido (IVA) para materiales y bienes de equipo adquiridos localmente o importados;
 - Patente durante los 5 primeros años para las empresas industriales y otras;
 - Impuesto urbano durante 5 años para las nuevas construcciones y nuevos anexos;
 - Impuesto de Sociedades (IS) o Impuesto sobre la Renta (IR) para las empresas exportadoras.
 - Reducciones:
 - Derechos de importación: 2,5% o 10% para materiales y bienes de equipo;
 - 50% del IS o el IR para las empresas exportadoras después de la exención de 5 años y durante los 5 primeros años para las empresas artesanales y las empresas instaladas en provincias del Norte, del Sur y del Oriental.
 - Otros:
 - Amortización decreciente de los bienes de equipo;
 - Garantía del traspaso de los beneficios y productos de cesión para las inversiones extranjeras financiadas en divisas;
 - El Estado asume parcialmente determinadas cargas en el marco del contrato Estado-Empresa, en concreto: el 20% del coste de adquisición del terreno destinado a la realización de la inversión; el 50 % del importe del programa de inversión para los gastos de infraestructura externa (A través del Fondo Hassan II); el 20% del coste de la formación profesional; existen subvenciones para la reestructuración de cultivos a través del Crédito Agrícola
 - El Estado asume parcialmente el coste de adaptación de las zonas industriales en provincias del Norte, del Sur y del Oriental.

3.2. POLÍTICAS DE PROMOCIÓN DE INVERSIONES

3.2.1. Plan Maroc Vert

En 2008 se presentó el Plan Maroc Vert para la revalorización del sector agrícola marroquí. La estrategia de este plan se sustenta en siete fundamentos:

- Primer fundamento: convertir la agricultura en el principal impulsor del crecimiento en los próximos 10-15 años.

La agricultura debe convertirse en el principal motor del crecimiento económico a través de:

- Mayor participación de la agricultura en el producto interno bruto (PIB), pasando de 70 a 100 mil millones de dirhams, teniendo en cuenta que el PIB actual agrícola es de 74 mil millones de dirhams.
 - La creación de 1,5 millones de empleos adicionales.
 - Lucha contra la pobreza, duplicando o triplicando las rentas agrarias de 3 millones de habitantes de las zonas rurales.
 - Incrementar el valor de las exportaciones de 8 a 44 mil millones de dirhams en los sectores en que Marruecos es competitivo (cítricos, olivarero, frutas y verduras).
 - Lanzamiento de una nueva ola de inversiones de 10 mil millones de dirhams al año para la ejecución de más de 1 500 nuevos proyectos.
- Segundo fundamento: adoptar la agregación como modelo de organización de la agricultura.

El Plan Maroc Vert se basa en el principio de la agregación como instrumento para el desarrollo de la agricultura; su efectividad se basa en un "win-win" o beneficio mutuo entre el sector productivo y los sectores comercial e industrial.

La agregación se concibe como una solución adecuada para evitar el problema de la exigüidad de las explotaciones y para hacer frente a la falta de organización en el sector agrícola. De hecho, los pequeños agricultores constituyen la mayoría de las explotaciones agrícolas en Marruecos (el 70% tienen menos de 5 ha) y disponen de baja capacidad técnica y escasos medios económicos para modernizar sus sistemas de producción. Por su parte, la agroindustria, que rara vez se ha involucrado en la producción agrícola, sufre de suministro irregular, tanto cuantitativa como cualitativamente.

La agregación consiste en una colaboración voluntaria entre partes para lograr un objetivo común. Este sistema se basa en la asociación de un cierto número de agricultores (agregados) en torno a un actor principal (agregador) que disponga de sólida capacidad de gestión, financiera y tecnológica que le permita optimizar los procesos de producción.

Este sistema presenta ventajas tanto para los agregados como para el agregador. En el caso de los agregados, gracias a las técnicas modernas de producción introducidas por el agregador, son capaces de mejorar la producción y su valor comercial e incluso reconvertir sus explotaciones a sectores de mayor valor añadido. Además la agregación posibilita el acceso a financiación de los pequeños agricultores, ya sea por los avances realizados por el

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

agregador o por las garantías ofrecidas por la propia agregación. Todo ello contribuye a la mejora de la renta de los agricultores agregados y a su integración en la economía de mercado. En el caso del agregador, se garantiza la seguridad del suministro a través de mayores volúmenes, más regulares y de mejor calidad, lo que le permite desarrollar su capacidad comercial para conquistar nuevos mercados.

Los llamados perímetros de agregación pueden tener extensión variable, en función del número de agregados y del proyecto de agregación; pueden abarcar una localidad o una o varias comunas rurales.

Puede ser agregadora cualquier empresa agroindustrial o de almacenamiento, así como las cooperativas y asociaciones que tengan por objeto actividades relacionadas con el sector agrario, agrupaciones de interés económico que se constituyan y cualquier explotación agrícola que agregue en torno a sí a otros pequeños agricultores agregados para llevar a cabo una actividad común en beneficio de todo el conjunto. En la práctica son ya agregadores COSUMAR, en el sector azucarero, ANOC en el sector ovino y COPAG en el sector lácteo.

El objeto del contrato de agregación puede ser muy amplio y abarcar diferentes proyectos: adquisición o utilización común de maquinaria agrícola, equipamiento conjunto de sistemas de irrigación, realización de trabajos (laboreo, tratamiento fitosanitario, irrigación, cosecha), almacenamiento común, valorización de la producción. El objetivo pretendido por la Administración marroquí con esta figura es la integración hacia delante y hacia atrás en la cadena de valor, abarcando todas las fases del proceso de producción y valorización de un producto.

La agregación es una iniciativa voluntaria, amparada por el Ministerio de Agricultura y especialmente por la Agencia de Desarrollo Agrícola (ADA) y las direcciones regionales. El Estado participa de esta agregación mediante la creación de un banco de proyectos de agregación (hasta 1500 proyectos) que abarquen todas las regiones y sectores agrícolas. Este banco de proyectos se da a conocer a los potenciales agregadores; en el caso de que varios agregadores estén interesados en un mismo proyecto, la ADA puede convocar una licitación para elegir al mejor. Una vez seleccionado, el agregador firma un convenio con el Estado que le garantiza determinadas ventajas (acceso preferencial al terreno, acceso preferencial a financiación, etc.).

- Tercer fundamento: asegurar el desarrollo de la agricultura marroquí en su conjunto, sin exclusión alguna.

Debido al diverso grado de desarrollo de la agricultura marroquí (agricultura tradicional Vs. agricultura tecnificada), el Plan Maroc Vert ha adoptado dos enfoques:

- El denominado “Pilar I”, que pretende atraer la inversión privada hacia la agricultura moderna, con alta productividad y alto valor añadido (lácteos, carnes rojas y blancas y cereales en seco). Los proyectos deben tener las siguientes características:
 - realizarse en zonas de fuerte potencial agrícola (secano de alto rendimiento o regadío);
 - ser conformes al Plan Agrícola Regional;

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

- realizarse individualmente o a través de la agregación;
- superficie variable en función de la región y el tipo de actividad;
- financiación del proyecto de inversión a través del Fondo de desarrollo Agrario (FDA), con una partida específica para los proyectos de agregación.

Este Pilar I pretende realizar 961 proyectos de agregación y beneficiar a 562 000 agricultores mediante una inversión global de 75 000 millones de dirhams (unos 7000 M€).

- El denominado “Pilar II” dirigido a la agricultura solidaria y al desarrollo de la producción vegetal y animal en las zonas desfavorecidas, para mejorar el nivel de vida de los agricultores de dichas zonas. Los proyectos del Pilar II deben ser proyectos económicamente viables en determinadas zonas marginales (secano de bajo rendimiento, zonas de montaña o de oasis). Dentro de este pilar, la intervención del Estado se realiza a través de tres tipos de proyectos:
 - Proyectos de reconversión: pretenden sustituir el modelo de producción actual, dominado por la cerealicultura, hacia otros cultivos de mayor valor añadido, como la oleicultura, el almendro, la higuera, etc. El objetivo es reconvertir 400 000 hectáreas repartidas en 200 000 explotaciones. Este tipo de proyectos exige la constitución de 30-40 agrupaciones de unos 100 agricultores cada una, para conseguir una superficie aproximada de 6 000 hectáreas por proyecto.
 - Proyectos de intensificación: pretenden mejorar el rendimiento de las explotaciones en los cultivos ya existentes, mediante mejoras técnicas y la revalorización de la producción. Afecta a 400 000 hectáreas.
 - Proyectos de diversificación: apoyo a la promoción de productos especiales que supongan una fuente de ingresos adicional de los agricultores (azafrán, miel, plantas medicinales, etc.).

En estos proyectos del Pilar II, los beneficiarios se organizan en cooperativas y asociaciones y organizaciones profesionales que defiendan sus intereses. Los proyectos serán financiados por el sector financiero marroquí (bancos, sociedades de microcréditos) y fondos internacionales en figuras de partenariado a largo plazo. En su ejecución colaboran operadores sociales (cooperativas, asociaciones, GIE, asociaciones profesionales, ONG, etc.). El objetivo es realizar 545 proyectos sociales a favor de 855 000 agricultores, con una inversión de 20 000 millones de dirhams.

- Cuarto fundamento: promoción de la inversión privada.

Aborda la necesidad de promover la inversión privada acompañada de las ayudas públicas. El 70-80% de los proyectos del Pilar II serán financiados por inversores nacionales y extranjeros, el resto será financiado por el Fondo Agrícola de Desarrollo (FDA). En el caso de los proyectos del Pilar I, el estado ha previsto un amplio elenco de subvenciones y primas a cargo del FDA. El objetivo es alcanzar una inversión anual de 10 000 millones de dirhams.

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

- Quinto fundamento: colaboración entre los distintos actores del Plan Maroc Vert.

La ejecución del Plan Maroc Vert necesita movilizar a diferentes actores públicos y privados en un marco de colaboración o partenariado que determine, mediante contratos, las obligaciones y responsabilidades de cada interviniente. Se crearán las siguientes relaciones:

- Regiones – Cámaras agrarias – Ministerio de Agricultura y Pesca Marítima;
- Ministerio de Agricultura y Pesca Marítima – profesionales;
- Ministerio de Agricultura y Pesca Marítima – agregadores;
- Agregadores – agregados.

- Sexto fundamento: mantener en el tiempo el desarrollo de la agricultura marroquí.

Uno de los ejes del Plan Maroc Vert es el desarrollo sostenible y la conservación de los recursos naturales. Para ello, el Plan tiene en cuenta los nuevos retos del cambio climático y pretende introducir, entre otras medidas, el uso de energías renovables en las explotaciones agrícolas (solar, eólica, biogas), sistemas de regadío economizadores de agua (ampliar a 692 000 has de las 154 000 actuales) y reconvertir cerca de un millón e hectáreas de cereal en plantaciones frutales de mayor valor medioambiental.

- Séptimo fundamento: reformas en sectores relacionados.

Para llevar a cabo los proyectos del Plan Maroc Vert es necesario reformar otros sectores relacionados, en particular:

- Régimen de propiedad del suelo:
 - Gestión privada de terrenos públicos, colectivos y en régimen de habous;
 - Condiciones marco favorables a la agregación y la colaboración público-privada;
 - Reformas registrales estructurales y aceleración masiva de la titulación inmobiliaria.
- Política hidráulica:
 - Movilización de nuevos recursos;
 - Mantenimiento y ampliación de los perímetros de regadío existentes;
 - Gestión delegada del agua de riego;
 - Tarifación incitativa;
 - Coordinación de los distintos intervinientes;
 - Generalización de las técnicas de irrigación modernas;
 - Utilización del agua para cultivos de alto valor añadido.
- Fiscalidad: política fiscal benevolente hasta 2013.

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

3.2.1.1 Planes regionales

El Plan Maroc Vert engloba 16 planes regionales en los que cada región de Marruecos ha plasmado sus objetivos en materia de política agrícola para el año 2020. Por regiones, los objetivos primordiales son los siguientes:

- Souss-Massa-Drâa: la región tiene una superficie agrícola de 540 636 has, de las cuales 237 880 has son de regadío. El número de explotaciones agrícolas es de 193 000. Se invertirán 10 500 MDH en mejorar los cultivos ya existentes: hortalizas, cítricos, olivo, almendro.

	2010		2020		Evolución (%)	
	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie	Producción
Hortalizas	25 500	1 460	25 500	2 140	0	47
Cítricos	33 000	630	34 000	864	3	37
Olivo	27 000	23	31 700	43	17	87
Almendro	36 600	6	37 700	8	9	33
Cactus	48 000	390	50 800	603	6	55
Nuevos regadíos	47 500		97 500		105	
Uso de abonos	718 000		973 000		36	
Uso de semillas	2 620		5 100		95	

Fuente: ADA Agence de Développement Agricole

- Gharb-Chrarda-Bni Hssen: la región tiene una superficie agrícola de 576 442 has, de las cuales 177 800 has son de regadío. El número de explotaciones agrícolas es de 140 300. Se van a invertir 37 700 MDH en duplicar las plantaciones de cítricos, frutales y olivo, en detrimento del cereal. Asimismo se potenciará el uso de semillas certificadas y abonos, muy poco extendido en esta región.

	2010		2020		Evolución (%)	
	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie	Producción
Cereal	326 000	712	199 000	790	- 39	11
Plantas azucareras	26 400	1 240	47 000	3 164	78	155
Frutas y	23 600	384	56 400	2 081	139	442

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

verduras						
Cítricos	16 200	340	39 300	1 377	142	305
Olivo	46 700	51	86 700	217	86	325
Nuevos regadíos	500		86 500			
Uso de abonos	663 070		1 797 270		171	
Uso de semillas	97 500		298 500		206	

Fuente: ADA Agence de Développement Agricole

- Chaouia-Ouardigha: la región tiene una superficie agrícola de 933 000 has, de las cuales sólo 28 000 has son de regadío. El número de explotaciones agrícolas es de 103 741. Se invertirán 8 800 MDH en triplicar la superficie de olivares y en mejorar el rendimiento en viñedos y patatales.

	2010		2020		Evolución (%)	
	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie	Producción
Cereal	681 700	760	569 300	1 074	- 16	41
Olivo	18 925	38	60 275	324	218	753
Patata	6 500	188	8 500	483	31	157
Vid	2 950	32	4 450	65	51	103
Nuevos regadíos	4 500		21 600		380	
Uso de abonos	346 000		460 000		33	
Uso de semillas	150 000		316 000		110	

Fuente: ADA Agence de Développement Agricole

- Marrakech-Tensift-Al Haouz: la región tiene una superficie agrícola de 1 440 000 has, de las cuales 360 000 has son de regadío. El número de explotaciones agrícolas es de 280 000. Se invertirán 1 970 MDH en aumentar las plantaciones de cactus y olivo y en mejorar el rendimiento en cítricos y otros frutales, especialmente el albaricoquero.

	2010		2020		Evolución (%)	
	Superficie	Producción	Superficie	Producción	Superficie	Producción

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

	(Has)	(1.000 t)	(Has)	(1.000 t)		
Cereal	800 000	636	712 000	860	- 11	35
Olivo	123 100	246	172 100	861	40	250
Cítricos	5 400	105	9 120	231	69	120
Albaricoquero	7 100	60	7 100	112	0	87
Cactus	26 000	288	56 000	584	115	103
Nuevos regadíos	24 000		110 000		358	
Uso de abonos	86 300		470 000		444	
Uso de semillas	30 000		80 000		167	

Fuente: ADA Agence de Développement Agricole

- L'Oriental: la región tiene una superficie agrícola de 730 744 has, de las cuales 107 334 has son de regadío. El número de explotaciones agrícolas es de 104 035. Se van a invertir 9.100 millones de dirhams y se pretende potenciar, principalmente, el cultivo del olivo y del almendro, sectores de cultivo en los que se espera duplicar el número de hectáreas cultivadas. Asimismo se pretende mejorar las infraestructuras de regadío, que pasarán de 8.000 a 46.200 Has. Esto beneficiará especialmente las zonas de cultivo de cítricos y con ello se pretende alcanzar un aumento de la producción de más del 160%.

	2010		2020		Evolución (%)	
	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie	Producción
Cítricos	14.450	200	19.400	528	34	164
Olivo	59.300	80	119.000	202	100	153
Vid	2.400	32	2.450	41	2	28
Almendro	12.500	5	27.500	9	120	80
Palmera datilera	1.280	3	1.830	5	43	67
Hortalizas	15.840	200	15.900	306	1	53
Azucareras	4.400	244	5.000	352	14	44
Nuevos regadíos	8 000		46 200		478	
Uso de	908 300		1 076 850		19	

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

abonos			
Uso de semillas	35 000	60 000	71

Fuente: ADA Agence de Développement Agricole

- Grand Casablanca: la región tiene una superficie agrícola de 67 824 has, de las cuales 7 460 has son de regadío. El número de explotaciones agrícolas es de 11 119. La inversión prevista es de 2 100 MDH y se centrará en potenciar los cultivos bioecológicos y la agricultura hidropónica.

	2010		2020		Evolución (%)	
	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie	Producción
Cereal	41 400	56	20 700	52	50	- 7
Hortalizas	3120	75	3 500	170	12	127
Agricultura ecológica	0	0	1 000	10	-	-
Agricultura hidropónica	1	0,11	20	8,8	2 000	7 900
Nuevos regadíos	500		5 500		1 000	
Uso de abonos	208 000		276 000		33	
Uso de semillas	24 000		21 000		- 12	

Fuente: ADA Agence de Développement Agricole

- Rabat-Sale-Zemmour-Zaers: la región tiene una superficie agrícola de 442 700 has, de las cuales 22 000 has son de regadío. El número de explotaciones agrícolas es de 47 000. Se invertirán 5 300 MDH en triplicar las plantaciones de olivo y duplicar las de girasol. Asimismo se pretenden potenciar el uso de maquinaria y mejores técnicas de cultivo para incrementar la producción en los principales cultivos de la región: leguminosas, hortalizas, olivo, vid.

	2010		2020		Evolución (%)	
	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie	Producción

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

Cereal	274 600	275	233 600	664	- 15	141
Olivo	20 000	18	61 000	110	205	511
Hortalizas	13 100	74	16 700	260	27	251
Vid	6 000	31	7 200	82	20	165
Girasol	2 700	2	5 000	9	85	350
Leguminosas	36 100	4	36 100	11	0	75
Nuevos regadíos	22 000		40 000		82	
Uso de abonos	330 000		600 000		82	
Uso de semillas	62 000		160 000		158	

Fuente: ADA Agence de Développement Agricole

- Doukala-Abda: la región tiene una superficie agrícola de 1 057 000 has, de las cuales 114 650 has son de regadío. El número de explotaciones agrícolas es de 156 533. Se invertirán 10 500 MDH en potenciar el cultivo de hortalizas, especialmente fuera de temporada, en mejorar las infraestructuras de regadío y en la utilización de semillas certificadas.

	2010		2020		Evolución (%)	
	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie	Producción
Cereal	349 300	580	228 900	1 035	- 34	78
Azucareras	20 600	1 120	20 000	1 501	- 3	34
Hortalizas de temporada	16 000	380	18 000	624	17	63
Hortalizas de fuera de temporada	2 000	67	5 200	498	160	643
Vid	12 700	40	17 800	151	40	278
Cactus	0	0	2 000	24	-	-
Alcaparrera	4 900	4,5	9 700	19,4	98	331
Comino	600	0,06	1 500	0,3	150	400
Nuevos	6 500		96 300		1 380	

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

regadíos			
Uso de abonos	2 310 000	3 880 000	68
Uso de semillas	68 110	225 000	230

Fuente: ADA Agence de Développement Agricole

- Tadmora: la región tiene una superficie agrícola de 531 164 has, de las cuales 185 000 has son de regadío. El número de explotaciones agrícolas es de 93 000. Van a invertirse 12 000 MDH en plantaciones de olivo, cítricos y algarrobo especialmente.

	2010		2020		Evolución (%)	
	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie	Producción
Cereal	81 500	301	67 300	343	- 17	14
Olivo	49 600	101	80 000	400	61	296
Cítricos	12 000	210	16 200	424	35	102
Algarrobo	15 000	4	26 500	21	70	425
Frutales	14 400	45	16 300	73	13	62
Remolacha	11 500	599	17 500	1 050	52	75
Ñoras	800	18	1 200	31 6	50	72
Sésamo	2 200	2	4 000		82	200
Nuevos regadíos	10 660		83 030		679	
Uso de abonos	640 000		1 000 000		49	
Uso de semillas	50 000		124 580		249	

Fuente: ADA Agence de Développement Agricole

- Meknes-Tafilalt: la región tiene una superficie agrícola de 768 884 has, de las cuales 155 909 has son de regadío. El número de explotaciones agrícolas es de 123 870. La inversión alcanzará los 11.200 MDH y estará dirigida a aumentar la superficie de cultivo de olivares y a mejorar el rendimiento. También se pretende incrementar el cultivo de palmera datilera y de girasol, todo ello en detrimento de la agricultura cerealista.

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

	2010		2020		Evolución (%)	
	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie	Producción
Olivo	52 600	76	86 400	413	64	445
Datilera	15 000	26	25 000	53	67	103
Manzano	12 500	225	12 500	375	0	67
Vid	2 250	25	3 250	69	44	176
Cereales	391 250	518	329 600	911	- 16	76
Patata	12 400	329	13 750	501	11	52
Cebolla	7 000	262	7 700	477	10	83
Girasol	10 000	10	20 000	40	100	300
Nuevos regadíos	25 100		38 600		54	
Uso de abonos	1 500 000		2 533 530		69	
Uso de semillas	71 000		139 000		96	

Fuente: ADA Agence de Développement Agricole

- Fes-Boulemane: la región tiene una superficie agrícola de 317 000 has, de las cuales 44 700 has son de regadío. El número de explotaciones agrícolas es de 48 875. La inversión prevista es de 10.700 MDH, dirigidos principalmente a incrementar el número de explotaciones oleícolas y las plantaciones de lavanda y azafrán.

	2010		2020		Evolución (%)	
	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie	Producción
Cereales	173 600	230	105 000	309	- 40	34
Olivo	56 000	67	120 000	540	114	706
Hortalizas	12 800	243	20 000	1 600	56	558
Leguminosas	40 000	33	40 000	60	0	82
Frutales	4 500	88	6 600	188	47	114
Alcaparrera	16 800	15	18 800	25	12	67
Azafrán y lavanda	5	0,03	500	0,4	9 900	1 233

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

Nuevos regadíos	-	74 700	-
Uso de abonos	320 000	480 000	50
Uso de semillas	73 000	92 000	26

Fuente: ADA Agence de Développement Agricole

- Taza-Al Hoceima-Taounate: la región tiene una superficie agrícola de 927 400 has, de las cuales 53 000 has son de regadío. El número de explotaciones agrícolas es de 197 614. Se invertirán 5.200 millones de dirhams destinados a sustituir el cultivo de cereal por otras plantaciones más rentables, en especial el olivo pero también los cítricos, el almendro o la higuera. Las políticas agrarias irán dirigidas a incrementar el regadío (de 2 000 a 15 000 has en 2020) y la utilización de semillas certificadas y abonos (se pretende incrementar su uso en un 141% y 352% respectivamente).

	2010		2020		Evolución (%)	
	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie	Producción
Cereales	425 000	510	260 000	1 060	- 39	108
Olivo	197 500	284	318 500	660	61	134
Higuera	25 000	38	38 000	85	52	27
Cítricos	2 000	20	5 000	150	150	650
Almendro	45 700	2	67 000	8	47	300
Alcaparrera	5 000	5	10 000	20	100	300
Nuevos regadíos	2 000		15 000		650	
Uso de abonos	354 000		1 600 000		352	
Uso de semillas	76 000		183 500		141	

Fuente: ADA Agence de Développement Agricole

- Tanger-Tetouan: la región tiene una superficie agrícola de 446 100 has, de las cuales 48 040 has son de regadío. El número de explotaciones agrícolas es de 115 000. Se van a invertir 8 200 MDH en 115 proyectos de desarrollo enfocados principalmente al cultivo del olivo, de los cítricos y de las frutas y hortalizas. Asimismo se pretende potenciar el uso,

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

hasta ahora muy escaso, de abonos y semillas certificadas. La superficie de regadío aumentará cerca de un 600%.

	2010		2020		Evolución (%)	
	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie	Producción
Azucareras	8 500	480	12 000	780	41	63
Frutos rojos	700	29	1 700	82	143	183
Patata	6 400	156	8 000	275	25	76
Cítricos	1 400	28	5 4000	193	286	589
Aguacate	160	2	1 500	19	838	850
Olivo	79 000	90	150 000	350	90	285
Higuera	11 000	21	17 000	48	55	129
Nuevos regadíos	3 125		21 525		589	
Uso de abonos	180 000		1 300 000		622	
Uso de semillas	10 000		120 000		1 100	

Fuente: ADA Agence de Développement Agricole

- Guelmim Es-Smara: la región tiene una superficie agrícola de 210 350 has, de las cuales 15 000 has son de regadío. El número de explotaciones agrícolas es de 40 720. Se invertirán 2 800 MDH en tres tipos de cultivos que se adaptan bien a las condiciones climatológicas de la región: cereal, palmera datilera y cactus.

	2010		2020		Evolución (%)	
	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie	Producción
Cereal	38 340	25	98 340	70	156	180
Datilera	10 000	16	13 000	21	30	33
Cactus	30 000	444	50 000	733	67	65

Fuente: ADA Agence de Développement Agricole

- Oued-Ed Dahab-Lagouira: las características climatológicas de la región hacen que la agricultura sea escasa, dado que la superficie agrícola útil es de 100 000 has, de las

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

cuales sólo 527 has son de regadío. El número de explotaciones agrícolas es de 76. Se invertirán 1 700 MDH en cultivos hortícolas.

	2010		2020		Evolución (%)	
	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie (Has)	Producción (1.000 t)	Superficie	Producción
Hortalizas	450	36	2 450	196	444	444
Uso de abonos	6 750		21 750		222	

Fuente: ADA Agence de Développement Agricole

- Laayoune-Boujdour-Sakia El Hamra: la región tiene una superficie agrícola de 127 500 has, de las cuales sólo 146 has son de regadío. La actividad de la región se orienta más bien hacia actividades agropecuarias (cría de ganado, especialmente cabra y camello), que no son objeto de este estudio.

3.2.1.2 Programa de subvenciones

El Plan Maroc Vert contempla un completo programa de subvenciones a cargo del Fondo de Desarrollo Agrario (FDA) para financiar los siguientes conceptos:

A.- Equipamiento de explotaciones agrícolas con tractores nuevos

Objeto	% subvencionado	Cuantía máxima por unidad
Tractores agrícolas nuevos	40 %	90 000 DH por tractor

B.- Equipamiento de explotaciones agrícolas con otra maquinaria agrícola nueva

Objeto	% subvencionado	Cuantía máxima por unidad
Motocultores	35	10 000
Material para labores sobre el suelo ya labrado (fuerza automotriz o para enganche en tractor, salvo el cover	35	50 000

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

crop)		
Material de fertilización y de transporte de fertilizantes orgánicos y/o minerales	35	70 000
Material de empackado	35	10 000
Material de siembra y plantación (simple o combinada) y de rodillado	60	100 000
Material de tratamiento fitosanitario	60	100 000
Material de siega y recolección	35	150 000
Cargador de remolacha y caña de azúcar	35	80 000
Material de trilla, bataneo, aventado y henificado	35	20 000
Pequeño material agrícola: herramientas para el trabajo del suelo, de tratamiento fitosanitario, siembra, plantación, recolección y desgranado (exceptuado las pequeñas herramientas manuales)	50	10 000

C.- Acondicionamiento hidro-agrícola y mejoras de terrenos agrícolas

C.1.- Mejoras en propiedades agrícolas (inversiones no sujetas a aprobación previa del expediente técnico por los servicios regionales del Departamento de Agricultura de la ADA)

Subvenciones:

Objetos / Operaciones	% subvencionado	Cuantía máxima por unidad
Apertura de pozos	30	2 000 000 DH por explotación (en total)
Material de irrigación:		
Aspersión	10	

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

Localización	30	
Retirada de piedras	10	

Primas:

Objetos / Operaciones	Cuantía máxima
Material de irrigación:	
Aspersión (*)	650 DH/Ha
Localización	2000 DH/Ha
Nivelado por láser (**)	400 DH/Ha

(*): La prima está reservada a los agricultores de las siguientes regiones:

- ORMVA de Loukkos: sectores Drader, R'mel y Bajas Colinas;
- ORMVA de Sous Massa: sectores Mhazem y Ait Amira ;
- ORMVA de Gharb: sector C3;
- ORMVA de Doukkala : sectores Tnine Gharbia y Zemamra ;
- ORMVA de la Moulouya: sector Garet.

(**): La prima está reservada a los agricultores de las siguientes regiones:

- ORMVA de Tadla: sectores de Béni Moussa y Béni Amir ;
- ORMA de la Moulouya: sector de Triffa.

C.2.- Mejoras en propiedades agrícolas en sistemas de irrigación localizada o complementaria (inversiones sujetas a aprobación previa del expediente técnico por los servicios regionales del Departamento de Agricultura de la ADA).

Operaciones	% subvencionado (de cada trabajo)
Apertura y encubado de pozos y perforaciones	60
Suministro e instalación de equipamientos de bombeo de agua, incluidos los trabajos de ingeniería civil y las construcciones de protección de las estaciones de bombeo	60

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

Construcción de depósitos de almacenamiento de agua destinada a irrigación	60
Suministro e instalación de materiales de filtración de agua de riego, construcciones de protección e instalaciones de automatización	60
Suministro y colocación de conducciones de agua de riego, incluidos los accesorios y los aparatos de control y regulación	60
Suministro y colocación de distribuidores de agua	60
Suministro y colocación de aspersores, pivotes, rampas frontales o sistemas similares	60

El importe de las subvenciones será como máximo de 22 000 dh/Ha, ampliable a 36 000 dh/Ha en caso de que sea necesario construir balsas o depósitos para el almacenamiento de agua de riego.

D.- Valorización de productos agrícolas

D.1.- Construcción y equipamiento de unidades de conservación en frío de productos agrícolas y unidades de almacenamiento de grano.

Subvenciones

Unidades	%	Cuantía máxima
Unidades de conservación en frío de productos agrícolas, no ligadas a actividad portuaria, de capacidad:		2 000 000 DH
Inferior a 500 m ³ y situadas en el interior de perímetros urbanos	0	-
Inferior a 5 000 m ³	15	180 DH/m ³ de capacidad
Igual o superior a 5 000 m ³	10	120 DH/m ³ de capacidad
Unidades de almacenamiento de granos, no ligadas a actividad portuaria, de capacidad:		2 000 000 DH

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

Inferior a 10 000 Qx	20	350 DH/T de capacidad
Entre 10 000 et 50 000 QX	15	260 DH/T de capacidad
Superior a 50 000 Qx :		
- Cooperativas	15	260 DH/T de capacidad
- Individuales	10	175 DH/T de capacidad

Primas:

Unidades	Cuantía máxima
Unidades de conservación en frío de productos agrícolas, no ligadas a actividad portuaria de 500 a 5 000 m3	150 DH/m3
Unidades de almacenamiento de granos no ligadas a actividad portuaria de menos de 1 000 T de capacidad	150DH/T
Unidades de almacenamiento de granos no ligadas a actividad portuaria de entre 1 000 y 5 000 T de capacidad	100 DH/T

D.2. Construcción y equipamiento de unidades de acondicionamiento de frutas y verduras:

Subvenciones

Unidades	Subvención			
	Individuales		Cooperativas	
	%	Máximo	%	Máximo

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

Unidades de acondicionamiento de frutas y verduras, de capacidad :	10			
2-4 Tm/hora	10	600 000 DH por unidad	15	900 000 DH por unidad
>4 Tm/hora	10	1 000 000 DH por unidad	15	1 500 000 DH por unidad

Prima

Unidades	Capacidad	Cuantía
Unidades de acondicionamiento de frutas y verduras	2-4 Tm/hora	200 000 DH/T/hora
	>4 Tm/hora	140 000 DH/T/hora

D.3. Construcción y equipamiento de unidades de trituración de olivas

Unidades	Capacidad	Cuantía
Unidades de trituración de olivas	Inferior a 50 Tm/día	5 000 DH/T/día
	De 50 a 100 Tm/día	3 500 DH/T/día

E.- Utilización de redes en cultivos hortícolas de invernadero para la protección contra insectos

Operaciones	%	Cuantía
Utilización de redes en cultivos hortícolas de invernadero para la protección contra insectos	35	12 000 DH/Ha

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

F.- Promoción y diversificación de exportaciones agrícolas

Operaciones	Subvención
Promoción de exportaciones aéreas de frutas, verduras, flor cortada y plantas ornamentales	1 DH/kg para las exportaciones a Europa del Oeste salvo Escandinavia en los periodos de 1 de octubre al 30 de noviembre y de 1 de marzo a 30 de junio. 4,5 DH/kg para las exportaciones realizadas de 1 de octubre a 30 de septiembre a Escandinavia, América del Norte, Oriente Medio, Japón, ex Unión Soviética y Europa del Este, a excepción de las exportaciones de tomate a Canadá.
Diversificación de exportaciones de cítricos frescos fuera de la UE	200 DH/Tm

G.- Arboricultura frutal

Operaciones	% o cuantía máxima	
Adquisición de plantas certificadas de olivo* y de almendro y de plantas certificadas o comunes de higuera, algarrobo, pistachero, noguera, granado, cerezo y níspero	80%	
Palmera datilera	Adquisición de vitroplantas de palmera datilera para la densificación y rehabilitación de palmerales	100%
	Adquisición de vitroplantas de palmera datilera para la ampliación de palmerales	80%
Creación de plantaciones homogéneas de olivar	Irrigación por goteo (densidad \geq 400 plantas/Ha) durante las campañas agrícolas 2009/2010, 2010/2011 y 2011/2012	6 000 dh/Ha
	Irrigación por goteo (densidad \geq 400 plantas/Ha) durante las campañas agrícolas 2012/2013 y	5 500 dh/Ha

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

	2013/2014	
	Irrigación por goteo (densidad \geq 400 plantas/Ha) a partir de la campaña agrícola 2014/2015	5 000 dh/Ha
	Regadío salvo irrigación por goteo (densidad \geq 200 plantas/Ha)	3 500 dh/Ha
	Secano (densidad \geq 100 plantas/Ha)	3 500 dh/Ha
Creación de nuevas plantaciones de cítricos en irrigación por goteo		12 000 dh/Ha

* En el caso del olivo, las ayudas para la adquisición de plantas y para la creación de plantaciones no son cumulativas.

H.- Arboricultura forestal

Operaciones	%	Cuantía máxima
Plantación y repoblación (preparación de suelos, adquisición de plantones, plantación y mantenimiento los dos primeros años)(*)	30	2 500 DH/Ha

(*): La superficie mínima exigida es de 5 Has por las especies frondosas y de 10 Has por las resinosas, con una densidad de plantación mínima de 625 plantas por hectárea.

I.- Utilización y almacenamiento de semillas certificadas de cereales

Operaciones	Cuantía máxima
-Utilización de semillas certificadas de cereales (trigo blando, trigo duro, cebada)	100 DH/Q para trigo duro, trigo blando y cebada de las categorías G3, G4, R1 y R2.

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

Almacenamiento de semillas certificadas de cereales	5 DH/Q/mes durante 9 meses (existe un cupo de 220 000 Qx a repartir entre las sociedades interesadas a prorrata de sus ventas).
---	---

3.2.2. Pacto Nacional para la Emergencia Industrial

El Pacte National pour l'Emergence Industrielle es un contrato programa firmado entre el Gobierno marroquí y el sector privado para el periodo 2009-2015. Su objetivo es mejorar el crecimiento económico, la modernización y la competitividad del país mediante la industrialización.

En relación con el sector agroalimentario, este plan pretende aprovechar la creciente demanda interna y la demanda internacional de productos relacionados con la “dieta mediterránea”. El objetivo perseguido es conseguir que la transformación de los productos agrícolas –y su revalorización- se lleve a cabo por la industria nacional. El impacto estimado de este proyecto es de 10 000 MDH adicionales de PIB y supondría la creación de 24 000 nuevos empleos directos hasta 2015.

El sector agroalimentario genera aproximadamente un 35% del PIB industrial y el 4% del PIB nacional agregado. Aglutina un 15%-20% de las empresas industriales y genera el 17% de la oferta de empleo del país.

Mediante este contrato programa, el estado se compromete, en relación con el sector agroalimentario, a apoyar las siguientes iniciativas:

- Plan de desarrollo de los sectores con fuerte potencial exportador: especialmente los productos derivados de la transformación de frutas y verduras, los productos derivados del olivo y del arganero, las especias y las plantas aromáticas y medicinales.
- Plan de desarrollo y reestructuración de la industria fabricante de productos básicos de consumo nacionales (carne de vacuno, lácteos, proyectos integrados suplementarios). incluye la fijación de contingentes a la importación de determinados productos (azúcar: 50000 Tm, leche en polvo descremada: 2 000 Tm, leche en polvo entera: 500 Tm, trigo para repostería: por determinar).
- Desarrollo de la “industria intermedia” (repostería, chocolatería, confitería, bebidas) y nueva regulación en materia de calidad y seguridad alimentarias.
- Programa de formación profesional adaptado al sector (24 000 titulados en 2015).
- Red de plataformas industriales especializadas en el sector (agropolos). En total se plantea la creación o mantenimiento de 6 agropolos en: Meknès, l'Oriental, Souss, Gharb, Haouz y Tadla.

Para ejecutar estos proyectos y favorecer la participación de las PYMES en los mismos, el Estado ha lanzado tres vías de financiación:

- Programa Imtiaz: se trata de una ayuda financiera directa para apoyar los proyectos de las PYMES con alto potencial. La ayuda consiste en una prima a la inversión a fondo

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

perdido de hasta 5 MDH por empresa y que represente el 20% de las necesidades de financiación; asimismo se facilita el acceso al crédito bancario. El objetivo es alcanzar niveles más altos en términos de tamaño, rentabilidad y valor añadido.

- Programa Moussanada: ayudas de hasta 1 MDH para modernizar las PYMES, dirigido tanto a funciones de apoyo (estrategia, función empresarial, calidad, organización) como al centro de actividades (procesos de producción, diseño, I + D, etc.).
- Fondos de inversión público-privada orientados a eliminar la subcapitalización, mejorar la financiación a largo plazo de las PYMES, facilitar las operaciones de transmisión y recuperación, acelerar la creación de nuevas PYMES. Para iniciar operaciones, el Estado contribuye con 350 MDH en la creación de estos instrumentos de financiación.

3.2.3. Plan de Desarrollo y Promoción de las Exportaciones

El Ministerio de Comercio Exterior marroquí elaboró en 2009 un plan de promoción de las exportaciones, ejecutable a partir de 2010, en el marco de la Estrategia Nacional de Desarrollo y Promoción de las Exportaciones. Este plan se articula en torno a cinco actividades de promoción:

- participación en salones especializados del sector;
- realización de misiones B to B;
- prospección de nuevos mercados;
- promoción de la marca “Produit Maroc”;
- contratos de fomento de la exportación.

En relación con los productos derivados de la agroindustria, se dará un tratamiento prioritario al fomento de la exportación de conservas y productos oleícolas.

También hay que destacar el papel de Maroc Export: organismo público marroquí de promoción del comercio exterior. A través de financiación de la participación en ferias y salones, seminarios de formación, búsqueda de posibles socios, etc.

3.2.4. Fondos de inversión y agencias no estatales

Entre los fondos de inversión y las agencias no estatales específicamente destinados a financiar actividades agrícolas, podemos destacar los siguientes:

- *Agencia de Colaboración para el Progreso*: establecimiento público marroquí creado para gestionar un fondo de \$697,5 millones de la Millenium Challenge Account de EEUU. En el sector agrícola, la APP gestiona \$300,9 millones para la rehabilitación de viejos olivares y la extensión de 100 000 nuevas Has de cultivo en zona pluvial.
- *Olea Capital*: el banco “Credit Agricole Marocain” lanzó en 2007 junto a la “Société Générale Française” un Fondo de Inversión, bautizado “Olea Capital” dotado con 1 800 millones de dirhams, dedicado a grandes proyectos de producción industrial de aceite de oliva y que financia proyectos de un tamaño medio de 1 000 Has. Estos fondos también

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

ayudan a las agrupaciones de operadores con explotaciones susceptibles de ser modernizadas.

- *OCP Innovation Fund for Agriculture*: el grupo OCP (Oficina Jerifiana de Fosfatos) ha lanzado en 2010 un fondo de inversión agrícola que movilizará en un primer momento 200 millones de dirhams para participar en unas 40 empresas, asociaciones y cooperativas emergentes que desarrollen proyectos de producción vegetal y animal, valorización y comercialización de sus productos conforme a los principios de protección del medio ambiente, mejora de los recursos y creación de riqueza para la población dedicada a la agricultura.
- *NEBETOU-MSLF Morocco Speciality & Luxury Fund*: se trata de un fondo de inversión privado lanzado en 2009 en el que participa Credit Agricole du Maroc con 60 MDH. Este fondo financia empresas agrícolas que se posicionen en el desarrollo de productos de alto valor añadido, especialmente alimentación de alta gama, cosmética natural, dietética, etc. Este fondo pretende alcanzar 630 MDH con participación de MAMDA-MCMA (mutua agrícola de seguros), RMA Watanya, Akwa, Holmarcom et Falah Invest.
- *Foncière Emergence*: fondo de inversión de más de 1 000 MDH constituido por Attijajriwafa Bank, BMCE Bank y el Banque Centrale Populaire. Este fondo de inversión está dedicado a la adquisición de terrenos dentro de las plataformas P2i, con el fin de ofrecerlas en alquiler a las empresas interesadas.

3.2.5. Tratados Internacionales comerciales

3.2.5.1 Organización Mundial del Comercio

Marruecos es Miembro fundador de la OMC. Concede como mínimo el trato NMF a todos sus interlocutores comerciales. No es parte en ninguno de los acuerdos plurilaterales concluidos bajo los auspicios de la OMC. Por lo que se refiere a las negociaciones agrícolas, Marruecos ha defendido el fortalecimiento del trato especial y diferenciado para los países en desarrollo y la mejora del acceso a los mercados, así como las reducciones sustanciales de la ayuda interna y de las subvenciones a la exportación.

3.2.5.2 Unión del Maghreb Árabe (UMA)

El objetivo de la UMA, que existe desde 1989 y agrupa a Argelia, Libia, Marruecos, Mauritania y Túnez, es la creación de una zona de libre comercio y, con el tiempo, una unión económica magrebí entre los cinco Estados. La UMA representa un mercado de 80 millones de consumidores aunque no parece operativa en la práctica. Marruecos considera que su funcionamiento efectivo podría consolidar la asociación con las Comunidades Europeas (CE), permitir que la región constituyera un destino atractivo para la inversión extranjera directa (IED) y desarrollar el comercio en el interior del Maghreb, cuyo volumen sigue siendo relativamente reducido. Actualmente, el valor de los intercambios comerciales de los países

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

de la UMA asciende a 137 000 millones de dólares EE.UU., pero sólo el 2 por ciento de esos intercambios tienen lugar entre países miembros de la Unión.⁹

3.2.5.3 *Zona Panárabe de Libre Comercio (PAFTA)*

En virtud del programa ejecutivo del Acuerdo de Facilitación y Fomento del Comercio (firmado en 1981 bajo los auspicios de la Liga Árabe), que fue adoptado el 19 de febrero de 1997 por Arabia Saudita, la Autoridad Palestina, Bahrein, Egipto, Emiratos Árabes Unidos, Irak, Libia, Jordania, Kuwait, el Líbano, Marruecos, Omán, Qatar, Siria, Sudán, Túnez y Yemen y entró en vigor el 1 de enero de 1998, todos los obstáculos arancelarios y no arancelarios al comercio entre sus miembros deberían haber sido eliminados sin excepción el 1 de enero de 2005. No obstante, subsisten obstáculos no arancelarios, en particular las normas, los laboriosos trámites burocráticos y administrativos en las fronteras y los derechos de tránsito, que constituyen procedimientos costosos y largos. El programa establece también normas de origen. La principal entidad responsable de aplicar el programa de liberalización es el Consejo Económico y Social de la Liga de los Estados Árabes. En los últimos años, la Zona Panárabe de Libre Comercio ha contribuido modestamente al incremento del comercio entre países árabes.

3.2.5.4 *Acuerdo Árabe-Mediterráneo de Libre Comercio (Acuerdo de Agadir)*

El Acuerdo Árabe-Mediterráneo de Libre Comercio, concertado entre Marruecos, Egipto, Jordania y Túnez, fue firmado por Marruecos el 25 de abril de 2004 y entró en vigor el 27 de marzo de 2007. Obliga a las partes a eliminar todos los derechos de aduana aplicados a sus intercambios comerciales mutuos e intensificar su cooperación económica en materia de normas y procedimientos aduaneros. El Acuerdo contiene también disposiciones sobre contratación pública, servicios financieros, medidas comerciales especiales, propiedad intelectual y solución de diferencias. Prevé la adopción de normas de origen paneuromediterráneas, que permiten la acumulación diagonal del origen entre los países miembros. La conclusión de este Acuerdo se considera una etapa fundamental en la creación de la zona de libre comercio euromediterránea, prevista para 2012 en el caso de Marruecos.

3.2.5.5 *Acuerdo de Libre Comercio Marruecos – AELE*

El Acuerdo de Libre Comercio entre Marruecos y los países miembros de la Asociación Europea de Libre Comercio (Suiza, Liechtenstein, Islandia y Noruega), en vigor desde 1 de marzo de 2000, elimina todos los derechos de aduana aplicados a las importaciones y todas las cargas de efecto equivalente que graven los productos no agrícolas originarios de Marruecos. Asimismo, Marruecos se compromete a eliminar los derechos de aduana aplicados a las importaciones y todas las cargas de efecto equivalente que graven los productos no agrícolas originarios de cada uno de los Estados de la AELC, en el caso de algunos productos en un plazo máximo de 12 años. No se prevé ninguna disposición para productos agrícolas.

⁹ Fuente: Ministerio de Economía y Finanzas.

3.2.5.6 *Acuerdo de Asociación UE-Marruecos*

El 14 de diciembre de 2009 se firmó un nuevo Acuerdo de Asociación en materia agrícola entre Marruecos y la UE. Se trata de un acuerdo técnico cuyos detalles sólo se han divulgado a grandes rasgos ya que están sujetos a un proceso de ratificación por ambas partes que previsiblemente tendrá lugar en octubre de 2010. Este acuerdo es un avance más hacia el libre mercado de bienes entre ambos países. El acuerdo comprende productos agrícolas, agroindustriales y pesqueros y contempla el refuerzo de la posición de los exportadores europeos en el mercado marroquí, y, en especial, en el sector de los productos agrícolas transformados, que encierra un fuerte interés ofensivo para la UE. En él está previsto introducir progresivamente en los próximos diez años una liberalización total, salvo en el caso de las pastas alimentarias, para las que sólo está contemplada una limitación cuantitativa. En el sector de los productos agrícolas, el acuerdo permitirá la liberalización inmediata de un 45 %, en valor de las exportaciones, del comercio de la UE, porcentaje que en el plazo de diez años aumentará al 70 %. Los sectores de las frutas y hortalizas, las conservas alimentarias, los productos lácteos y los oleaginosos serán objeto de una liberalización total. El sector de la pesca también se liberalizará en lo que respecta a los productos de la UE (al 91 % en cinco años y al 100 % en diez). Para Marruecos, el beneficio inmediato está estimado en el 67% del valor de las exportaciones de los productos frescos, 98% para la agroindustria y el 100% para la oferta pesquera.

Las exportaciones comunitarias de los tres sectores, que durante el periodo 2006-2008 alcanzaron casi 944 millones, gozarán de un mejor acceso a un mercado próximo en fuerte expansión demográfica en el que se registra un saldo de la balanza comercial global claramente favorable a la Unión Europea, con 14 000 millones de euros de exportaciones frente a 8 000 millones de importaciones.

Ambas partes han convenido asimismo en entablar negociaciones sobre la protección de las indicaciones geográficas. Además, el acuerdo incluye disposiciones sobre el cumplimiento de las obligaciones internacionales relativas a los aspectos sanitarios y fitosanitarios.

Este acuerdo permitirá a ambas partes aprovechar plenamente unas potencialidades de mercado y de consumo en intensa evolución, al tiempo que reforzará los mecanismos de concertación y de salvaguardia. El acuerdo marca una importante etapa de las relaciones comerciales entre la UE y el Reino de Marruecos, conforme a los compromisos políticos adquiridos en el proceso de Barcelona.

Partiendo del limitado grado de liberalización que ofrece el acuerdo actual, Marruecos ha realizado un importante esfuerzo de apertura al liberalizar de forma inmediata un 45 %, en valor, de las importaciones procedentes de la UE. Según lo previsto en la "hoja de Rabat", Marruecos podrá acogerse a un periodo transitorio previo a la completa liberalización de determinados productos. De ese modo, el valor del comercio totalmente liberalizado pasará al 61 % en cinco años y al 70 % en diez.

Los sectores de las frutas y hortalizas y los productos en conserva de la UE, con excepción de las habas, las almendras dulces, las manzanas y el concentrado de tomate (para los que se han negociado contingentes arancelarios) estarán plenamente liberalizados en un plazo de diez años. Quedará también completamente liberalizado el acceso a Marruecos de los productos lácteos de la UE (con excepción de la leche líquida y de la leche entera en polvo).

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

Los productos oleaginosos y los cereales (salvo el trigo blando, el trigo duro y sus derivados) también se liberalizarán.

En cuanto a los productos más sensibles que no son objeto de una liberalización completa, como la carne, la charcutería, el trigo, el aceite de oliva, las manzanas y el concentrado de tomate, Marruecos ha mejorado las condiciones de acceso a su mercado mediante contingentes arancelarios.

Por parte de la Unión Europea, el acuerdo trata de dar respuesta a la apertura emprendida por Marruecos mediante la inmediata liberalización del 55 % de las importaciones procedentes de ese país. La mejora de las concesiones en el sector de las frutas y hortalizas, que constituye un 80 % de las importaciones de la UE, ha tenido en cuenta el grado de sensibilidad de cada producto y se ha llevado a cabo con el objetivo de lograr una integración de las exportaciones marroquíes en el mercado de la Unión que favorezca las complementariedades entre los sistemas de producción.

Con ese fin, se han mantenido los calendarios de producción de los productos considerados más sensibles, a saber, los tomates, las fresas, los calabacines, los pepinos, el ajo y las clementinas; las concesiones relativas a esos productos han adoptado la forma de contingentes arancelarios conforme al cuadro adjunto.

Los 6 productos excluidos del acuerdo UE-Marruecos		
	Inmediatamente	Horizonte 4 años
Tomate	+ 22 000 T (+22%)	+ 32 000 T (+40%)
Pepino	+ 30 000 T (+150%)	+ 36 000 T (+180%)
Calabacín	+ 8 800 T (+140%)	+ 10 600 T (+170%)
Ajo	+ 500 T (+50%)	+ 500 T (+50%)
Clementina	+ 31 300 T (+22%)	+ 31 300 T (+22%)
Fresa	+ 4 600 T (+3 500%)	+ 4 600 T (+3 500%)

Fuente: La Vie Éco; L'Economiste

Además hay determinados productos sujetos a precios de entrada: manzanas, peras, limones y cerezas mantienen el precio de entrada fijado por la OMC; uva de mesa, albaricoques, melocotón y nectarina tendrán un precio de entrada convencional un 30% menor que el precio de la OMC; alcachofas y naranjas mantienen el precio convencional.

3.2.5.7 Acuerdo de Libre Comercio Marruecos - Emiratos Árabes Unidos

El Acuerdo de Libre Comercio entre Marruecos y los Emiratos Árabes Unidos, que fue firmado el 25 de junio de 2001 y entró en vigor el 9 de julio de 2003, prevé la reducción anual de los derechos de aduana y las cargas de efecto equivalente a un ritmo de un 10 por ciento superior al de la Zona Panárabe de Libre Comercio (PAFTA), así como la eliminación de todos los obstáculos no arancelarios y la no aplicación de nuevas medidas no arancelarias. El Acuerdo prevé también la aplicación de medidas de salvaguardia conformes con la OMC; la exclusión del desmantelamiento de la protección para los productos procedentes de las

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

zonas francas de los dos países; y la aplicación de las normas de origen generales, a la espera de la adopción de las normas de origen específicas por el Consejo Económico y Social.

3.2.5.8 *Acuerdo de Libre Comercio Marruecos - Turquía*

En el marco del proceso euromediterráneo de integración regional, Marruecos firmó el 7 de abril de 2004 un Acuerdo de Libre Comercio con Turquía. El Acuerdo entró en vigor el 1 de enero de 2006. En virtud del mismo se establecerá progresivamente una zona de libre comercio de productos no agrícolas entre Marruecos y Turquía, a lo largo de un período de transición de un máximo de 10 años a partir de la fecha de entrada en vigor del Acuerdo. Se concede un trato asimétrico favorable a Marruecos, cuyos productos no agrícolas se benefician de una exención total desde el momento de la entrada en vigor. Para los productos no agrícolas originarios de Turquía e importados por Marruecos se prevé un desmantelamiento arancelario progresivo a lo largo de 10 años.

Para los productos agrícolas, las concesiones arancelarias afectan a un número reducido de productos y consisten esencialmente en reducciones de los derechos de aduana en el marco de contingentes. Una cláusula de ampliación del Acuerdo prevé la liberalización progresiva del comercio agrícola.

3.2.5.9 *Acuerdo de Libre Comercio Marruecos - Estados Unidos*

El ALC entre Marruecos y los Estados Unidos se firmó el 15 de junio de 2004 y entró en vigor el 1 de enero de 2006. Prevé libre acceso al mercado de los Estados Unidos, desde el momento de su entrada en vigor, para la práctica totalidad de los productos no agrícolas (salvo los textiles) y los productos pesqueros marroquíes. Los aranceles aplicados al resto de los productos deberán eliminarse en un plazo de 9 ó 10 años, dependiendo de cada uno de ellos.

En el caso de los productos agrícolas, el Acuerdo autoriza a Marruecos a imponer medidas de salvaguardia automáticas a la importación de productos agrícolas cuando el volumen de dichas importaciones supera el nivel de activación especificado para cada uno de esos productos. En principio, todos los productos agrícolas deberían estar liberalizados en 2023. En la actualidad se otorga libre acceso a los mercados marroquíes para un millar de partidas arancelarias correspondientes a productos agrícolas, algunos de los cuales se benefician de preferencias arancelarias dentro de los límites de un contingente anual.¹⁰

3.2.5.10 *Acuerdos concertados en el marco de la cooperación interárabe e interafricana*

Marruecos ha concluido convenios comerciales y arancelarios con diversos países árabes y africanos en virtud de los cuales se otorgan preferencias arancelarias a los productos incluidos en listas (como en el caso de los convenios concertados con Arabia Saudita,

¹⁰ En el anexo IV a la Circular Nº 4977/222, de 30 de diciembre de 2005, modificado, se enumeran los productos agrícolas que se benefician de ventajas arancelarias preferenciales dentro de los límites de un contingente arancelario durante el período comprendido entre el 1 de enero y el 31 de diciembre de 2009: http://www.douane.gov.ma/circulaires/maj_fichiers/5129.pdf.

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

Guinea, y Mauritania), o a todos los productos (convenios con Argelia, Irak y Libia). Además de las preferencias arancelarias, algunos convenios contemplan también la exención de las cargas de efecto equivalente (Argelia, Libia, y Guinea); y la supresión de los obstáculos no arancelarios (Túnez, Jordania, y Guinea). Según las autoridades, los principales beneficios de los convenios concertados con países que ya han concluido un ALC con Marruecos son unas normas de origen más flexibles.

3.2.5.11 Otros acuerdos

Marruecos goza, en condiciones de no reciprocidad, de las ventajas derivadas del Sistema Generalizado de Preferencias (SGP) que le conceden los siguientes países: Australia, Belarús, Bulgaria, Canadá, UE, Estados Unidos, Rusia, Hungría, Japón, Noruega, Nueva Zelandia, Polonia, República Checa, República Eslovaca, Suiza, y Turquía. Gracias a ello, las exportaciones marroquíes de productos comprendidos en el SGP gozan de una exoneración total o parcial de los derechos de aduana por parte de esos países.

Marruecos es uno de los 43 países signatarios del Acuerdo sobre el Sistema Global de Preferencias Comerciales (SGPC), en virtud del cual se conceden preferencias arancelarias en condiciones de reciprocidad. En el Acuerdo se prevé igualmente un trato especial en favor de los PMA.

El Acuerdo Marco sobre el Sistema de Preferencias Comerciales entre países islámicos, firmado en 1993 y vigente desde 2003, fue ratificado por Marruecos el 25 de julio de 2006. En este contexto, Marruecos ha suscrito el Protocolo sobre el Régimen Arancelario Preferencial de la Organización de la Conferencia Islámica (PRETAS), así como sobre las normas de origen conexas. El Protocolo prevé una reducción de los derechos de aduana para el 7% de las líneas arancelarias.

Marruecos también ha concertado 49 acuerdos comerciales, basados en el principio NMF, en particular con Estados que no son miembros de la OMC, a saber: Guinea Ecuatorial, Irán, Irak, Corea, Rusia, Seychelles, Sudán y Yemen.

3.3. FORMAS DE IMPLANTACIÓN

Existen diversas formas de operar en Marruecos:

- Operar a través de agente, comisionista o figura similar: estos gestores realizan operaciones por cuenta del empresario o sociedad españoles sin formar parte de ella en el caso de la sociedad. A efectos tributarios tributará el empresario o sociedad españoles por esas operaciones como no residentes en Marruecos.
- Operar a través de trabajador de la empresa española, con o sin oficina: ambos casos tienen la consideración de establecimiento permanente en Marruecos de la empresa española. A efectos tributarios tributará la empresa española como no residente en Marruecos.
- Abrir una sucursal: a diferencia de la oficina, la sucursal sí realiza operaciones mercantiles en su propio nombre (la oficina sólo informa, pero las operaciones las

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

realiza directamente la empresa), aunque sigue careciendo de personalidad jurídica. A efectos tributarios tributará la empresa española como no residente en Marruecos.

- Constituir una filial marroquí de la empresa española, con personalidad jurídica propia. A efectos tributarios se trataría de una empresa residente en Marruecos y tributaría como tal.
- Constituir una sociedad marroquí (independiente de la sociedad española, si ésta existe).

De los casos mencionados, únicamente los dos últimos constituyen una implantación en Marruecos. De los 6 tipos societarios contemplados por la legislación marroquí (sociedad en nombre colectivo, sociedad comanditaria simple, sociedad comanditaria por acciones, sociedad en participación, sociedad de responsabilidad limitada y sociedad anónima), los más utilizados son la sociedad anónima y la sociedad de responsabilidad limitada.

La empresa española puede optar por la creación de una sociedad con capital 100% extranjero o por el contrario buscar un socio local. La búsqueda de un socio en un proyecto de inversión en un país como Marruecos viene siempre acompañada de los consejos habituales en los países en desarrollo: prudencia, investigación de la solvencia del socio, valoración de su experiencia previa, contar con el apoyo de un asesor jurídico para el establecimiento y la firma de cualquier compromiso o contrato, etc. Las ventajas de contar con un socio local están ligadas a la profesionalidad y competencia del mismo, ya que el hecho de asociarse con un inversor local de forma nominal no supone ninguna ventaja específica respecto a la inversión cien por cien extranjera. En la medida en que el socio pueda aportar conocimientos y profesionalidad, podrán obtenerse ventajas de la asociación, pero no se trata de un elemento crítico para el éxito de una inversión extranjera en Marruecos.

3.4. INSTITUCIONES ADMINISTRATIVAS RELACIONADAS

Las instituciones administrativas más relevantes en el sector agrario son las siguientes:

- Ministerio de Agricultura y Pesca Marítima: es el Ministerio competente para elaborar las políticas públicas en materia de agricultura, recogidas en el Plan Maroc Vert. Es el encargado de tutelar y supervisar la actuación de la Agencia de Desarrollo Agrario (ADA) y de él dependen las oficinas regionales de revalorización agrícola (ORMVA).
- Agencia para el Desarrollo Agrario: agencia creada en 2008, bajo la tutela del Ministerio de Agricultura, para la aplicación del Plan Maroc Vert. Es la encargada de promover las inversiones en el sector (a excepción de las puramente agroindustriales, que corresponden a la AMDI) y de proponer al gobierno las políticas públicas en materia de agricultura solidaria, proponiendo proyectos económicamente viables.
- Oficinas Regionales de Revalorización Agrícola (ORMVA): oficinas dependientes del Ministerio de Agricultura, responsables de la implantación a nivel regional de los Planes Agrícolas Regionales (PAR) del Plan Maroc Vert; también son las encargadas de la gestión hidráulica. En Marruecos existen nueve ORMVA que cubren la totalidad

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

del territorio: Doukkala, Gharb, Ouarzazate, Souss-Massa-Drâa, Moulouya, El Haouz, Tadla, Tafilalet y Loukous.

- Agencia Nacional de Conservación de la Propiedad, Catastro y Cartografía (ANCFCC): organismo que asume las funciones de Registro de la Propiedad (inmatriculación de fincas e inscripción de títulos de propiedad y derechos reales), funciones catastrales y elaboración de mapas cartográficos.
- Agencias de Cuenca Hidráulica (Agences de Bassin Hydraulique): establecimientos autónomos dotados de autonomía financiera bajo la tutela del Ministerio de Ordenación del Territorio, Agua y Medio Ambiente (MATEE). Se encargan de planificar, gestionar y proteger los recursos hidráulicos de cada cuenca. En Marruecos existen siete agencias que cubren los territorios de mayores recursos hidráulicos: Souss-Massa, Tensift, Oum er Rbia, Bouregreg, Sebou, Loukkos y Moulouya.
- Oficina Nacional de Seguridad Sanitaria de Productos Alimentarios (ONSSA): organismo creado en 2008 para coordinar y supervisar el control sanitario de los alimentos.
- Cámaras Agrarias: organizaciones de defensa de los intereses de los agricultores y órganos consultivos del Ministerio de Agricultura.
- Oficina Nacional Interprofesional de Cereales y Leguminosas (ONICL): establecimiento público encargado de garantizar el aprovisionamiento del mercado de cereales, leguminosas y sus derivados.
- Establecimiento Autónomo de Control y Coordinación de las Exportaciones (EACCE): organismo encargado de coordinar las exportaciones de productos alimentarios.

4. ASPECTOS PRÁCTICOS DE LA INVERSIÓN

4.1. PRINCIPALES COSTES DE LA INVERSIÓN EN EL SECTOR

Los principales costes de la inversión en el sector agrario son los siguientes:

- Acceso al terreno: la única posibilidad es el alquiler, cuyo: el precio varía en función de la región y de la calidad del terreno. La adquisición de terrenos es posible con un socio marroquí, dada la prohibición de adquirir terrenos por parte de extranjeros. También se puede acceder a terrenos mediante licitación de la Sodea y la Sogeta.
- Agua de riego: las tarifas se muestran en el cuadro de abajo. A ellas hay que añadir una tarifa de 0,06 dh/m³ de derecho de bombeo en el agua de superficie.

	ORMVA/Zona tarifaria	Importe dh/m ³
Gharb	Beht PTI y STI	0,22-0,27 0,25-0,45
Souss-Massa	Massa Souss Issem	0,20 0,20 0,53-0,56
Loukkos	Rmel Drader Moulouya Garet	0,27-0,46 0,23-0,48 0,18
Haouz	Haouz central Tessaout	0,21 0,18-0,21

- Costes salariales:

Salario mínimo	10,64 dh/hora
----------------	---------------

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

interprofesional	
Salario mínimo agrícola	55,12 dh/día
Número máximo de horas de trabajo	10 al día 44 a la semana 2 288 al año (2 496 en el caso agrícola)
Periodo de vacaciones	Transcurridos 6 meses, el trabajador tiene derecho a 1,5 días por cada mes trabajado (2 días en el caso de menores de 18 años). Además, tiene derecho a 13 días festivos pagados al año.

- Cotizaciones a la Seguridad Social:

Concepto		A cargo del empresario	A cargo del empleado	Total
Prestaciones familiares		6'4%	0%	6'4%
Pres taci one s soci ales	A corto plazo (enfermedad, maternidad, fallecimiento)	0,67%	0,33%	1%
	Prestaciones familiares	6,4 %	0%	6,4%
	A largo plazo (pensión de jubilación)	7,93%	3,96%	11,89%
	Total	15%	4,29%	19,29%
Seguro médico obligatorio (Assurance Maladie Obligatoire)		2%+1'5%	2%	5,5%

- Transporte de mercancías por carretera: la tasa básica por tonelada se ha fijado en 0,401 DH//Km para una distancia de transporte de entre 151 y 175 km. Esta tasa se multiplica por un coeficiente que varía desde 3,77 hasta 0,88 en función de la distancia. El precio base puede aumentar por dificultades en el trayecto (incrementos del 30% en carretera accidentada o pista transitable hasta 125% en pista muy difícil) y por peso (aumentos del 15% para un peso de entre 4 001 y 8 000 kg y hasta el 100% para un peso máximo de 100 kg con un mínimo de 25 kg).
- Transporte de mercancías por ferrocarril: las tarifas aplicables al transporte de mercancías por vagón completo varían de 0,269 a 0,404 DH por Tm/km. Estos precios se incrementan en una cantidad fija de: 12,75 Dh/Tm para expediciones de vagón completo y en 25,51 DH/Tm para expediciones de detalle.

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

- Transporte aéreo: el precio del transporte aéreo de mercancías desde Casablanca se fija teniendo en cuenta la naturaleza, peso y destino de las mercancías. Las tarifas generales son, a partir de 500 kg, las siguientes (en DH/kg): Burdeos: 10,00; París: 11,80; Roma: 12,15; Londres: 15,45; Amsterdam: 15,50, Barcelona 8,35; Túnez: 8,40; Nueva York: 21,00; Montreal: 21,80; Jeddah: 36,25.
- Transporte marítimo: envío desde Casablanca a UE: 110 €/Tm; a Canadá: 130 €/Tm; a Oriente Medio: 160 €/Tm.

4.2. PRINCIPALES BARRERAS A LA INVERSIÓN

4.2.1. Barreras generales a la inversión

Aunque la economía de Marruecos cuenta con un importante potencial de crecimiento, hay una serie de factores que continúan limitando su desarrollo:

- Una estructura económica excesivamente dependiente del sector agrícola.
- El peso de la economía informal es determinante, se calcula que el número de empresas trabajando en la misma, excluyendo las agrícolas, es de más de un millón, que dan empleo a cerca de 2 millones de personas (25% de la población activa, 39% del empleo no agrícola) y genera alrededor del 17% del PIB. El peso del sector informal perjudica seriamente a la hacienda pública.
- Un sector industrial poco competitivo y muy concentrado en una serie de industrias, entre ellas la industria textil, cuya importancia se remonta a la época de la post-colonización, en la que se llevó a cabo un proceso de industrialización sustitutiva de importaciones, que promovió dicho sector.
- Un sector público sobredimensionado.
- Una renta per cápita todavía bastante inferior a la de otros países del Magreb, salvo Mauritania, a pesar de las últimas mejoras.
- Un alto índice de pobreza nacional, que aumentó del 13% a principios de los 90 a casi un 20% a finales de los 90 (esta tendencia se agravó a causa de la sequía). En 2007, el índice se mantenía en el 19%.
- Una reducida clase media. Representa únicamente en torno al 10% de la población.
- Una población joven y creciente (un 30,3% tiene menos de 15 años), la media de edad de la población está en 25 años.
- La baja cualificación de la población activa, especialmente en el medio rural.
- El alto nivel de analfabetismo, que afecta al 49% de la población mayor de 15 años.
- El alto paro estructural preferentemente entre los jóvenes.
- A pesar de una mejora sustancial, los problemas burocráticos y administrativos siguen siendo un freno a la inversión
- La falta de garantía y seguridad jurídica a pesar de la existencia de normativas legales modernas acordes al entorno económico; en ocasiones la aplicación de la legislación sigue siendo arbitraria.

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

- La prohibición de la compra de suelo agrícola reduce el interés de los inversores extranjeros en el sector agrícola

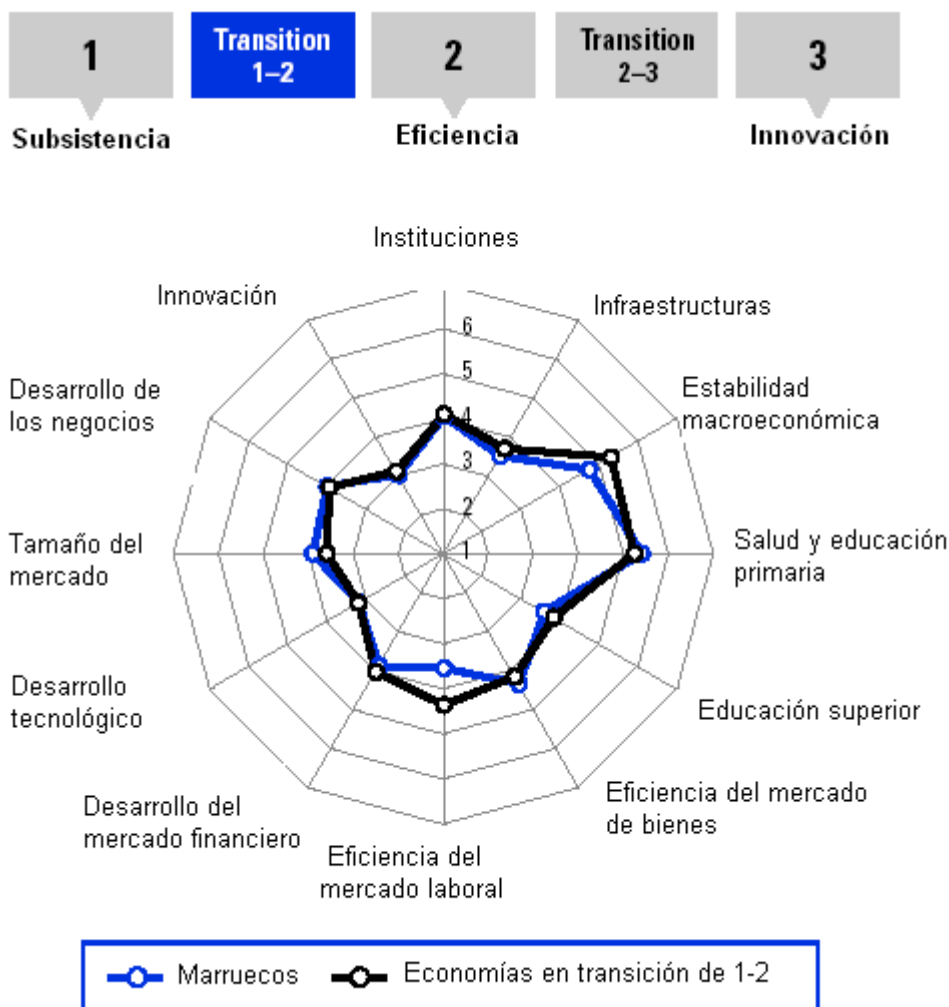
A estos problemas de índole estructural se unen los problemas derivados de las finanzas públicas, con un equilibrio presupuestario que depende casi en exclusiva de los ingresos por privatizaciones, y los derivados del creciente déficit comercial reflejo, en parte, de la falta de competitividad del tejido empresarial marroquí. Asimismo, hay que destacar el hecho de que el ritmo de crecimiento alcanzado en los últimos años ha sido y continúa siendo, por el momento, insuficiente para reducir los elevados índices de pobreza y el alto nivel de desempleo y subempleo que soporta el país.

4.2.2. Competitividad del país

El Africa Competitiveness Report de 2009 sitúa Marruecos en 73^o posición de un total de 134 países evaluados en su grado de competitividad, 9 puestos más abajo que en el mismo informe de 2008. Según este informe, el país se encuentra en una economía de transición hacia la eficiencia productiva. Se han examinado aspectos determinantes del desarrollo económico, como el funcionamiento de sus instituciones, las infraestructuras, la estabilidad macroeconómica, la asistencia sanitaria, la educación, la eficiencia del mercado de bienes y de trabajo, el grado de desarrollo del mercado financiero, el tamaño del mercado, el desarrollo tecnológico y la innovación.

Grado de desarrollo de la economía

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

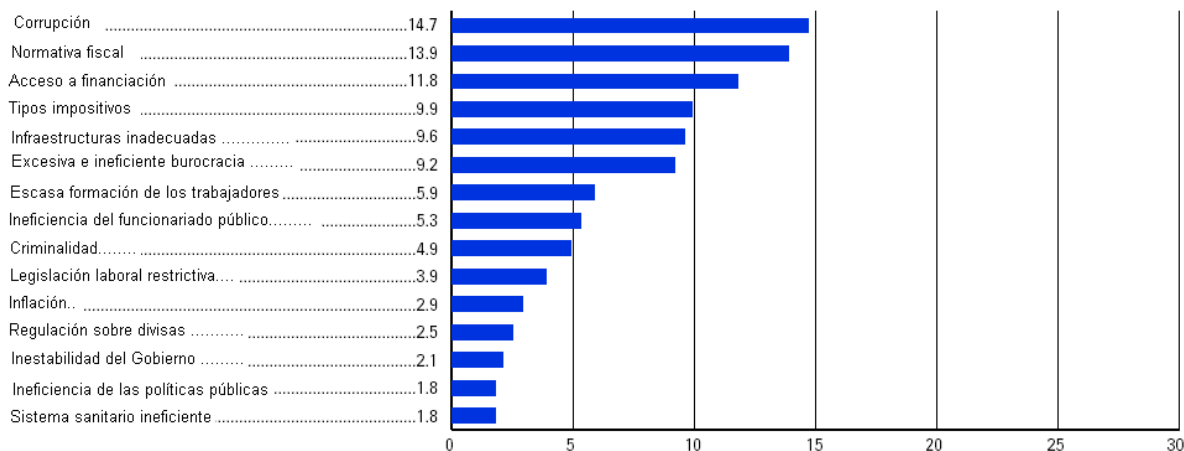


Como se observa en la gráfica, los factores menos consolidados en el país son la educación superior, el desarrollo de sus infraestructuras –si bien existe una creciente inversión pública en el sector-, el desarrollo tecnológico y la innovación. También es de destacar la escasa eficiencia y productividad del mercado laboral, incluso más reducida que en otras economías de transición.

En lo que respecta a los factores más problemáticos a la hora de hacer negocios, el primero y más relevante es el elevado grado de corrupción y la falta de seguridad jurídica, seguido de las dificultades en el acceso a financiación y de la relativamente elevada imposición fiscal. También son determinantes la excesiva burocracia, el deficiente grado de desarrollo de las infraestructuras y la escasa formación de los trabajadores.

Factores más problemáticos para hacer negocios

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS



4.2.3. Barreras específicas a la inversión en el sector

Dentro de las barreras específicas a la inversión en agricultura, podemos destacar las siguientes:

- Escasa inversión. La inversión en el sector agrícola se caracteriza por:
 - o Una escasa utilización de insumos. Por ejemplo, el uso de fertilizantes por hectárea en Marruecos es cuatro veces menor que en Francia, la mecanización en Marruecos es once veces menor que en España.
 - o Escasa participación del sistema bancario en la financiación de proyectos agrícolas; tan sólo un 18% de los agricultores acceden a préstamos bancarios.
 - o Subvenciones escasas: equivalen aproximadamente al 8% de los ingresos, frente al 30-70% de otros países.
- Escasa tecnificación y gestión deficiente: el sector agrícola se caracteriza por una predominante gestión tradicional de las explotaciones, con muy bajo nivel de organización y profesionalización y escasos rendimientos. Ello supone la existencia de importantes oportunidades de inversión tanto en la comercialización de equipos como en la inversión misma en el sector.
- Terrenos excesivamente fragmentados: el 70% de las explotaciones tiene menos de 5 hectáreas. Además del pequeño tamaño de la finca, la tierra se caracteriza por una multiplicidad de regímenes jurídicos que constituyen un obstáculo a la inversión. La propiedad también se caracteriza por una baja tasa de inscripción y registro.
- Dificultad de acceso a terrenos: debido al régimen de propiedad del suelo, que impide su adquisición a extranjeros, y a la excesiva fragmentación de la propiedad, que multiplica las gestiones para acceder al uso de grandes extensiones de terreno.
- Escasez de recursos hídricos: la sequía es uno de los mayores obstáculos para el desarrollo de la agricultura nacional, que sufre de las débiles e irregulares precipitaciones. A ello hay que añadir la infrautilización de las aguas superficiales y subterráneas debido a sistemas de riego ineficientes.

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

- Cultivo predominante de cereales: los cereales ocupan el 75% de la superficie agrícola útil (SAU), y contribuyen a sólo el 10%-15% de la facturación en el sector agrícola y el 5%-10% del empleo en el sector.
- Debilidad del tejido agro-industrial, que representa únicamente el 24% del total de unidades industriales nacionales y transforma únicamente un tercio de la producción agrícola.

4.3. BÚSQUEDA DE SOCIO. ASPECTOS A CONSIDERAR EN LA NEGOCIACIÓN DE UN CONTRATO

El contar con un socio marroquí para la inversión en Marruecos no es un factor determinante para el éxito de ésta. No obstante, en un país como éste, donde el simple hecho de conocer a una persona, aunque sólo sea un mero contacto, facilita el obtener su ayuda, un socio local puede aportar agilidad en ciertos procesos o conocimientos no disponibles para el recién llegado.

En cuanto a la negociación de un contrato con un socio marroquí, se debe realizar mediante el apoyo de un asesor jurídico y teniendo en cuenta los siguientes puntos:

- La negociación es una costumbre muy arraigada en la sociedad marroquí que no se limita únicamente al regateo en los zocos. A la hora de negociar el importe y la naturaleza de las aportaciones de capital, el reparto de las responsabilidades de la gestión, etc., conviene tener en cuenta esto, así como el hecho de que las negociaciones en Marruecos llevan considerablemente más tiempo que lo acostumbrado en España.
- Tradicionalmente, las sociedades musulmanas son menos propensas que las europeas a fijar por escrito los acuerdos, y más a hacerlo de palabra. Asimismo, es importante tener presente que el ser cordial es una condición sine qua non para la buena marcha de las relaciones, tanto personales como profesionales.

El Plan Maroc Vert ha introducido una nueva fórmula asociativa específica para la actividad agraria, la denominada agregación. Esta figura surge para hacer frente al reducido tamaño de las explotaciones agrícolas y consiste en la asociación de un cierto número de agricultores (agregados) en torno a un actor principal (agregador) que disponga de capacidad de gestión, financiera y tecnológica que le permita optimizar los procesos de producción.

La agregación es una iniciativa voluntaria, amparada por el Ministerio de Agricultura y especialmente por la Agencia de Desarrollo Agrícola (ADA) y las direcciones regionales. El Estado ha creado un banco de proyectos de agregación (hasta 1 500 proyectos) que abarcan todas las regiones y sectores agrícolas. En el caso de que varios agregadores estén interesados en un mismo proyecto, la ADA puede convocar una licitación para elegir al mejor; una vez seleccionado, el agregador firma un convenio con el Estado que le garantiza determinadas ventajas (acceso preferencial al terreno, acceso preferencial a financiación, etc.).

4.4. LA INVERSIÓN ESPAÑOLA EN EL SECTOR

Existen numerosas empresas españolas agrícolas implantadas en Marruecos. Por subsectores, podemos destacar las siguientes:

En producción hortofrutícola, existen varias empresas implantadas: Armona, Société Afreur, Société d'Exploitation Agricole Duroc, Olgo Primeurs, Aromafresh, Agrifraise, SVZ Maroc, Alconera Maroc, Quality Fraise, Gharbex, Agro Montsia, Douna Export, Emporio Verde, Hortagad, Sercofri Maroc, Forca, Abragri, La Perla del Sur y Periroc. En exportación de frutas frescas destaca Felgar. En producción de arroz destaca Mundiriz.

En el sector de semillas y frutos oleaginosos destacan Enza Zaden Maroc y Agripharma, dedicadas al comercio de semillas certificadas y fertilizantes y otros productos químicos para agricultura. En cultivo de plantas de invernadero destaca Soroa Penipi  res y en viveros de plantas de olivo Agroliveoil.

En el sector de la agroindustria también hay algunas empresas españolas implantadas. Destacan, en materia de conservas vegetales, Ferocha, Lukus, Urcimar y Alicomar. En la producción de aceite de oliva destaca Les Huileries d'Agafay. En elaboración de zumos y néctares de frutas, Rostoy Maroc. También destaca Naturalim, dedicada al envasado, comercialización y distribución de legumbres secas, arroz y derivados.

A ellas hay que añadir las empresas de industria auxiliar de la agricultura, dedicadas principalmente al suministro de maquinaria agrícola (Hoces La Langosta y Systèmes Agricoles Intensifs) y al suministro e instalación de sistemas de riego (Riegonor –pionera en Marruecos en la realización de balsas para riego y su impermeabilización-, Inlay y JLM).

Los principales destinos geográficos de las inversiones españolas en agricultura se centran en dos ciudades: Larache y Agadir. En cuanto a la ubicación geográfica de las explotaciones, por cuestiones de diversa índole (históricas, de proximidad, ling  sticas y de fertilidad de los terrenos), el norte del país es un destino preferencial para las inversiones españolas en agricultura, sobretudo en los alrededores de Larache. En el sur, Agadir es la segunda ciudad que, junto con Larache, atrae al mayor número de empresas españolas agrícolas debido a su tradición hortofrutícola y sus buenas condiciones climatológicas para los cultivos de invernadero. Las proximidades de Casablanca y Kenitra son el tercer enclave principal de atracción de las inversiones agrícolas españolas en el país, sin concentrar un número tan elevado de inversiones como las citadas zonas de Larache y Agadir.

5. ANÁLISIS DE LA OFERTA

5.1. PRODUCCIÓN¹¹

La producción agrícola marroquí está relativamente diversificada pese al predominio del cultivo de cereal. No obstante, hay cultivos significativos de leguminosas, hortalizas, frutales, plantas oleaginosas y cultivos industriales (materias primas para la industria azucarera y la industria textil).

Por superficie cultivada, predomina el cultivo de cereal, que representa un 59% del total cultivado. Dentro de los cereales, las especies más cultivadas son la cebada y el trigo blando (24% y 21% respectivamente), seguidas del trigo duro (10%). Otros cultivos minoritarios son el de maíz, avena y sorgo, entre otros. El segundo tipo de cultivo por superficie cultivada es el frutal, con 929 200 Has cultivadas (un 10,35% del total de la SAU). Le siguen las leguminosas, con 373 000 Has (4,15% del total) destinadas principalmente al cultivo de habas (181 900 Has), garbanzos (69 400 Has), guisantes (37 900 Has), lentejas (35 200 Has) y otras especies minoritarias (alubias, almortas, altramuces, algarrobas). El cultivo de hortalizas ocupa 253 900 Has, en perímetros irrigados y en algunos casos bajo cultivo de invernadero. Las plantas forrajeras ocupan 194 300 Has de cultivo, en su mayoría en pequeñas explotaciones familiares para la alimentación de animales de tiro y de ganado. Los cultivos industriales ocupan 168 500 Has, de las que 57 500 Has se destinan al cultivo de remolacha azucarera, 16 900 Has a caña de azúcar y 94 100 Has a otros cultivos, principalmente de plantas destinadas a la industria textil (cáñamo, lino, etc.). Finalmente, los cultivos de plantas oleaginosas ocupan 47 900 Has, repartidas en el cultivo de girasol y cacahuete (25 500 Has y 20 800 Has respectivamente) y en menor medida sésamo (1 600 Has).

Producción agrícola por superficie cultivada

Campaña agrícola 2007-2008	Superficie (has)	%
-----------------------------------	-------------------------	----------

¹¹ Los datos que se suministran son los de la campaña 2007-2008, por ser ésta la última campaña de la que se disponen datos de todos los tipos de cultivo definitivos y desglosados por tipo y superficie de cultivo.

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

Cereales	5309,3	59,1
Trigo duro	928,3	10,3
Trigo blando	1929,8	21,5
Cebada	2181,3	24,3
Maíz	219,3	2,4
Avena	23,1	0,3
Sorgo	13,9	0,2
Arroz	6,4	0,1
Otros	7,2	0,1
Leguminosas	373,0	4,2
Habas	181,9	2,0
Guisantes	37,9	0,4
Lentejas	35,2	0,4
Garbanzos	69,4	0,8
Almortas	14,8	0,2
Otras	33,8	0,4
Oleaginosas	47,9	0,5
Girasol	25,5	0,3
Cacahuete	20,8	0,2
Sésamo	1,6	0,0
Cultivos industriales	168,5	1,9
Remolacha	57,5	0,6
Caña de azúcar	16,9	0,2
Otros	94,1	1,0
Forrajeras	194,3	2,2
Hortalizas	253,9	2,8
Secano	1997,0	22,2
Frutales	929,2	10,3
Cultivo en sotobosque	292,5	3,3
Superficie agrícola útil (SAU)	8980,6	100,0

Fuente: Ministerio de Agricultura y Pesca Marítima.

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

Por volumen de producción, los cereales vuelven a ser el cultivo predominante, con 5 321 940 toneladas recolectadas. De ellos, 2 529 470 t fueron de trigo blando y 1 239 980 t de trigo duro. La cebada, pese a ser el cultivo más extendido, no produjo más de 1 353 240 t. El rendimiento medio por hectárea varía en cada campaña agrícola en función de la climatología, oscilando entre las 0,5 y 2,1 t por hectárea. Con todo, el rendimiento es significativamente bajo en comparación con el rendimiento de España, donde fácilmente se alcanzan las 3,5-4,0 toneladas por hectárea en campañas de climatología favorable. Por especies, las de mayor rendimiento por hectárea son el trigo duro y el trigo blando (1,3 t/ha en la última campaña), mientras que la cebada, el maíz y la avena no han rebasado las 0,7 t/ha.

El segundo cultivo por volumen de producción es el de plantas azucareras, con 3 838 300 t recolectadas (2 925 700 t de remolacha y 912 600 t de caña de azúcar) y un rendimiento medio de 60 t/ha. Los cultivos de leguminosas han producido 195 610 t, habas y garbanzos en su mayoría, dado que han sido las especies más cultivadas y también las de mayor rendimiento por hectárea (0,6 t/ha y ,5 t/ha respectivamente). Por último, se han recolectado 74 680 t de semillas oleaginosas, con un rendimiento medio de 1,56 t/ha. La especie más productiva ha sido el cacahuete, con 1,97 t/ha, mientras que de girasol se han recolectado 1,27 t/ha.

En lo que concierne a las hortalizas, hay que distinguir entre los cultivos de temporada y los cultivos tempranos o de fuera de temporada. Del total de la superficie destinada al cultivo de hortalizas, un 13% (32 000 has) se destina al cultivo de verduras y hortalizas tempranas. De ellas, 7 500 has se destinan al cultivo de patata, con 165 000 toneladas recolectadas. Al cultivo de tomate se dedican 6 160 has, tanto en invernadero como a cielo abierto. El cultivo de invernadero es el más productivo y a él se dedica la mayor parte de la superficie cultivada (4 910 has que han producido 745 000 t de tomates); el cultivo a cielo abierto ha ocupado 1250 has que han producido 65 000 t de tomate. En el resto de hortalizas, los cultivos más extendidos son los de judía verde (4 350 has), fresa (2 950 has), melón (2 030 has), calabacín (1 840 has), pimiento (1 440 has) y guisantes (1 110 has). También se cultiva en cantidades significativas sandía (700 has), guindillas (450 has), berenjena (430 has), espárragos (390 has), pepino (335 has) y bisaltos (30 has). Por volumen de producción, lideran la judía verde y la fresa, con 133 500 t y 130 000 t recolectadas, respectivamente, seguidas del pimiento verde (114 600 t), el calabacín (90 500 t) y el melón (75 000 t).

Hortalizas tempranas	Superficie cultivada (has)	Producción (t)
Tomates	6160	810000
En invernadero	4910	745000
A cielo abierto	1250	65000
Patatas	7500	165000
Hortalizas	18340	735000
Fresa	2950	130000
Judías verdes	4350	133500

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

Melón	2030	75000
Sandía	700	46000
Calabacín	1840	90500
Pimiento	1440	114600
Berenjena	430	13800
Guindilla	450	24400
Pepino	335	40100
Espárrago	390	3100
Bisalto	30	900
Guisante	1100	6500
Otras verduras	2295	56600
Total	32000	1710000

Fuente: Ministerio de Agricultura y Pesca Marítima

La superficie restante se destina al cultivo de verduras y hortalizas de temporada, que han producido cerca de 5 millones de toneladas de producción. El cultivo más extendido es el de patata (55 275 has y 1 371 560 t producidas). Le siguen el cultivo de cebolla (27 850 has, 662 140 t), melón (21 402 has, 661 800 t), sandía (16 200 has, 604 700 t), guisantes (15 835 has, 110 655 t), zanahoria (9 037 has, 246 995 t), habas tiernas (9890 has, 116 420 t) y calabacín (6977 has, 143 705 t). También se cultivan en cantidades significativas tomates, judías verdes, nabos, alcachofas, menta, coliflor, col, pimientos, berenjenas, pepinos, ajo y boniatos.

Verduras de temporada	Producción	Superficie
Patata	1371560	55275
Tomate	299705	8742
Cebolla	662140	27850
Melón	661800	21402
Sandía	604700	16200
Zanahoria	246995	9037
Nabo	94335	5335
Calabacín	143705	6977
Judías verdes	48680	3790
Habas tiernas	116420	9890
Guisantes	110655	15835

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

Alcachofas	60190	4130
Coliflor	48550	2135
Col	34825	1300
Pimiento	93220	5405
Berenjena	21005	1315
Pepino	48615	1280
Ajo	12570	1445
Menta	64605	2940
Boniatos	10895	625
Otros	226830	16292
Total	4982000	221000

Fuente: Ministerio de Agricultura y Pesca Marítima

En lo que respecta a la producción frutal, ocupa una superficie de 929 200 has, destinadas en su mayoría al cultivo del olivo (547 600 has). Le siguen las plantaciones de rosáceas (204 300 has, de las que en 144 200 has se cultivan almendros), los cítricos (88 100 has), las higueras (42 300 has) y las palmeras datileras (37 300 has). Por volumen de producción, el cultivo más fructífero es el de cítricos, con 1 238 000 t recolectadas en tan sólo 88 100 has de plantaciones. De ellos, las tres variedades más cultivadas son, por este orden, la clementina, la valencia (conocida en Marruecos como maroc-late) y la navelate. Le sigue la oleicultura, donde se recolectan 765 300 t de aceitunas, destinadas en su mayoría al encurtido y posterior consumo, pero también a la conserva industrial y a la fabricación de aceite. En tercer lugar se sitúa la producción de manzanas (404 300 t), seguida de la uva (346 100 t), el plátano (214 700 t) y los albaricoques (113 200 t). En otras especies frutales destaca la producción de melocotones y nectarinas (75 200 t), dátiles (72 700 t), higos (69 700 t), ciruelas (65 500 t), peras (38 300 t), membrillos (33 100 t), almendras (17 300 t), nueces (10 400 t), nísperos (7 700 t) y cerezas (6 700 t).

Producción frutal	Producción	Superficie
Olivo	765300	547600
Rosáceas	761300	204300
Almendro	17300	144200
Manzano	404300	26700
Peral	38300	3600
Membrillero	33100	3800
Albaricoquero	113200	11200

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

Melocotonero	75200	4900
Ciruelo	65500	8100
Cerezo	6700	1400
Níspero	7700	400
Palmera datilera	72700	37300
Cítricos	1238000	88100
Clementina	337000	24891
Navelate	202000	17308
Salustiana	46000	1250
Sanguina	71400	3236
Ortanique	14000	740
Maroc Late (o Valencia)	413000	23227
Nour	82000	5456
Otras variedades	72600	13251
Vid	346100	58000
Platanera	214700	5680
Higuera	69700	42300
Noguera	10400	5000

Fuente: Ministerio de Agricultura y Pesca Marítima

5.2. DATOS DE CARÁCTER GEOGRÁFICO

Por regiones, los cultivos se distribuyen de la siguiente manera:

- En el cultivo de cereales las principales regiones productoras son Chaouia-Ouardigha, Taza-Al Hoceima y Doukkala-Abda, con 1 millón de toneladas producidas cada una. Les sigue Meknès-Tafilalet, con 911 000 toneladas, Marrakech-Tensift-Al Haouz, con 860 000 toneladas, y el Gharb, con 790 000 toneladas.
- En el cultivo de verduras y hortalizas la principal región productora es Souss-Massa-Drâa, con 2,14 millones de toneladas en 25 500 has de cultivo. Le sigue Fez-Boulmane, con 1,6 millones de toneladas en 20 000 Has del cultivo, y en tercer lugar se sitúa la región de Doukkala-Abda, con 1,1 millones de toneladas producidas en 23 200 Has.
- En el cultivo de cítricos la región de mayor cultivo es el Gharb, donde se recolectan 1,38 millones de toneladas en 39 300 Has. Le siguen Souss-Massa-Drâa, con 864 000 toneladas en 34 000 Has de cultivo, el Oriental, con 528 000 toneladas en 19 400 Has, y Tadra-Azilal, con 424 000 toneladas y 16 200 Has destinadas a este cultivo.

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

- El sector olivarero predomina en Marrakech-Tensift-Al Haouz, con 861 000 toneladas de aceitunas recolectadas en 172 000 Has de cultivo. La segunda región productora es Taza-Al Hoceima-Taounate, donde se han producido 660 000 toneladas en 318 500 Has de cultivo. En tercer lugar se encuentra Fez-Boulmane, con 540 000 toneladas y 120 000 Has de olivar, y finalmente Meknès-Tafilalet, con 86 400 has y 413 000 toneladas recolectadas.
- Los cultivos azucareros predominan en el Gharb, con 3,16 millones de toneladas recolectadas en 47 000 Has de cultivo, en Doukkala-Abda, con 1,5 millones de toneladas y 20 000 Has cultivadas, y en tercer lugar Tadla-Azilal, con 1 millón de toneladas y 17 500 has de cultivo.



6. ANÁLISIS DE LA DEMANDA

6.1. TENDENCIAS GENERALES DE CONSUMO

Con carácter previo al estudio de las tendencias de consumo de productos agrícolas en Marruecos, hay que recordar que, dada la excesiva fragmentación de las explotaciones agrícolas, hay que distinguir tres tendencias diferenciadas a nivel de consumo de los productos agrícolas:

- En el caso de las pequeñas explotaciones, predomina el autoconsumo y sólo un pequeño porcentaje de la producción se destina al mercado y a satisfacer la demanda ajena, integrada a su vez por particulares que realizan sus transacciones en pequeños mercados o al aire libre.
- En el caso de las explotaciones de mediano tamaño, un mayor porcentaje de la producción se destina al mercado o es adquirida por intermediarios para su comercialización o exportación al exterior.
- En el caso de las grandes explotaciones, la casi totalidad de la producción está destinada al mercado, principalmente mayorista, y de ella, un alto porcentaje se destina a la exportación. Ésta última es la demanda que puede resultar interesante a nivel de inversión para empresas españolas.

Tamaño de las explotaciones y grado de inserción en el mercado:

Tamaño de las explotaciones	% comercializado
Sin SAU	42,2 %
< 5 has	64,4 %
5 > 20 has	86,3 %
20 > 50 has	95,9%
> 50 has	94,9 %
Conjunto	63,8 %

Fuente: EL KHYARI, Thami: Le Développement du Capitalisme dans l'Agriculture Marocaine. Rabat : Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II. 2009.

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

En el caso de los cereales, el Estado controla la evolución del abastecimiento de cereales en el país a través de la Administración Nacional Interprofesional de los Cereales y las Leguminosas (ONICL). En casos excepcionales, se puede encomendar a este organismo que efectúe, o haga efectuar, compras y ventas e importaciones, así como el almacenamiento, el transporte y la transformación de estos productos.

El almacenamiento, la comercialización y los precios de los cereales están liberalizados desde 1996. No obstante, debido a la existencia de un contingente sobre las harinas subvencionadas (denominadas "harinas nacionales") de trigo blando (10 millones de quintales al año) y al encarecimiento de los precios mundiales del trigo, y a fin de estabilizar los precios de las harinas y del pan, la comercialización del trigo blando está sujeta a un régimen específico, cuyos detalles son fijados al comienzo de cada campaña por orden anual conjunta de los Ministerios del Interior, de Economía y Finanzas y de Agricultura y Pesca Marítima.

La mayor parte del trigo blando producido se vende a los compradores industriales (molinerías y organismos de almacenamiento) al precio de referencia de compra del trigo blando (280 dh/QI en la campaña 2010-2011 frente a 270 DH/QI en la campaña 2009-2010). Los organismos de almacenamiento (cooperativas agrícolas marroquíes y comerciantes) se benefician de una prima de 2 dirhams por quintal que el Estado otorga para todas las cantidades de trigo blando de producción nacional recolectadas con el fin de estabilizar los precios. La prima se concede cada 15 días, sobre la base de los volúmenes declarados. Para el período comprendido entre el 1 de junio y 31 de agosto se abona la prima en su totalidad; después se reduce un 7% cada 15 días. Los organismos de almacenamiento pueden vender el trigo blando a las molinerías para la producción de harinas no subvencionadas o participar en la licitación organizada por la ONICL para el abastecimiento de trigo necesario para la fabricación de harinas subvencionadas.

En el caso de la licitación, el precio ofrecido comprende la prima de almacenamiento, los costos de transporte y el margen de intervención del organismo de almacenamiento. Una comisión elige las molinerías que van a moler el trigo para obtener las harinas nacionales (en función de las necesidades de las localidades). Las cantidades de trigo blando adjudicadas deben ser distribuidas a las molinerías con arreglo al programa establecido por la ONICL y al precio de referencia de entrada en el molino. Las molinerías ceden a los comerciantes las harinas resultantes, destinadas a los sectores desfavorecidos de la población, y su precio de venta por los comerciantes se fija por el Estado. El costo de transporte de este trigo es asumido por el Estado sobre la base de las tarifas aplicadas por la Sociedad Nacional de Transporte y Logística (SNTL).

El Estado ya no interviene en la fijación de los precios de los insumos, aunque, con carácter excepcional, en caso de sequía y de sostenimiento de los precios de venta de las semillas de cereales certificadas (trigo blando, trigo duro y cebada), fija los precios máximos de su recompra. Se utilizan dos tipos de subvenciones: a la producción (ayuda a los gastos de almacenamiento de las semillas comercializadas por las sociedades de semillas por un importe medio anual de 10 millones de dirhams) y a la utilización (únicamente en año de sequía).

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

En lo que respecta a la distribución de frutas y hortalizas frescas, cabe destacar que es una actividad mayoritariamente informal, desarrollada en mercados al aire libre y pequeños comercios de venta al detalle de productos de temporada. Las mercancías se ofrecen escasamente acondicionadas, sin un proceso intermedio de selección, clasificación o empaquetado. Hay que destacar la inexistencia de bolsas o envoltorios para la comercialización de verduras, frutas y hortalizas, por lo que existen oportunidades de negocio en este sector de actividad. Asimismo y en los mercados al por mayor, escasean las cámaras frigoríficas para la conservación de estas mercancías.

6.2. PRECIOS MEDIOS

El juego de la oferta y la demanda determina el precio de los productos agrícolas, excepto en el caso de los cereales sujetos a precio de referencia, en los que el precio viene fijado anualmente mediante Decreto. Los precios medios de la última campaña con datos consolidados¹² han sido los siguientes:

Cereales	Dh/kg	Leguminosas	Dh/kg
Trigo duro	4,03	Habas	5,06
Trigo blando	3,16	Guisantes	6,14
Cebada	2,99	Lentejas	8,83
Maíz	3,09	Garbanzos	7,05
Avena	3,69	Guijas	3,70
Sorgo	2,98	Alubias	8,99
Hortalizas	Dh/kg	Frutos	Dh/kg
Tomate	2,04	Olivas	5,06
Patata	2,09	Almendras	48,02
Cebolla	1,46	Uvas	4,40
Oleaginosas	Dh/kg		
Girasol	4,46	Cacahuete	8,80

Fuente: Annuaire Statistique du Maroc

En lo que respecta a los precios en los mercados internacionales y en lo relativo a los cereales, tras la tendencia bajista de los dos últimos años, se aprecia un fuerte

¹² Campaña agrícola 2007-2008

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

encarecimiento a partir del mes de julio de este año 2010, debido en parte a las decisiones adoptadas por algunos países de frenar sus exportaciones. Rusia, 3º exportador mundial de trigo, ha perdido parte de su cosecha debido a la sequía y numerosos incendios; Canadá vio alterado el periodo de siembra por fuertes lluvias, la sequía ha generado bajos rendimientos en Australia y ciertas regiones de Europa. Estos factores han hecho que el precio del trigo se incremente un 44% en el primer semestre de 2010, hasta alcanzar en los mercados internacionales un precio de 250 \$/t. En el caso del maíz, ha aumentado un 14%, hasta los 168 \$/t, y en el caso de la soja se ha incrementado un 115 (417 \$/t). El arroz, por el contrario, se ha depreciado un 4% en el último mes un 20% en lo que va de año 2010, y actualmente se comercializa a 458\$/t.

6.3. EXPORTACIONES. LOCALIZACIÓN GEOGRÁFICA DE LOS PRINCIPALES MERCADOS

Marruecos exporta cítricos, tomates frescos, legumbres y hortalizas (frescas, congeladas o en salmuera), frutas (frescas, congeladas o en salmuera), conservas de legumbres y hortalizas, patatas, así como zumos de fruta y aceite de oliva. Existen 150 industrias de conservas de frutas y hortalizas que dan empleo a casi 18 000 personas. El principal destino es la UE, en especial Francia. El Estado concede, entre otras cosas, subvenciones de 1 a 4,5 dirhams por kg según el lugar de destino, para el fomento de las exportaciones de frutas, verduras y hortalizas. En el último año (2009) se aprecia un descenso de las cantidades exportadas en todos estos productos salvo en el caso de los tomates, que se han mantenido estables.

Productos	2008			2009			Evolución
	Peso (1000 t)	Valor (MDH)	Precio medio (dh/t)	Peso (1000 t)	Valor (MDH)	Precio medio (dh/t)	2009/2008 (%)
Hortalizas fuera de temporada	655,2	4 223,5	6 446	526,2	3 766,6	7 158	-10,8
• Tomates frescos	346,2	2 035,9	5 880	323,1	2 048,4	6 339	0,6
• Verduras frescas, congeladas o en salmuera	251,9	2 004,7	7 958	192,8	1 675,1	8 688	-16,4
• Patatas (salvo de siembra)	57,1	182,9	3 203	10,3	43,1	4 172	-76,4
Cítricos	608,1	3 226,9	5 307	402,5	2 256,7	5 607	-30,1
Fruta fresca, congelada o en salmuera	177,5	1 718,0	9 677	133,6	1 301,8	9 742	-24,2

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

Conservas de verduras	81,4	1 473,2	18 090	74,9	1 347,3	17 985	-8,5
TOTAL	2 175,0	26 197,7	12 045	1 840,8	23 940,3	13 005	-8,6

Fuente: Balanza Comercial 2009

Los principales destinos son los siguientes:

- En el caso de las verduras frescas, España, Francia y Países Bajos.

	2007		2008		2009	
	Peso (1000 t)	Valor (MDH)	Peso (1000 t)	Valor (MDH)	Peso (1000 t)	Valor (MDH)
España	111,6	819,9	103,6	734,6	73,9	592,7
Francia	128,1	959,8	99,1	741,6	74,1	539,1
Países Bajos	10,3	108,5	20,9	227,1	18,5	232,4
Italia	4,6	71,1	4,5	80,7	5,1	83,3
Otros	31,1	266,9	23,8	220,7	21,2	227,6
TOTAL	285,7	2 226,2	251,9	2 004,7	192,8	1 675,1

Fuente: Balanza Comercial 2009

- En el caso de los tomates frescos, la mayor parte de la exportación se dirige a Francia; también a otros países (España, Suiza) en menor proporción.

	2007		2008		2009	
	Peso (1000 t)	Valor (MDH)	Peso (1000 t)	Valor (MDH)	Peso (1000 t)	Valor (MDH)
Francia	290,6	1 632,2	251,8	1 542,3	257,9	1 662,1
España	29,9	149,9	26,8	157,4	14	107,4
Suiza	14,5	87,4	11,9	75,7	8,8	64,1
Rusia	21,8	108,6	28,3	112,9	11,8	60,6
Otros	35,6	179,8	27,4	147,6	30,6	154,2
TOTAL	392,4	2 157,9	346,2	2 035,9	323,1	2 048,4

Fuente: Balanza Comercial 2009

- En el caso de los cítricos, el primer país destinatario es Rusia, seguido de los Países Bajos, Canadá, Gran Bretaña y Francia.

	2007	2008	2009
--	------	------	------

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

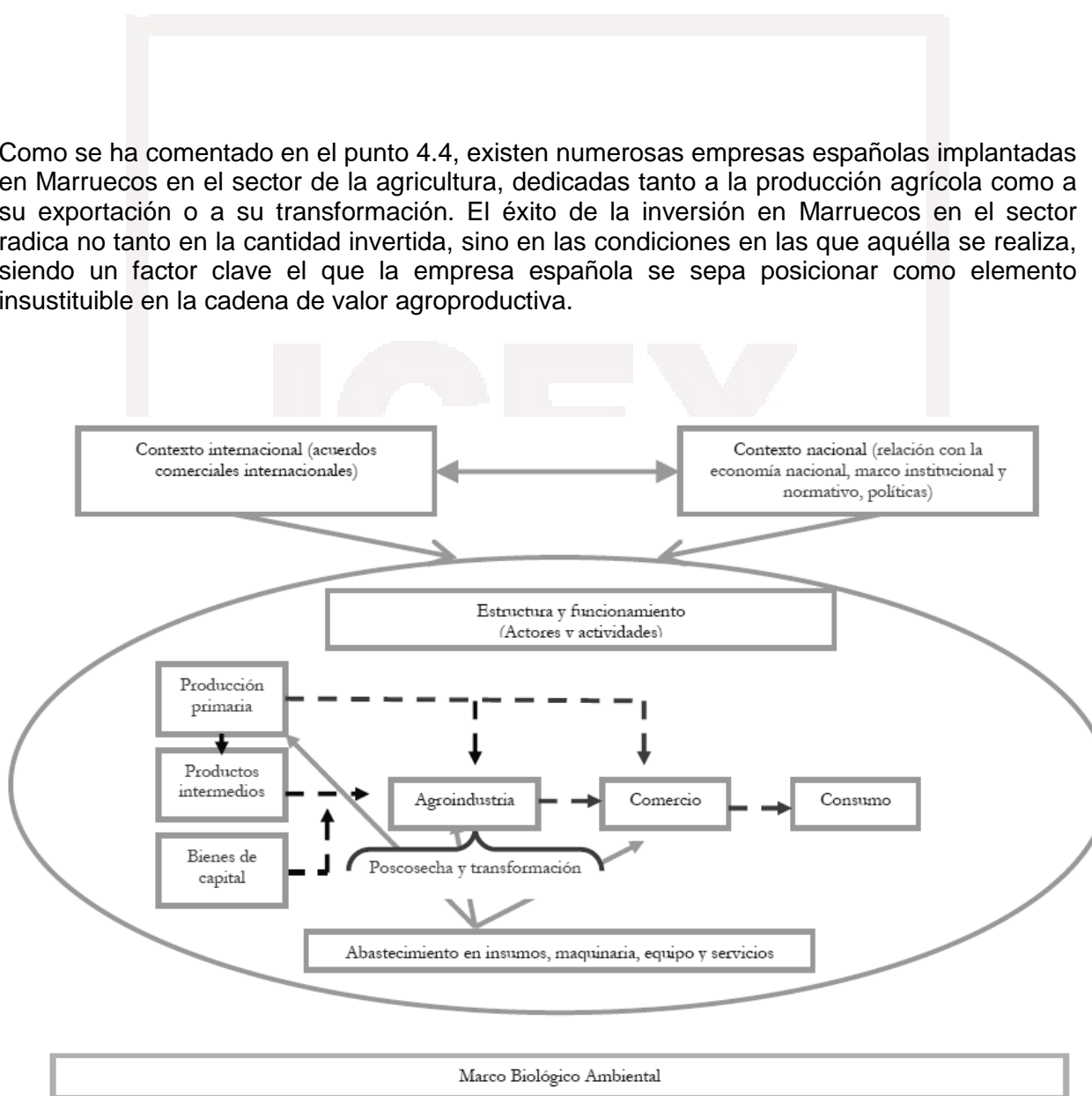
	Peso (1000 t)	Valor (MDH)	Peso (1000 t)	Valor (MDH)	Peso (1000 t)	Valor (MDH)
Rusia	297,1	1 276,9	281,8	1 528,4	163,3	918,1
Países Bajos	71,7	336	85,8	401,3	68,6	372
Canadá	57,8	627,8	46	240,7	40,1	283,3
Francia	40,1	217,4	65,2	404	24,9	164,5
Gran Bretaña	40,6	180,6	47	228,9	29,4	142,3
Suecia	12,3	54	8,8	47,5	8,1	36,9
Lituania	11	48	12,4	62,5	6,4	32,8
Otros	63,1	279,2	61,1	313,6	61,7	306,8
TOTAL	593,7	3 019,9	608,1	3 226,9	402,5	2 256,7

Fuente: Balanza Comercial 2009

ICEX

7. OPORTUNIDADES Y RIESGOS PARA LA EMPRESA ESPAÑOLA

Como se ha comentado en el punto 4.4, existen numerosas empresas españolas implantadas en Marruecos en el sector de la agricultura, dedicadas tanto a la producción agrícola como a su exportación o a su transformación. El éxito de la inversión en Marruecos en el sector radica no tanto en la cantidad invertida, sino en las condiciones en las que aquélla se realiza, siendo un factor clave el que la empresa española se sepa posicionar como elemento insustituible en la cadena de valor agroproductiva.



Fuente: FAO

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

La cadena agroproductiva está compuesta por una serie de eslabones (producción, cosecha, comercialización, transporte y almacenamiento, transformación industrial, distribución final y consumo) en la que, con frecuencia, la fase de producción o cultivo es la que aporta menor valor añadido.

Los actores que intervienen en cada uno de estos eslabones no son homogéneos, por el contrario, hay grandes diferencias entre ellos que normalmente se reflejan en el modo de sus relaciones y en el tipo de relaciones que establecen entre sí:

- En el eslabón primario se encuentran simultáneamente pequeños, medianos y grandes productores con grandes diferencias por tamaño de explotación, tecnologías aplicadas y rendimientos logrados. Normalmente los que tienen menor acceso a factores de producción (terrenos, capital, tecnología), se ponen en relación con comercializadores informales y, éstos a su vez, con pequeños y medianos centros de consumo o pequeñas y medianas industrias, que continúan actuando dentro de una cadena de informalidad. En paralelo, los que mayor acceso tienen a los factores productivos, se ponen en relación con otros actores de la cadena de condiciones similares, en donde hay necesidad de cumplir con normas y exigencias de calidad y de seguridad en los productos, que acaban siendo adquiridos por consumidores de medianos y altos ingresos.
- En el eslabón de la comercialización intermedia aparecen oferentes de servicios de transporte y almacenamiento, así como intermediarios de industrias y supermercados, en las cadenas articuladas a mercados internos. En el caso de los mercados internacionales, aparecen exportadores y prestadores de servicios de logística. Entre estos actores también hay diferencias según el capital, las tecnologías empleadas y la calidad y seguridad de los servicios.
- En el eslabón industrial existe una gran heterogeneidad, no sólo vinculada con la tradicional clasificación entre grandes, medianas, pequeñas y micro empresas, según indicadores de inversión, mano de obra ocupada o nivel de ventas, sino también por su localización y grado de participación de productores y población rural, por las actividades que desarrollan, ya sean de conservación o de transformación, por el nivel de complejidad de las operaciones que aplican y por los productos que elaboran.
- En la distribución final aparecen cada vez con mayor importancia los supermercados y otras grandes superficies. Coexisten con ellos los pequeños y medianos negocios de comercialización, que permanecen porque logran ofrecer servicios asociados con atención personalizada, crédito, cercanía a los consumidores, entre otros. Las relaciones de los eslabones de producción primaria y de industrialización con los supermercados son complejas, implican no sólo la transacción comercial, sino aspectos como rotación de los productos, publicidad, promociones de precios, cumplimiento de normas especiales de calidad y formas de pago, entre otros.
- En el componente de consumo, aparecen los diferentes tipos de consumidores según su nivel de ingresos y capacidad de compra, o los asociados con nichos especiales de mercado (cultivos biológicos, etc.)

Otros actores que participan directamente en las cadenas, aun cuando los productos de ellas no pasen por sus manos, son:

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

- Los productores y oferentes de insumos para la actividad agropecuaria, tales como semillas, fertilizantes, herbicidas, plaguicidas, etc.
- Proveedores de maquinaria agrícola e industrial, ya sea en venta o en alquiler.
- Productores y proveedores de insumos e ingredientes para la industria (embalajes, saborizantes, colorantes y demás elementos requeridos para el proceso de transformación).
- Oferentes de servicios de apoyo técnico (ingeniería, asistencia técnica, investigación) y financieros (crédito y capitalización).
- Por último están los actores indirectos, generalmente representados por las administraciones y entes públicos nacionales que hemos mencionado en el apartado 3.4 de este estudio.

Pues bien, cada empresa ha de estudiar con detalle en qué eslabón de esta cadena posee mayor experiencia y mejores conocimientos y relaciones comerciales para posicionarse en el sector, rentabilizar su *know how* y diferenciarse de posibles competidores ya instalados.

Las características del país hacen que existan oportunidades en el sector agrícola y agroindustrial: la climatología, la fertilidad del suelo en algunas regiones, los bajos costes salariales y de otros factores de producción, las políticas públicas incentivadoras de la inversión en el país, etc. A ello hay que añadir los ya mencionados acuerdos comerciales con numerosos países y organizaciones internacionales y, en particular, con la UE, donde el Estatuto Avanzado otorga a Marruecos una posición comercial privilegiada, equiparándolo en algunos aspectos a cualquier país miembro de la UE. El nuevo acuerdo agrícola entre la UE y Marruecos, cuya fecha de ratificación por ambas partes no está aún concretada, aunque se espera que se produzca a partir de octubre de 2010, fijará sus relaciones comerciales en materia de agricultura en los próximos años.

8. BIBLIOGRAFÍA

- Africa Competitiveness Report 2009*. World Economic Forum. 2009.
- Agriculture 2030, Quels Avenirs pour le Maroc ?* Rabat: Haut Commissariat au Plan.
- ALLALI, K. - *Externalités Environnementales de l'Agriculture au Maroc*.
- Annuaire Statistique du Maroc (2009)*. Rabat: Haut-Commissariat au Plan. 2010.
- BAJEDDI, Mohammed: *Développement Agricole et Régimes Fonciers au Maroc*.
- Balance Commerciale Provisoire du Maroc*. 2009
- BAQUERO, Margarita y BLANCO, Marvin: "Sistema agroproductivo, cadenas y competitividad", en *Curso de Gestión de Agronegocios en Empresas Asociativas Rurales*. FAO.
- Country Report: Morocco*. London: Economist Intelligence Unit. 2009.
- EL KHYARI, Thami: "Le Développement du Capitalisme dans l'Agriculture Marocaine" en *Cahiers Options Méditerranéennes*. 2009.
- Examen de las Políticas Comerciales del Reino de Marruecos*. Organización Mundial del Comercio. 2009.
- Investir au Maroc*. Rabat: Agence du Partenariat pour le Progrès & United States Millenium Challenge Corporation.
- JOUVE, Anne-Marie: *Cinquante ans d'Agriculture Marocaine*. 2000.
- JOUVE, Philippe: "Un Modèle d'Aménagement Hydro-Agricole: Le cas des Grands Périmètres irrigué Marocains" en *Cahiers Options Méditerranéennes* vol. 36.
- Les Aides Financières de l'État*. Rabat : Fonds de Développement Agricole.2010.
- MORÉ, Iñigo: *Desamortización agrícola en Marruecos*. Real Instituto Elcano de Estudios Internacionales y Estratégicos, 2004.
- Plan d'Emergence Industrielle*. Gouvernement du Maroc.
- Plan Maroc Vert y Plans Agricoles Regionales*. Gouvernement du Maroc.
- Plan Maroc Vert. Premières Perspectives sur la Stratégie Agricole*. Rabat: Ministère de l'Agriculture du Maroc. 2008.

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

Plan Maroc Vert. Spécial La Vie Éco. Rabat: La Vie Éco. 2009

Tendances des Marchés des Produits de Base N° 5/10. Rabat: Directions des Études et des Previsions Financières. Agosto 2010.

The Global Competitiveness Report 2009-2010. World Economic Forum. 2010.

TORRENS, María: *El Sector de Invernaderos en Marruecos.* Casablanca: Oficina Económica y Comercial de España en Casablanca. 2006.

VAN WERSCH, Herman J.: "Rural Development in Morocco: Operation Labour" in *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 17, Chicago: The University of Chicago Press. 1968. p. 33-49.

Entrevistas: M. Said Bara, Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime; M. Abderrahim Benyassine, Agence de Développement Agricole; Mlle. Azzouha El Arrak, Región de Oued-Ed-Dahab-Lagouira; Mme. Nisrine Alami, Región de Tanger-Tetouan; M. Mohamed Mbirkat, Región de Laayoune-Boujdour-Sakia El Hamra; M. Mohammed El Majdoub, Región de Gharb-Chrarda-Bni Hssen; M. Mohammed Lamkadmi, Región de Chaouia-Ouardigha; M. Imad Nejdi, Región de Marrakech-Tensift-Al Haouz; M. Hamid Berhil, Región de L'Oriental; M. Salah Mounir, Región de Rabat-Sale-Zemmour-Zaers; M. Mohammed Khallouk, Región de Tadla-Azilal; M. Adnan, Región de Meknes-Tafilalt; M. Mohamed Toumy, Región de Taza-Al Hoceima-Taounate.

ICEX

9. ANEXOS

9.1. DIRECCIONES DE INTERÉS

Ministerio de Agricultura y Pesca Marítima

Avenue Mohamed V, Quartier Administratif-Place Abdellah Chefchaoui, BP: 607, Rabat

Tél. 0537-76-01-02, 0537-76-09-93/33, 0537-76-31-20, 0537-76-13-71 à 74, 0537-76-13-99,

Fax 0537-76-38-78

Cabinet du Ministre Tél. 0537-76-26-36, 0537-76-42-77,76-05-29, Fax 0537-76-46-12

Secrétariat Général (SG) Tél. 0537-76-41-37/40, 0537-76-31-55, Fax 0537-76-50-81

Division de la Coopération (DC) Tél.0537-76-48-91, 0537-76-71-78, 0537-76-08-25,
Fax 0537-76-58-48

Inspection Générale de L'Agriculture (IGA) Tél. 0537-76-94-31, 0537-76-28-97, Fax
0537-76-00-30

Conseil Général du Développement Agricole (CGDA) Tél. 0537-56-32-24, Fax 0537-
56-32-26

Direction des Affaires Administratives et Juridiques (DAAJ) Tél. 0537-76-12-04, 0537-
76-42-70, Fax 0537-76-48-92

Direction des Ressources Humaines (DRH) Tél.0537-76-98-58, 0537-76-63-24, 0537-
76-40-12 , Fax 0537-76-54-87

Administration du Génie Rural (AGR) Tél. 0537-69-41-33, 0537-69-00-60, Fax 0537-
69-00-15

Direction des Aménagements Hydro-Agricoles (DAHA) Tél. 0537-69-42-00, Fax 0537-
69-00-14

Direction des Aménagements Fonciers (DAF) Tél. 0537-69-00-60, 0537-69-41-
33/19/33, Fax 0537-84-34

Direction du Développement et de la Gestion de l'Irrigation (DDGI) Tél. 0537-69-00-60,
0537-69-41-11/19/33, Fax 0537-68-84-40

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

Direction des Entreprises Publiques Agricoles et des Associations Professionnelles (DEPAAP) Tél. 0537-76-55-15, 0537-76-62-36, Fax 0537-76-13-64

Direction de l'Enseignement, de la Recherche et du Développement (DERD) Tél. 0537-77-64-50, 0537-77-69-24/25, 0537-77-43-34, Fax 0537-77-81-82, 0537-77-46-67

Direction de la Programmation et des Affaires Economiques (DPAE) Tél. 0537-69-02-15/16/00, 0537-69-84-07/08, Fax 0537-69-84-01/07/08

Direction de la Production Végétale (DPV) Tél. 0537-76-58-71, 0537-76-04-23, 0537-76-18-35, Fax 0537-76-15-57

Direction de la Protection des Végétaux, des Contrôles Techniques et de la Répression des Fraudes (DPVCTRF) Tél. 0537-69-03-75, 0537-69-11-87, Fax 0537-29-75-44

Agence pour le Développement Agricole

103, Av. Fal Ould Omeir Agdal – Rabat

Tel : (+212) 537 27 65 41/43 Fax : (+212) 537 67 09 94

<http://www.ada.gov.ma>

Office National de Sécurité Sanitaire des Produits Alimentaires

Avenue Hadj Ahmed Cherkaoui, Agdal – Rabat

Tél : 00 212 5 37 68 13 51 / 00 212 6 75 39 94 51 Fax : 00 212 5 37 68 20 49

<http://www.onssa.gov.ma/>

Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie

Angle Avenue My Youssef et Avenue My Hassan 1er - Rabat.

Tél.: 06 60 10 26 83/84/85 Fax: 06 65 10 42 56

<http://www.acfcc.gov.ma>

Office Régional de Mise en Valeur Agricole des Doukkala (ORMVAD)

Tél. 0523-34-36-19, 0523-34-22-75/70/71/76, 0523-35-33-44, Fax 0523-34-22-72

Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb (ORMVAG)

Tél. 0537-37-45-03, 0537-37-45-02, 0537-37-42-42, 0537-37-42-43, Fax 0537-37-43-86

Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Haouz (ORMVAH)

Tél. 0524-44-95-97, 0524-44-96-50, 0524-43-14-09, 0524-43-19-23, Fax 0524-44-97-93

Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Loukkos (ORMVAL)

Tél. 0539-91-86-76, 0539-91-90-28, 0539-91-81-97, 0539-91-89-29, Fax 0539-91-82-03

Office Régional de Mise en Valeur Agricole de Moulouya (ORMVAM)

Tél. 0536-61-25-32, 0536-61-26-28, 0536-61-27-28, 0536-61-28-28, 0536-61-34-68, Fax 0536-61-29-28

Office Régional de Mise en Valeur Agricole de Ouarzazate (ORMVAO)

Tél. 0524-88-26-87, 0524-88-26-14/02, 0524-88-25-61, Fax 0524-88-34-42

Office Régional de Mise en Valeur Agricole de Souss-Massa (ORMVASM)

Tél. 0528-84-08-16, 0528-84-01-12/71, 0528-84-67-86/87, 0528-84-08-27, Fax 0528-84-65-21

Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Tadla (ORMVAT)

Tél. 0523-43-50-23/48/35, 052343-51-36, Fax 052343-50-18, 052343-50-22

Office Régional de Mise en Valeur Agricole de Tafilalet (ORMVATf)

Tél. 0535-57-24-33/83, 0555-57-25-04, Fax 0535-57-22-52

Agence du Bassin Hydraulique du Souss Massa-Agadir

Avenue MY Abdellah BP 432 80000 Agadir-Maroc

Tél : +212 5 28 84 25 51 / +212 5 28 84 39 59 Fax : +212 5 28 84 20 82

Agence du Bassin Hydraulique du Moulouya-Oujda

BP 703, Bd Hassan Loukili Oujda-Maroc

Tél : +212 5 36 68 45 13 / +212 5 36 68 68 99 Fax : +212 5 36 68 38 48

Agence de Bassin hydraulique du Loukkos-Tétouan

Avenue Al Massira, B.P. 616 Tétouan-Maroc

Tél : +212 5 39.99.45.67 / +212 5 39.99.45.72 Fax : +212 5 36 68 38 48

Agence du Bassin Hydraulique de l'Oum Er Rbia- Beni Mellal

Oficina Económica y Comercial de la Embajada de España en Rabat

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

BP: 511 Beni Mellal-Maroc

Tél : +212 5 23 48 23 55 / +212 5 23 48 28.55/ +212 5 23 48 37.13 Fax : +212 5 23 48 94 15

Agence du Bassin Hydraulique du Sébou- Fès

BP 2101 Rue Abou Al Alae Al Maâri, en face de l'école LAFONTAINE Fès VN-Maroc

Tél : +212 5 35 64 29 97 / +212 5 35 64 29 98 Fax : +212 5 35 64 04 44

Agence du Bassin Hydraulique du Tensift-Marrakech

Av. Jnane El Harti Bp: 2388 – Marrakech –Maroc

Tél : +212 5 24 44 89 64 Fax : +212 5 24 43 56 20

Complexe Horticole d'Agadir (CHA)

Tél. 0528-24-01-55/24-10-06, Fax 0528-24-22-43

<http://www.iavcha.ac.ma/>

Institut National de la Recherche Agronomique (INRA)

Tél. 0537-77-28-17, 0537-77-16-71, 0537-77-26-08/18/54/42/46, 0537-77-09-55, Fax 0537-77-73-55, 0537-77-00-49

<http://www.inra.org.ma/>

Service des Essais, des Expérimentations et de la Normalisation (SEEN)

Tél. 0537-69-84-32, Fax 0537-69-84-32

Ecole Nationale d'Agriculture de Meknès (ENAM) et Centre National d'Etudes et de Recherches en Vulgarisation (CNERV)

Tél. 0535-30-02-39/40/41, Fax 0535-30-02-37/38

<http://www.enameknes.ac.ma/>

Ecole Nationale Forestière d'Ingénieurs (ENFI)

Tél. 0537-86-37-04, 0537-86-11-49, 0537-86-37-04, 0537-86-38-06, 0537-86-22-04, Fax 0537-86-11-49

<http://www.enfi.ac.ma/>

Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II (IAV Hassan II)

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

Tél. 5037-77-17-45/58/59, 0537-77-07-92, 0537-77-43-52, 0537-77-09-35, Fax 0537-77-81-10, 0537-77-58-38

<http://www.iav.ac.ma/>

Laboratoire Officiel d'Analyses et de Recherches Chimiques (LOARC)

Tél. 0522-30-20-02/07, 0522-30-21-96/98, Fax 0522-30-19-72

<http://www.loarc.co.ma/>

Société des Silos Portuaires (SOSIPO)

Tél. 0522-20-01-50, 0522-20-01-49, 0522-27-42-07, Fax 0522-26-25-94

<http://www.sosipo.com/>

Compagnie Marocaine de Commercialisation des Produits Agricoles (COMAPRA)

Tél. 0537-70-11-18, 0537-70-13-04, 0537-70-12-01, 0537-70-16-24, Fax 0537-70-64-57

Etablissement Autonome de Contrôle et de Coordination des Exportations (EACCE)

Tél. 0522-30-51-04, 0522-30-81-22, 0522-30-61-98, 0522-30-51-68, Fax 0522-30-25-67

<http://www.eacce.org.ma/>

Office National Interprofessionnel des Céréales et Légumineuses (ONICL)

Tél. 0537-70-14-41, 0537-70-17-35, 0537-70-53-07, 0537-70-54-15, 0537-70-13-66, 0537-70-49-02, Fax 0537-70-13-93, 0537-70-96-26

<http://www.onicl.org.ma/>

Société Nationale de Commercialisation des Semences (SONACOS)

Tél. 0537-76-14-64/76, 0537-76-24-89, Fax 0537-76-03-86, 0537-76-15-04

<http://www.sonacos.ma>

Société de Développement Agricole (SODEA)

Tél. 0537-77-08-25, 0537-77-74-50, 0537-77-08-13, 0537-77-74-26, 0537-77-04-84/66, Fax 0537-77-64-06, 0537-77-47-98, 0537-77-15-14

Société de Gestion des Terres Agricoles (SOGETA)

Tél. 0537-77-28-34/35/36/37, 0537-77-27-78/69, Fax 0537-77-27-65

Société de Productions Biologiques, Pharmaceutiques et Vétérinaires (BIOPHARMA)

Tél. 0537-69-16-92, 0537-69-16-92, 0537-69-04-54, Fax 0537-69-16-89

Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCA)

Tél. 0537-73-13.53, 0537-72-78-58, 0537-73-25-55, 0537-73-13-58, 0537-72-59-20, 0537-72-03-94, Fax 0537-70-30-02, 0537-73-25-80

<http://www.creditagricole.ma/>

MAMDA MCMA (Mutuelle Agricole Marocaine d'Assurances)

16, rue Abou Inane., Centre-Ville – Rabat

Tél : 05 37 76 78 00 / Fax : 05 37 70 10 49

Agence du Partenariat pour le Progrès

22, avenue Omar Ibn Khattab, 10090 Agdal, Rabat

Tél : 05 37 27 37 50 / Fax : 05 37 68 13 08

Agence Nationale pour la Promotion de la Petite et Moyenne Entreprise

10, rue Ghandi, Bp .211, Rabat, MAROC

Tél: 0537 26 26 25 Fax: 0537.70.76.95

Fédération Nationale de l'Agroalimentaire

Siège de la CGEM, 23 Boulevard Mohamed Abdou, Palmiers, 20340, Casablanca.

Tél.: 05 22 99 70 55 - Fax : 0 5 22 99 63 58

www.fenagri.org

Maroc Export

23, Rue Ibnou Majed El bahar, 20000 Casablanca

Tél: (212- 5 22).30.74.47./30.22.31/30.28.54/30.75.88/31.87.07/ 30.22.10

Fax: (212-5 22).30.17.93/45.05.57

<http://www.marocexport.ma>

Etablissement Autonome de Contrôle et de Coordination des Exportations

EL SECTOR DE LA AGRICULTURA EN MARRUECOS

72, Angle Bd Med Smiha et Rue Med El Baâmarani, Casablanca

Tél : 212 (522) 30.51.04 Fax : 212 (522) 30.25.67

<http://www.eacce.org.ma>

Societe Marocaine d'Assurance à L'exportation

24, Rue Ali Abderrazak - Casablanca 20100.

Tél. +212 (0) 22 98 20 00 Fax : +212 (0) 22 25 20 70

Un listado de empresas agroalimentarias puede consultarse en la siguiente página web:

<http://www.emergence.gov.ma/Es/MMM/Agroalimentaire/Pages/AnnuaireAgroalimentaire.aspx>



ICEX

L'AGRICULTURE MAROCAINE EN CHIFFRES



2010



المغرب الأخضر
LE MAROC VERT

ROYAUME DU MAROC



Ministère de l'Agriculture
et de la Pêche Maritime



SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI



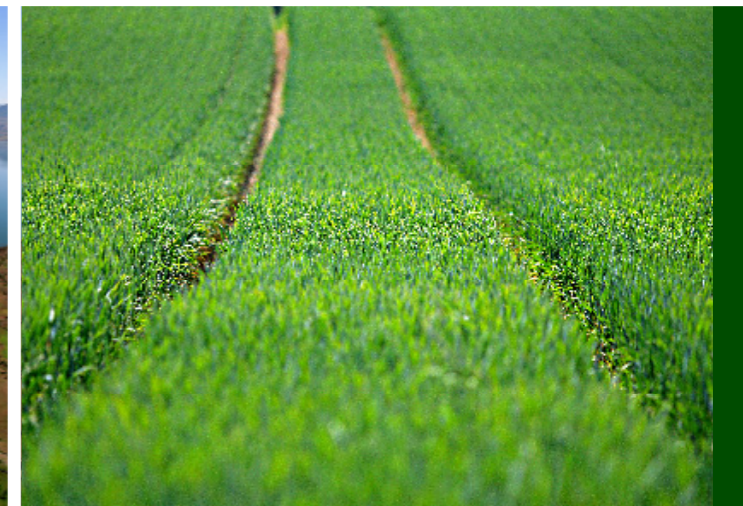
Faire de l'agriculture un moteur de croissance économique et un outil efficace de lutte contre la pauvreté rurale ; tel est l'objectif de la nouvelle stratégie Plan Maroc Vert. L'agriculture est réellement au centre des préoccupations de développement durable et de sécurité alimentaire. En plus de sa contribution à l'économie de près de 14%, son impact socioéconomique est largement supérieur grâce, notamment, à ses effets d'entraînement à l'amont (intrants agricoles) et à l'aval (agro-industrie) et à travers la consommation finale des ménages.

Par son mode de gouvernance structuré et responsable, le Plan Maroc Vert a créé une nouvelle dynamique dans le secteur agricole qui commence déjà à porter ses fruits. Au cours des trois dernières campagnes, un investissement estimé à 17 Milliards DH a été drainé dans le secteur. En outre, une valeur ajoutée additionnelle de près de 20 Milliards DHS a été réalisée entre la période 2005-07 et l'année 2010.

L'agriculture en chiffre 2010, présente, à travers les statistiques par filière de production, l'évolution des principaux indicateurs du secteur agricoles.

SOMMAIRE 2010

L'AGRICULTURE MAROCAINE EN CHIFFRES



CHIFFRES DU SECTEUR

6	Un trend haussier du PIB agricole
7	Un réservoir important d'emplois
8	Utilisation de la surface agricole utile
9	Irrigation
10	Exportations agricoles et alimentaires
11	Importations agricoles

FILIÈRES PHARES

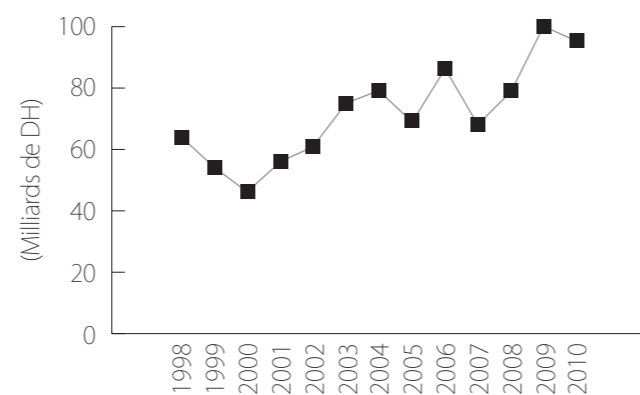
12	Céréales
14	Légumineuses
15	Cultures sucrières
16	Agrumes
18	Oliviers
20	Cultures maraîchères
22	Viandes rouges
24	Viandes blanches
26	Lait
28	Cultures oléagineuses
30	Agro industrie

LES CHIFFRES DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

UN TREND HAUSSIER DU PIB AGRICOLE



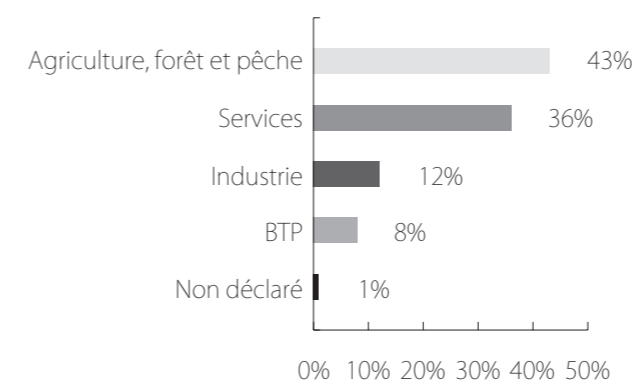
PRODUIT INTERIEUR BRUT DE LA BRANCHE AGRICOLE



Grâce aux efforts conjugués du département de l'Agriculture et des professionnels du secteur agricole, l'évolution du PIBA affiche un trend haussier depuis l'année 2000. La mobilisation active de tous les acteurs autour de la nouvelle stratégie Plan Maroc Vert, qui a replacé le secteur agricole au centre de l'économie en tant que moteur de la croissance, a permis au secteur agricole de montrer une forte résilience à la crise financière internationale.

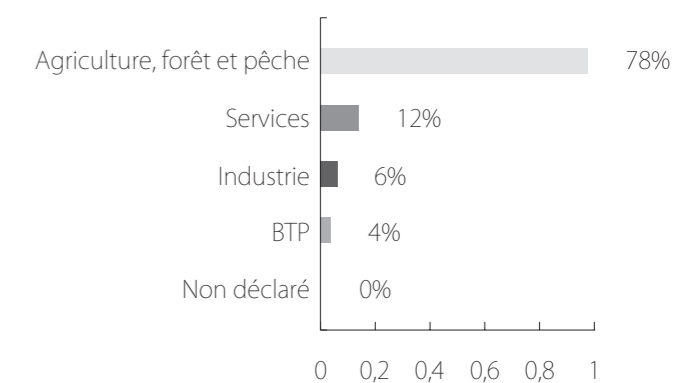


STRUCTURE DE L'EMPLOI
SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE



UN RÉSERVOIR IMPORTANT D'EMPLOIS

STRUCTURE DE L'EMPLOI
SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (emploi rural)



Sur le plan national, l'agriculture demeure le principal pourvoyeur d'emplois, suivi, loin derrière, par les autres secteurs économiques. En milieu rural, près des trois quart de la population active tire son revenu de la branche agricole. Les opportunités d'investissement dans le secteur agricole en milieu rural mises en relief par les objectifs du Plan Maroc Vert offriront davantage d'emploi aux populations rurales.

UTILISATION DE LA SURFACE AGRICOLE UTILE



D'une superficie de près de 8,7 millions d'hectares, la SAU est forte d'une richesse en systèmes agro-climatiques qui lui permet de produire une très large gamme de produits agricoles.

L'importance de la superficie des céréales (65% de la SAU) ainsi que la jachère (10% de la SAU), témoignent des énormes possibilités d'intensification et de reconversion.

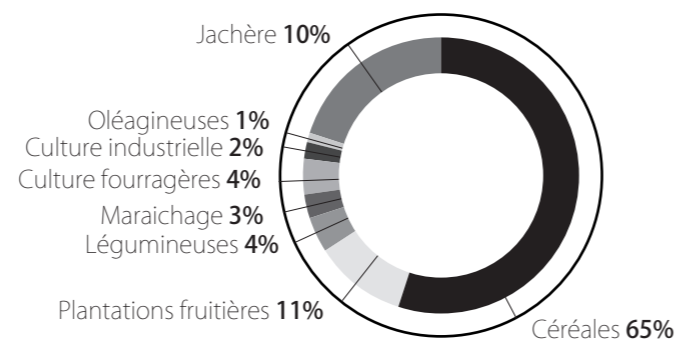
L'extension de la superficie céréalière s'est faite parfois sur des terres marginales rendant l'activité agricole encore plus précaire dans ces zones d'extension. La dominance de la SAU par les céréales rend l'agriculture faiblement diversifiée et par conséquent, plus vulnérable aux aléas climatiques avec toutes ses conséquences sur la variabilité de la production et la croissance du secteur.

Pour changer cette situation, le Plan Maroc Vert prévoit un ambitieux programme de reconversion des terres vers des utilisations plus valorisantes, notamment l'arboriculture fruitière et les plantations pastorales.

Ces potentiels sont, en outre, suggérés par les différentiels de rentabilité de la terre utilisée: alors que les céréales accaparent 65% de la SAU et ne participent au PIBA qu'à hauteur de 19%, le maraichage, avec seulement 3% de la SAU, contribue à hauteur de 13% du PIBA.

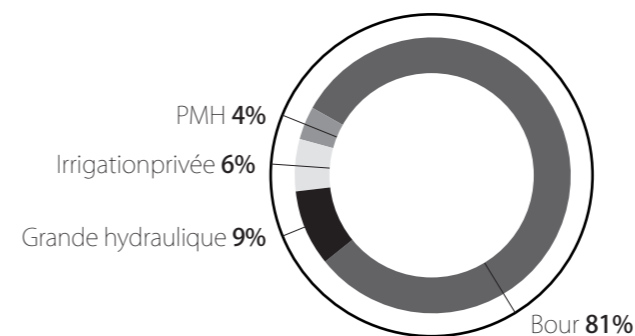
C'est dire le potentiel impressionnant de reconversion, conforté par ailleurs par la demande alimentaire nationale et celle de nos partenaires commerciaux.

UTILISATION DE LA SAU (en pourcentage)

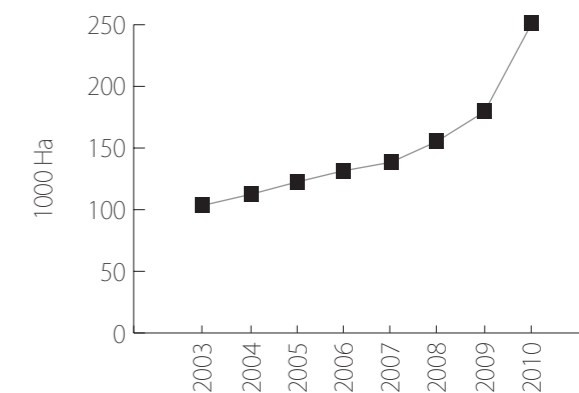


IRRIGATION

RÉPARTITION HYDRAULIQUE (en pourcentage)



ÉVOLUTION DE LA SUPERFICIE IRRIGUÉE EN LOCALISÉE (en 1000 Ha)



Sur les quelques 29 milliards de m³ de pluie utile que le Maroc reçoit en moyenne annuelle, le potentiel hydraulique mobilisable est estimé à 20 milliards de m³. 16 milliards à partir des eaux superficielles et 4 milliards en provenance des eaux souterraines. Ce taux très important, eu égard aux possibilités matérielles du pays, n'a été atteint que grâce à une mobilisation permanente derrière la politique des barrages dont nous cueillons aujourd'hui les fruits.

Néanmoins, conscient de la rareté relative de cette ressource, le gouvernement a mis en place une politique visant à en rationaliser l'utilisation.

Les superficies en irrigation localisée ont marqué une croissance continue depuis une décennie et sont promises à de fortes hausses avec le Plan Maroc Vert. Le dispositif incitatif prévoit de prendre en charge la totalité des coûts de la micro-irrigation pour les exploitations de moins de 5ha ou dans le cadre de l'agrégation.

L'objectif fixé dans le Plan Maroc Vert est la reconversion des superficies actuellement irriguées en gravitaire vers l'irrigation localisée est fixé à 550 000 Ha à l'horizon 2020.

EXPORTATIONS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

L'amélioration des exportations agricoles et alimentaires a toujours été l'un des objectifs fondamentaux de la politique agricole marocaine. Grâce à cette ténacité, ces exportations représentent aujourd'hui près de 12% des exportations nationales.

PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS (en milliards DH)

	2008	2009	2010
Exportations agricoles en valeur dont	15,2	13,9	15,8
Agrumes	3,2	2,5	2,8
Légumes frais, congelés ou en saumure	2,0	2,2	1,9
Tomates fraîches	2,0	2,4	1,7
Fruits frais, congelés ou en saumure	1,7	1,6	1,5
Conserves de légumes	1,5	1,3	1,5

De plus, cette ténacité a été couronnée par la présence et la reconnaissance des produits agricoles et alimentaires marocains dans plusieurs pays exigeants en termes de qualité ainsi que par le professionnalisme de nos producteurs et de nos exportateurs.

Avec le Plan Maroc Vert, cette force d'exportation est promue à des lendemains encore meilleurs grâce aux efforts d'amélioration de la qualité, de valorisation et de labellisation des produits de terroir.

IMPORTATIONS AGRICOLES

PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTÉS (en milliards DH)

	2008	2009	2010
Produits alimentaires	40,3	30,9	34,8
Céréales	17,3	8,8	10,9
Huiles alimentaires et graines oléagineuses	6,1	4,9	4,6
Sucre	2,2	3,4	3,3
Lait et dérivés	2,2	1,5	2,1

De même qu'il exporte sur plusieurs destinations, le Maroc compte également plusieurs sources pour son approvisionnement en produits agricoles et alimentaires.

Parmi ces importations, les factures les plus lourdes sont celles des importations céréalières.

Le Plan Maroc Vert a préconisé des hausses de production qui sont à même d'amender la configuration de ces importations.

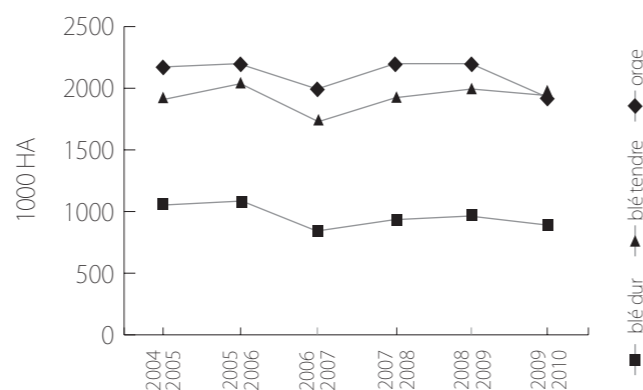
FILIÈRES PHARES

DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

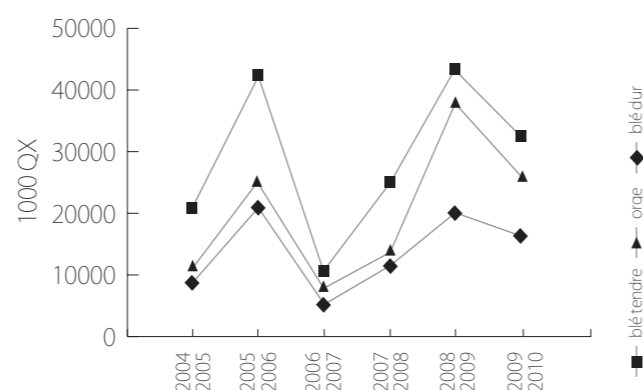
CÉRÉALES



SUPERFICIES DES TROIS CÉRÉALES PRINCIPALES
(en 1000 Ha)



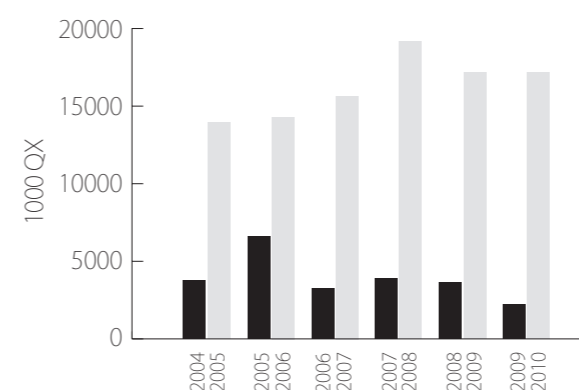
PRODUCTION DES TROIS PRINCIPALES CÉRÉALES
(en 1000 Qx)



A l'instar des systèmes agricoles traditionnels méditerranéens, fruits de la conjugaison des régimes alimentaires, et des possibilités agro-écologiques, le système agricole marocain dominant est caractérisé par la triptyque céréales/élevage/olivier.



IMPORTATION DE L'ORGE ET DU MAÏS
(en 1000 Qx)

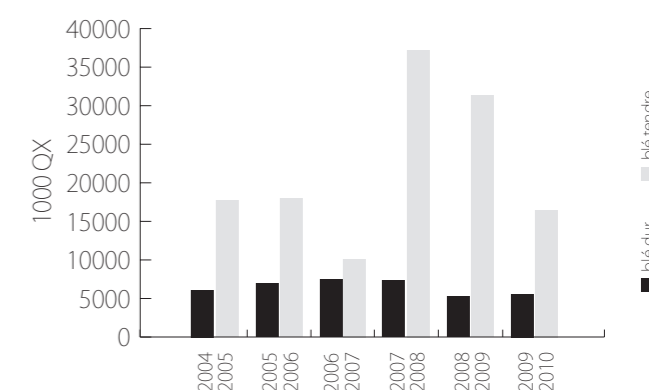


Quoique les niveaux de production aient été fluctuants lors de la dernière décennie, il est à noter que les importations de blé tendre, qui représente l'essentiel des céréales importées, ont accusé un trend baissier significatif traduisant l'amélioration des niveaux de production et les changements progressifs du niveau de vie du consommateur et de son régime alimentaire.

L'accroissement des importations en maïs est dû à la faible production du maïs qui n'arrive pas à accompagner la croissance continue et soutenue du secteur avicole. Dans les années 1990, la culture intensive du maïs en irriguée et plus particulièrement sous pivots s'est avérée très peu compétitive vis-à-vis du maïs importé. Aussi, la baisse des tarifs à l'importation dans le cadre des accords de libre échange a dopé les importations.

Fort de son ouverture économique sur le monde, le Maroc s'était progressivement inscrit dans une politique de sécurité alimentaire visant l'allocation rationnelle des ressources à travers la libéralisation des prix, la promotion du libre-échange, le désengagement de l'Etat des activités à caractère commercial et la promotion de la profession.

IMPORTATION DES BLÉS
(en 1000 Qx)



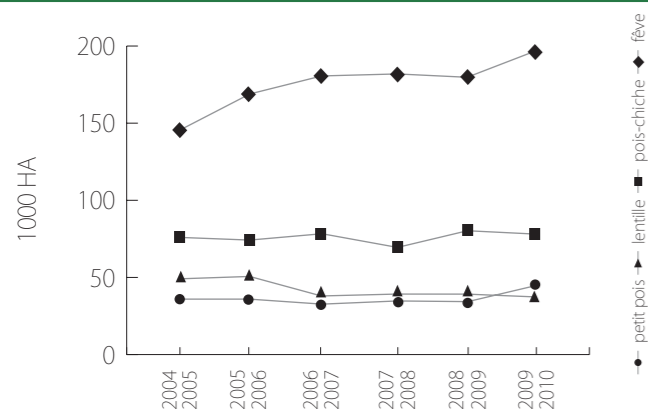
Le Plan Maroc Vert qui s'est fixé comme objectif l'augmentation rapide et focalisée de la productivité céréalière par :

- La refonte du tissu des acteurs autour d'agrégateurs productivistes capables d'intensifier l'investissement (intrants, stockage, logistique) ;
- La refocalisation sur des périmètres représentant un cœur céréalier à haute productivité ;
- L'accompagnement possible par un redéploiement graduel des mécanismes de ciblage des aides aux consommateurs et aux producteurs.

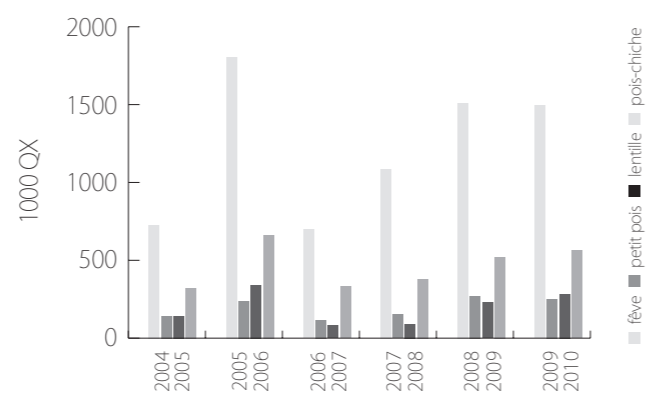
LÉGUMINEUSES

Traditionnellement, le Marocain consomme plus de légumineuses pendant la saison froide. Exportateur au début des années 1960, le Maroc a progressivement réduit sa production de ses denrées au profit d'autres plantations plus rentables.

SUPERFICIE DES LEGUMINEUSES ALIMENTAIRES
(en 1000 Qx)



PRODUCTION DES LEGUMINEUSES ALIMENTAIRES
(en 1000 Qx)

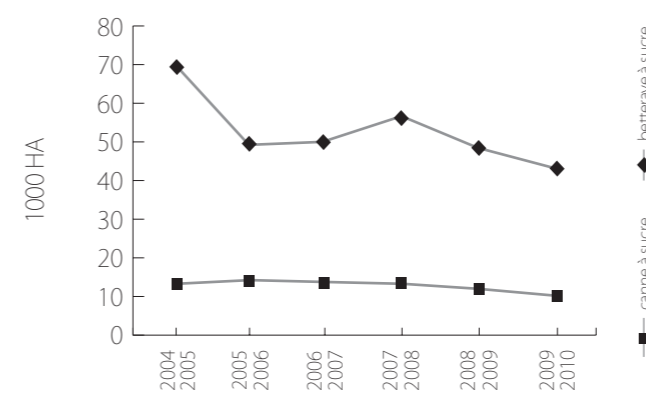


Avec l'amélioration du pouvoir d'achat et le regain d'intérêt pour des plats traditionnels, le Maroc a commencé à importer ces denrées à partir du début des années 1990, mais dans des quantités encore relativement faibles.

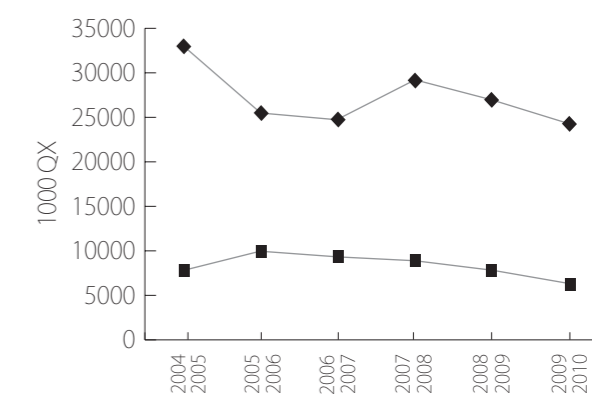


CULTURES SUCRIÈRES

SUPERFICIE DES CULTURES SUCRIERES
(en 1000 Ha)



PRODUCTION DES CULTURES SUCRIERES
(en 1000 Quintaux)



La betterave et la canne à sucre sont des spéculations exigeantes en eau, en amont, et en investissement industriel lourd, en aval. Ces éléments, en plus de la rentabilité relative à l'avantage des cultures maraîchères et fruitières, expliquent la superficie relativement faible réservée à leur production.

Actuellement, la demande alimentaire locale est satisfaite, à près de la moitié, par les importations de sucre brut, raffiné localement.

Néanmoins, cette filière présente deux atouts appréciables, à savoir :

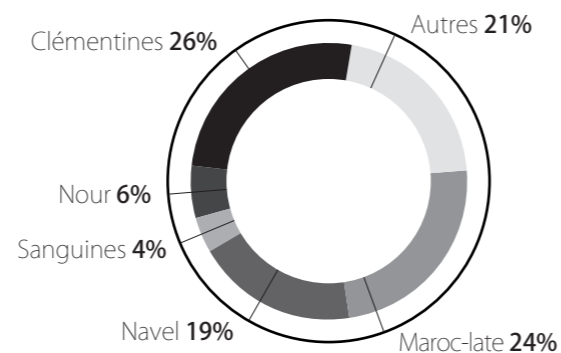
- 1) elle est très organisée autour d'un opérateur national agréant les associations des agriculteurs producteurs ;
- 2) elle présente une grande marge récupérable de productivité.

Sur cette base, les professionnels y croient fermement et sont activement accompagnés par le Plan Maroc Vert, dans le cadre d'un contrat programme précisant les objectifs à atteindre et les droits et devoirs des deux parties.

AGRUMES



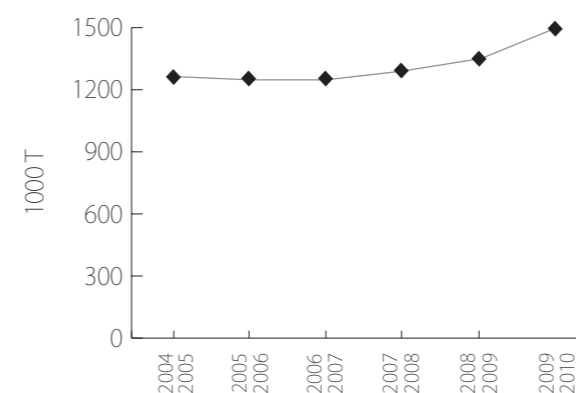
Structure de la production des agrumes (en pourcentage)



Parmi les filières phares du Royaume, la filière des agrumes a su, grâce à son organisation, s'améliorer depuis longtemps pour présenter aux consommateurs nationaux et étrangers des fruits de très grande qualité au goût unique.



PRODUCTION DES AGRUMES (en 1000 Tonnes)



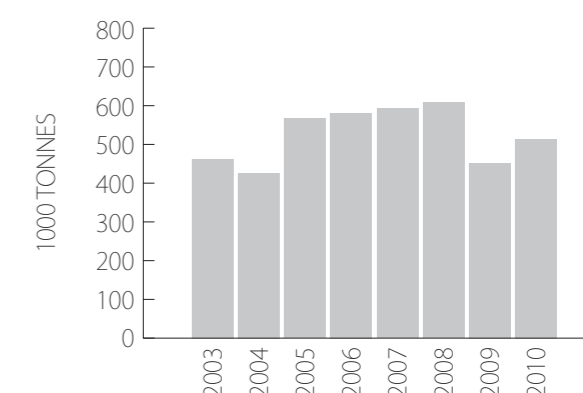
Conscient du potentiel de croissance et de développement de cette filière et les atouts intrinsèques colossaux dont dispose le Maroc dans la production agrumicole, avec des avantages comparatifs clairs sur ses «cœurs de métier»: les petits fruits et les oranges, le Plan Maroc Vert a créé toutes les conditions pour une nouvelle dynamique qui commence à porter ses fruits.

Le marché des agrumes est caractérisé par une :

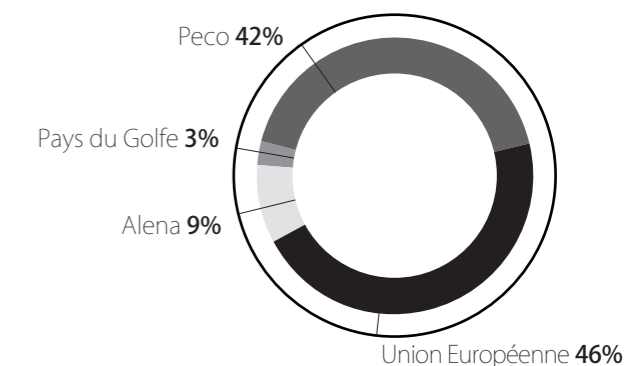
- demande croissante et soutenue sur les petits fruits ;
- fortes exigences liées à la grande distribution (packaging, traçabilité, prix, qualité, quantité, effort variétal) ;
- croissance de la consommation dans les pays émergents.

Scène d'innovation constante, cette filière a pu se prémunir contre certaines maladies dévastatrices telles que la tristésa, choisir des variétés spécifiques pour gagner en précocité ou en tardivité, différencier ses offres pour répondre aux exigences spécifiques des consommateurs européens, russes et autres, et, enfin, imposer le label Maroc dans le marché agrumicole international comme en atteste la diversité des clients.

EXPORTATION DES AGRUMES (en 1000 Tonnes)



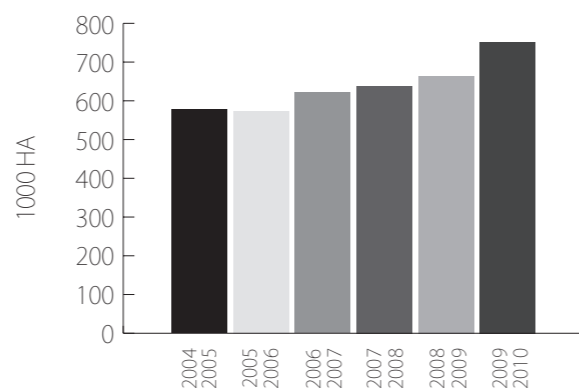
Part des exportations des agrumes par marché (en pourcentage)



OLIVIERS



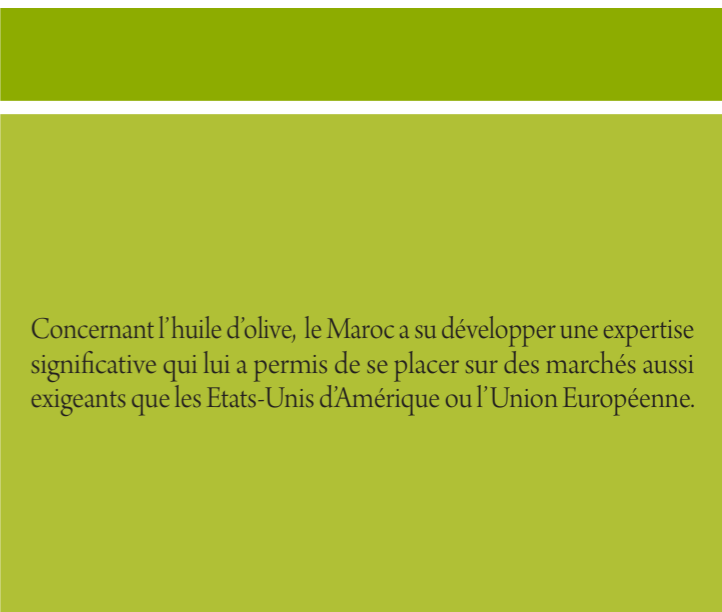
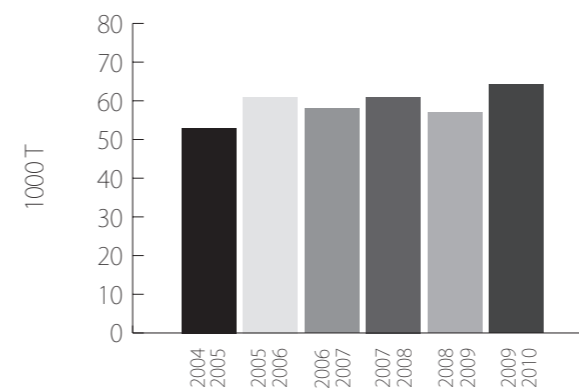
SUPERFICIE DE L'OLIVIER
(en 1000 Ha)



Compte tenu de la demande mondiale croissante en huile d'olives, cette filière a, depuis longtemps, retenu l'attention du gouvernement qui lui a dédié tout un plan : le plan oléicole.

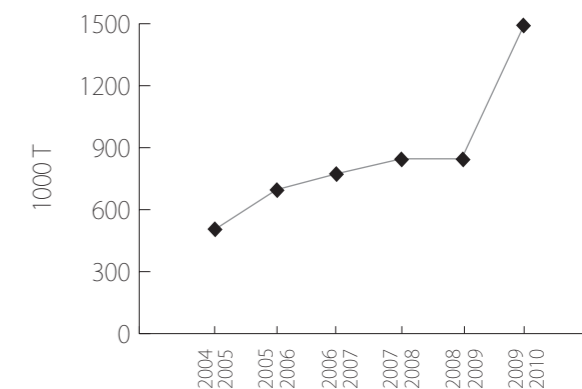


EXPORTATION DES OLIVES DE TABLE
(en 1000 Tonnes)



Concernant l'huile d'olive, le Maroc a su développer une expertise significative qui lui a permis de se placer sur des marchés aussi exigeants que les Etats-Unis d'Amérique ou l'Union Européenne.

PRODUCTION DES OLIVES
(en 1000 Tonnes)



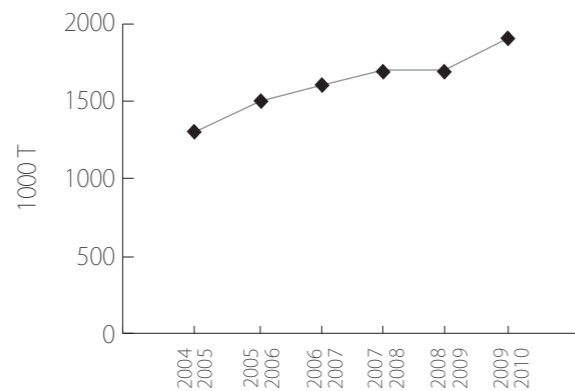
Pour donner un nouveau souffle aux efforts déployés dans le cadre des plans nationaux oléicoles, le Plan Maroc Vert a prévu le développement de la filière oléicole autour de :

- Création de nouveaux pôles oléicoles intensifs et productivistes par l'extension des superficies de l'olivier ;
- Intensification des oliveraies existantes ;
- Projets sociaux de reconversion dans l'oléiculture ;
- Le développement de l'interprofession autour de domaines structurants notamment la logistique, la formation, le R&D et la qualité ;
- La valorisation de la production par la mise en place de normes qualité strictes et la promotion de la traçabilité et de la certification (HACCP), le développement de la labellisation.

CULTURES MARAICHÈRES



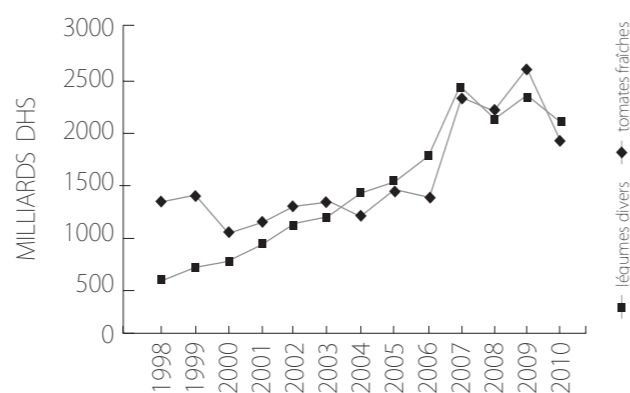
ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DES PRIMEURS (en 1000 Tonnes)



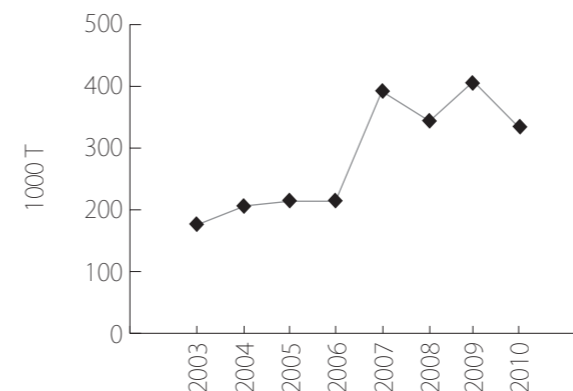
Sur les produits maraichers, le Maroc présente de nets avantages comparatifs notamment sur la tomate primeurs sous serre. La situation géographique du Maroc à sept miles de l'Europe, lui confère une position logistique de premier ordre consolidée par le développement des infrastructures routières et portuaires. À cela s'ajoute sa présence historique sur le marché UE accompagnée d'une reconnaissance de la qualité gustative des produits marocains.



VALEUR DES EXPORTATIONS DE TOMATES ET LÉGUMES DIVERS (en milliards Dhs)

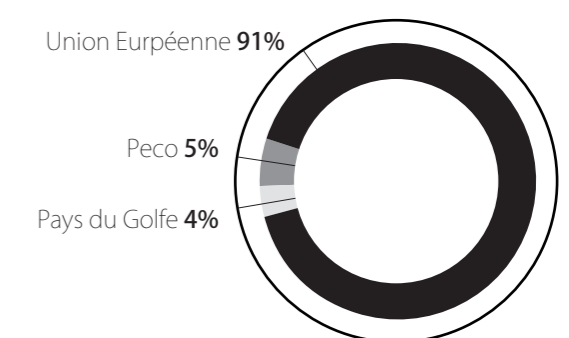


EXPORTATION DES TOMATES (en 1000 tonnes)



Le dynamisme des professionnels du secteur des fruits et légumes a permis au Maroc de diversifier ses exportations en multipliant par 4 ses exportations de légumes divers depuis 2003.

PART DES EXPORTATIONS DE TOMATE PAR MARCHÉ (en pourcentage)



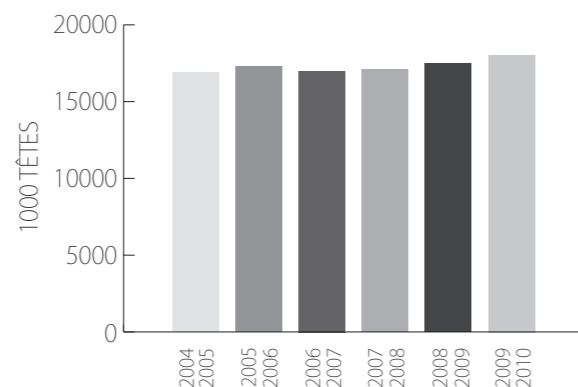
La filière de la tomate se positionne en véritable réussite au rayonnement international :

- Développement d'une filière d'export de la tomate dans le Sous exploitant les opportunités du calendrier européen ;
- Filière très performante sur l'ensemble de sa chaîne de valeur ;
- Modèle de développement intégré autour d'un véritable pôle primeur à Agadir avec l'ensemble des intervenants, e.g., fertilisants, conseils, emballage et logistique.

PRODUCTION DES VIANDES ROUGES



EFFECTIF DES OVINS
(en 1000 têtes)

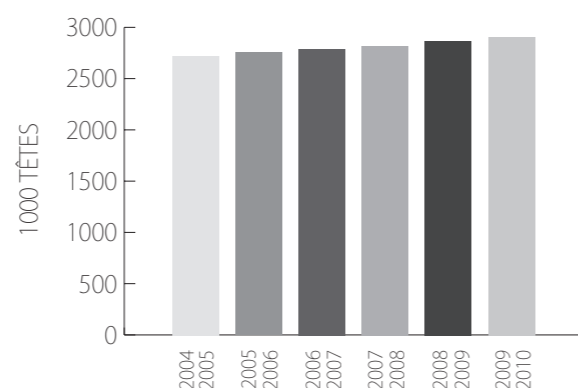


Bovins, ovins, caprins et camelins, sont les principales races produites au Maroc.

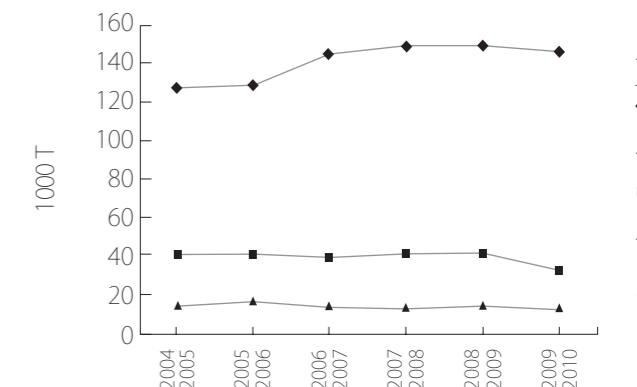
Jouissant de larges territoires de parcours et d'une protection confortable à la frontière, ce cheptel est en croissance continue.

Cette croissance est à la base de la couverture des besoins de consommation marocaine en viande rouge, malgré la croissance démographique. Notons que l'augmentation de l'effectif des bovins se fait principalement au profit des races améliorées.

EFFECTIF DES BOVINS
(en 1000 têtes)



ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DE VIANDE ROUGE PAR ESPÈCE (en 1000 Tonnes)



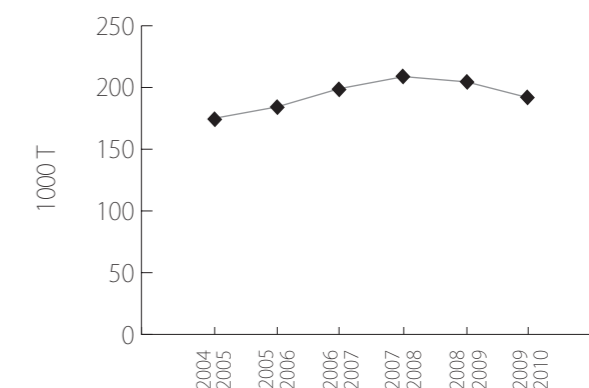
Parmi ces productions, deux s'imposent comme des créneaux avérés, à savoir :

- 1) L'agneau marocain, souvent associé au « mechoui », qui est très prisé de par le monde pour sa saveur unique ;
- 2) le chevreau de l'arganier, qui a un goût très particulier parce qu'il broute les feuilles d'arganier.

Les efforts de développement de la filière viande rouge dans le cadre du Plan Maroc Vert reposent sur le :

- Développement productiviste de l'amont ;
- Développement de l'abattage moderne et de la valorisation de viandes y.c. projets intégrés ;
- Développement de la distribution moderne de viandes ;
- Développement de niches à l'export.

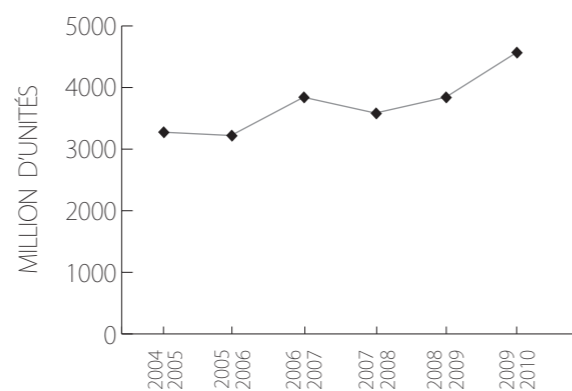
PRODUCTION DES VIANDES ROUGES DANS LES ABATTOIRS (en 1000 Tonnes) bovins, ovins et caprins confondus



VIANDES BLANCHES



PRODUCTION DES OEUFS DE CONSOMMATION
(en millions d'unités)



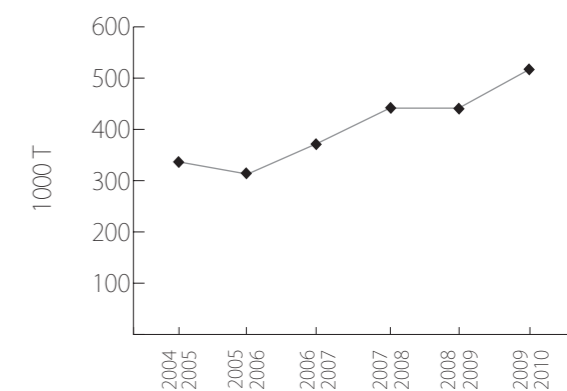
L'une des filières les mieux organisées à travers une interprofession qui comprend les représentants de tous ses segments, la filière avicole peut revendiquer avec fierté le rang de première source de protéine animale au Maroc.

En effet, elle satisfait:

- 55% de la demande totale en viandes ;
- 100% des besoins en œufs de consommation.



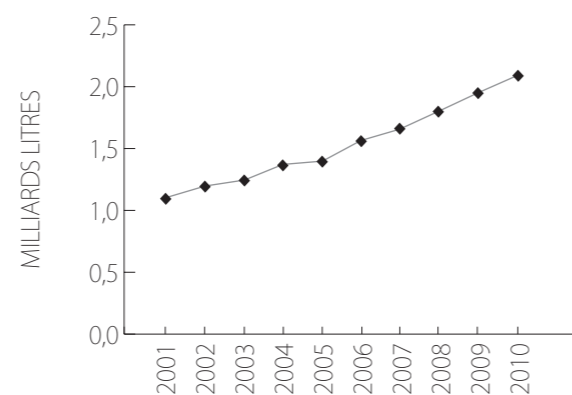
PRODUCTION DE VIANDE DE VOLAILLE
(en 1000 Tonnes)



LAIT



PRODUCTION LAITIÈRE
(en milliards de litres)



Les efforts substantiels concédés pour l'importation des races améliorées, la vulgarisation des techniques d'élevage, la vaccination, la lutte contre les épizooties, et les programmes d'urgence déployés en cas de sécheresse ont abouti à la forte progression que connaît actuellement le secteur laitier.

Aujourd'hui on peut parler d'un succès incontesté de mise sur pied d'une filière nationale du lait en lien étroit avec l'aval :

- Avènement de la filière lait autour d'agrégateurs, e.g., centres de collecte assurant l'intégration avec l'industrie nationale de transformation des produits laitiers ;
- Modernisation des modes de production et obtention de rendements laitiers équivalents pour certaines à ceux des grandes exploitations européennes (25 litres/jour/vache).

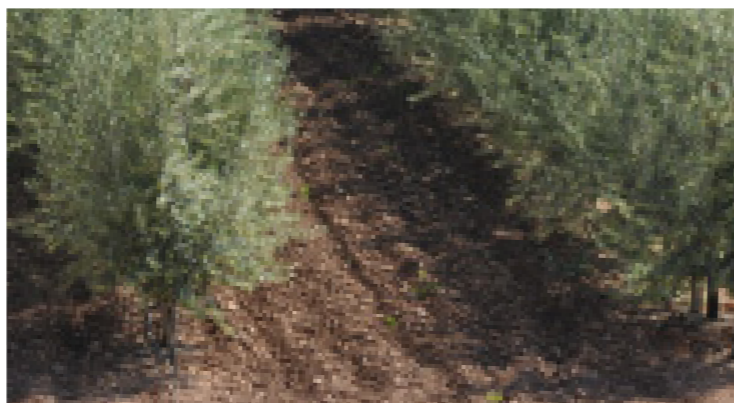
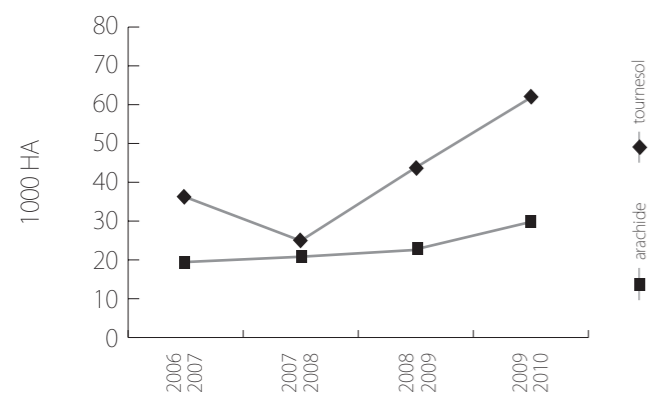
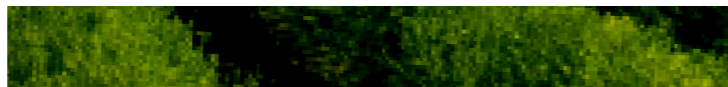
La dynamique est maintenant enclenchée, et le secteur privé s'y montre très intéressé.



CULTURES OLÉAGINEUSES



SUPERFICIE DES OLEAGINEUX
(en 1000 Ha)



PRODUCTION DES OLEAGINEUX
(en 1000 Qx)

